

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 89.

N° 2

FÉVRIER 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — FRANCE

Notes échangées les 2 juin et 13 juillet 1903 entre l'ambassade de la République française à Berlin et M. de Mühlberg, sous-secrétaire d'Etat p. i. à l'office impérial allemand des affaires étrangères au sujet de la convention intervenue, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1).

L'ambassadeur de la République française à S. E. M. de Mühlberg, secrétaire d'Etat p. i. aux affaires étrangères.

Berlin, le 2 juin 1903.

Le ministre des affaires étrangères vient de charger cette ambassade d'appeler l'attention de Votre Excellence sur une situation qui semble intéresser au plus haut point les droits des auteurs et éditeurs français en Allemagne.

Aux termes d'une convention intervenue le 15 janvier 1892, entre l'Allemagne et les Etats-Unis, est établi le traitement de réciprocité en matière de propriété littéraire et artistique, de sorte que les Américains bénéficient en Allemagne de la loi du 19 juin 1901, laquelle — dans son article 12 — affranchit de toute restriction, le droit de traduction, en l'assimilant purement et simplement à celui de reproduction.

(1) *Journ. Off.* 7 février 1904.

Or, les Français, pour jouir en Allemagne du droit de traduction, pendant toute la durée du droit sur l'original, sont tenus de faire traduire leur œuvre dans les dix années qui suivent sa publication.

Mais la convention littéraire du 19 avril 1883, toujours en vigueur, Votre Excellence le sait, entre la France et l'Allemagne contient, (art. 16), la clause du traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

Aussi, invoquant cette clause, mon gouvernement ne saurait douter que celui de S. M. l'empereur et roi soit disposé à étendre, en matière de traduction, aux auteurs français, le traitement assuré aux auteurs américains par l'effet combiné de la convention de 1892 et de la loi allemande de 1901.

Je crois devoir ajouter que, bien entendu, nous accorderions à cet égard, aux auteurs allemands en France, un traitement semblable à celui dont nos auteurs bénéficieraient en Allemagne.

Le soussigné saisit cette occasion pour...

(Signé) : BIHOURD.

**Le Secrétaire d'Etat p. i. aux affaires étrangères, à M. G. Prinet,
chargé d'affaires de la République française.**

Berlin, le 13 juillet 1903.

Le soussigné a l'honneur d'accuser réception au chargé d'affaires de France, de la note de S. Exc. l'ambassadeur, en date du 2 juin 1903 et d'y faire la réponse suivante :

En vertu du traité entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique en date du 15 janvier 1892, les citoyens américains jouissent, pour leurs œuvres littéraires, de la protection accordée, en ce qui concerne le droit de traduction, par la loi allemande du 19 juin 1901. La clause de la nation la plus favorisée inscrite à l'article 16 du traité franco-allemand du 19 avril 1883, donne aux auteurs français droit à une protection égale, sous réserve de réciprocité.

Cette réciprocité est désormais assurée, puisque S. Exc. l'ambassadeur a déclaré, dans la note ci-dessus mentionnée, au nom de son gouvernement, qu'en ce qui concerne la protection des droits de l'auteur, les auteurs allemands seraient traités en France comme les auteurs français en Allemagne.

Le soussigné saisit cette occasion pour...

(Signé) : von MUHLBERG.

FRANCE — NICARAGUA

Convention commerciale

(27 janvier 1902) ⁽¹⁾

Le Président de la République française et le Président de la République du Nicaragua, également animés du désir de favoriser le développement

(1) Ratifications échangées à Paris, le 3 septembre 1903. Loi portant approbation de la convention, 18 juillet 1903 (*Journ. Off.* 22 juillet). Décret portant promulgation 2 décembre 1903 (*Journ. Off.* 8 décembre).

des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs:

Le Président de la République française,

M. le comte de Pourtalès-Gorgier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près le Président de la République du Nicaragua, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.,

Et le Président de la République du Nicaragua,

M. Fernando Sanchez, ministre des affaires étrangères de la République du Nicaragua,

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1^{er}. — Les cafés et autres denrées énumérées dans le tableau A, annexé à la présente convention, originaires de la République du Nicaragua bénéficieront, à leur importation en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, des taxes de douane les plus réduites, applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Art. 2. — Réciproquement, les produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises, des pays de protectorat de l'Indo-Chine et de la Tunisie, bénéficieront, à leur importation dans la République du Nicaragua, des taxes de douane les plus réduites, applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Les produits naturels et fabriqués, originaires des mêmes pays, énumérés dans le tableau B, annexé à la présente convention, bénéficieront, à leur importation au Nicaragua, d'une réduction de 25 p. 100 sur le montant des droits d'entrée inscrits dans le tarif douanier de ce pays.

Art. 3. — Les certificats d'origine qui seraient exigés pour l'admission des marchandises à un régime douanier de faveur, seront visés par les consuls français et par les consuls nicaraguiens, en gratuité des taxes consulaires de chancellerie.

Art. 4. — La présente convention sera ratifiée par les deux gouvernements aussitôt que faire se pourra et les ratifications en seront échangées à Paris. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Managua, le 27 janvier 1902.

(L. S.) Signé: POURTALÈS-GORGIER.

(L. S.) Signé: FERNANDO-SANCHEZ.

TABLEAU A

Produits originaires de la République du Nicaragua qui bénéficieront, à leur importation en France, des taxes les plus réduites applicables aux produits similaires de toute origine étrangère.

Bois de toutes essences.
 Café.
 Cacao.
 Epices.
 Vanille.
 Indigo.
 Caoutchouc.
 Baumes.
 Huiles de palmes, de coco et autres analogues.

TABLEAU B

Produits originaires de France qui bénéficieront, à leur importation au Nicaragua, d'une réduction de 25 p. 100 sur le montant des droits d'entrée inscrits au tarif douanier.

Vins secs en bouteilles de toutes classes qui n'excèdent pas 14°.
 Vins secs en autres récipients qui n'excèdent pas 14°.
 Vins mousseux de Champagne.
 Eaux minérales.
 Arséniate de quinine.
 Bromhydrate de quinine.
 Bromure de quinine.
 Chlorhydrate de quinine.
 Sulfate de quinine.
 Valérianate de quinine.
 Vins médicaux et autres composés de quinine.
 Huile d'olive de table.
 Moutardes en poudres ou préparées.
 Poudres de toutes classes pour condiments.
 Truffes en conserves.
 Sauces de toutes espèces.
 Olives.
 Câpres.
 Conserves au vinaigre.
 Fruits, légumes et tubercules non spécifiés, en conserves.
 Fruits secs non dénommés.
 Fruits secs tels que raisins, prunes, dattes, figues et autres.
 Fruits conservés en liqueurs de toutes espèces, simples ou composées.
 Fruits dans leur jus ou dans du sirop.
 Fruits cristallisés.
 Basanes.
 Maroquins.
 Peaux de chamois.
 Veaux vernis et cirés.
 Chevreaux et autres peaux non dénommées.
 Gants de peaux de toutes espèces.

Peaux de porcs et ses imitations.
 Fils à coudre de cordonnerie.
 Etoffes pour pantoufles.
 Rubans pour chaussures.
 Cordons de souliers.
 Elastiques pour chaussures, en laine,
 Elastiques pour chaussures, en coton.
 Serge pour chaussures, en laine.
 Serge pour chaussures, en coton.
 Couteaux pour cordonniers.
 Oeillets et pointes pour chaussures.
 Coupons de serge.
 Formes de toutes classes.
 Boutons pour chaussures,
 Cirages solides et liquides pour chaussures.
 Clous et rivets.
 Casimirs de laine.
 Draps de laine.
 Satins et autres tissus de pure laine pour vêtements d'homme, avec ou sans fils ou listes de soie.
 Instruments de chirurgie.
 Articles de bureau non dénommés.
 Alpaga de soie pour vêtements.
 Alpaga de laine pour vêtements.
 Tapis de fibres végétales.

Libres de droits:

Matières premières pour savonneries.
 Livres, imprimés et journaux.

ITALIE — MONTENEGRO

Accord commercial provisoire.

21/22 décembre 1903 (1)

Le Ministre de S. M. le Roi d'Italie, à Cettigne au Ministre des Affaires étrangères du Montenegro.

Cettigne, ce 21 décembre 1903

Monsieur le Ministre,

J'ai eu soin de communiquer à Son Excellence le Ministre royal des affaires étrangères, les nouveaux tarifs douaniers qui étaient annexés à la note de Votre Excellence, n° 6460, du 27 novembre/10 décembre dernier, ainsi que la proposition qui m'avait été faite verbalement, par Son Excellence le Ministre princier des finances, en vue d'obtenir de la part de l'Italie, le maintien du *statu quo* pour l'entrée des produits monténégrins dans

(1) Décret portant promulgation dudit accord : 27 décembre 1903, *Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno* N° 525; *Gazzetta Ufficiale* N° 9 (13 janvier) 1904. Ledit décret devra être présenté au Parlement pour être converti en loi.

le Royaume, en échange de l'application du nouveau tarif minimum à l'entrée des produits italiens dans la Principauté. Le Gouvernement du Roi, tout en constatant que le temps manque absolument pour un examen des dits tarifs, fait remarquer qu'un simple coup d'œil jeté sur eux, suffit pour démontrer que le tarif minimum constitue déjà une aggravation considérable du régime en vigueur jusqu'ici. Il en résulte que, par l'adoption de la proposition précitée, les conditions de l'importation italienne au Monténégro seraient empirées, tandis que les conditions de l'importation monténégrine en Italie ne subiraient aucune variation.

Cependant, le Gouvernement du Roi, voulant faire acte d'amitié envers le Gouvernement princier, et dans l'espoir qu'on pourra procéder, dans l'intervalle, à la conclusion d'un nouveau traité de commerce équitable et avantageux pour les deux pays, est disposé à stipuler un accord provisoire de la durée de six mois — à savoir jusqu'au 30 juin 1904 — sur les bases suivantes :

Maintien du régime conventionnel italien actuel en faveur du Monténégro ;

Application du nouveau tarif minimum monténégrin, avec clause du traitement de la nation la plus favorisée, en faveur de l'Italie.

Je serai très obligé à Votre Excellence de vouloir bien me donner acte de cette communication et me faire savoir si le Gouvernement princier consent dans la proposition dont il s'agit.

Veuillez agréer, etc.

R. BOLLATI.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de S. M. le Roi d'Italie à Cettigne.

Cettigne, le 9/22 décembre 1903.

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre note en date du 21 décembre a. c., n° 498, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement princier accepte la proposition formulée dans la précitée note, se rapportant aux relations commerciales des deux pays, à savoir : pendant un délai de six mois, et pour avoir le temps matériel nécessaire à la conclusion d'un nouveau traité de commerce entre l'Italie et le Monténégro, l'Italie appliquera le régime conventionnel italien actuel en faveur du Monténégro — et le Monténégro appliquera aux produits d'origine italienne, son nouveau tarif minimum monténégrin, avec clause du traitement de la nation la plus favorisée, en faveur de l'Italie.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir me transmettre le plus tôt possible les tarifs italiens, sur la base desquels nous aurions à conclure le nouveau traité de commerce.

Veuillez agréer, etc.

V. G. VOUCOVITCH.

ITALIE — SUISSE

Désignation de la convention conclue avec la Sardaigne, le 25 avril 1860, concernant la navigation sur le lac Majeur.

(19 janvier 1904)

Le Conseil fédéral a dénoncé, le 21 mai 1903, la convention conclue le 25 avril 1860, entre la Suisse et la Sardaigne, au sujet de la navigation sur le lac Majeur ⁽¹⁾. Le gouvernement italien a donné acte de cette dénonciation par note du 11 janvier 1904.

Berne, le 19 janvier 1904.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

Convention pour le transfert, à la Confédération Suisse, de la concession du gouvernement italien à la compagnie Jura-Simplon, pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.

(16 mai 1903) ⁽²⁾.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, après avoir vu et examiné la convention conclue sous réserve de ratification, à Rome, le 16 mai 1903, par les plénipotentiaires de la Suisse et de l'Italie au sujet du transfert, à la Confédéra-

Vittorio Emmanuele III, per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia, a tutti coloro che le presenti vedranno, salute. Una Convenzione essendo stata stipulata fra l'Italia e la Confederazione Svizzera e dai rispettivi Plenipoten-

(1) Voir *Recueil Officiel suisse*, tome VI, page 476.

(2) Échange des ratifications, 13 janvier 1904. L'arrêté fédéral ratifiant la susdite convention est ainsi conçu (*Recueil offic. suisse*, 1904, p. 4) :

Arrêté fédéral ratifiant la convention du 16 mai 1903 conclue entre la Suisse et l'Italie, pour le transfert à la Confédération de la concession du tunnel de Simplon sur le territoire italien (16 décembre 1903).

L'assemblée fédérale de la confédération Suisse, vu la convention du 16 mai 1903 conclue entre la Suisse et l'Italie pour le transfert, à la Confédération, de la concession du gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon; Vu le message du Conseil fédéral du 16 octobre 1903. (Cf. *Arch.*, 1903, n° 10-11-12).

arrête :

1. Est ratifiée la convention conclue le 16 mai 1903, entre la Suisse et l'Italie, pour le transfert à la Confédération, de la concession du gouvernement italien à la compagnie Jura-Simplon, pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon.

2. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel, n'étant pas d'une portée obligatoire générale, entre immédiatement en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 10 décembre 1903.

*Le président, A. LACHENAL.
Le secrétaire, SCHATZMANN.*

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 15 décembre 1903.

*Le président, Louis, MARTIN.
Le secrétaire, RINGIER.*

La convention précitée ayant été approuvée par les Chambres italiennes, a été promulguée en Italie le 21 janvier 1904. V° *Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno N° 15; Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia*, 1904, N° 28 (4 février).

tion suisse, de la concession faite par le gouvernement italien à la compagnie, du Jura-Simplon pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon sur le territoire du royaume d'Italie, convention qui a été approuvée par le Conseil des Etats le 10 décembre 1903 et par le Conseil national le 16 du même mois et dont la teneur suit :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie désirant régler les conditions du transfert à la Confédération, de la concession faite par le Gouvernement italien à la Compagnie du Jura-Simplon, pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon sur le territoire du Royaume, ont nommé pour leurs plénipotentiaires.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Monsieur *J.-B. Piada*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

Son Excellence *M. Constantino Morin*, Vice-Amiral, Sénateur du Royaume, Son Ministre pour les affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}.

La Confédération suisse remplace la Compagnie du Jura-Simplon et sera considérée comme substituée à celle-ci dans tous les droits et dans l'accomplissement de toutes les obligations qui découlent du traité du 22 novembre 1895 et des conventions des 22 février 1896 et 2 décembre 1899.

ART. 2.

Il est entendu que les obligations concernant les garanties données par le Gouvernement fédéral et son action vis-à-vis de la Compagnie Jura-Simplon, dans l'intérêt des deux Etats ou de l'Italie seulement, telles que ces obligations résultent du traité du 25 novembre 1895, restent intactes et auront les mêmes effets que si la substitution de la Confédération à la Compagnie n'avait pas eu lieu.

ART. 3.

Tout différend qui pourrait surgir entre le Gouvernement fédéral, en sa qualité de concessionnaire, et le Gouvernement italien, sera résolu dans la forme établie par l'article 9 de la convention du 22 février 1896.

ziari sottoscritta a Roma il sedici Maggio dell'anno mille novecento- tre.

Convenzione del tenore seguente:

ART. 4.

L'article 13 du traité du 25 novembre 1895 est remplacé par le suivant :

— La Confédération suisse s'engage à construire, sans aucun concours de la part de l'Italie, la deuxième voie, aussitôt que le produit brut du trafic entre Brigue et Domodossola aura dépassé 50,000 francs par kilomètre de la longueur effective et par année.

La deuxième voie sera ouverte à l'exploitation dans un délai maximum de cinq ans, à partir du moment où il aura été officiellement constaté que le chiffre de 50,000 francs est dépassé.

Le Gouvernement italien sera tenu de prolonger, dans le même délai, la seconde voie entre Iselle et Domodossola. —

ART. 5.

Aux articles 252, 253, 254 de la loi italienne sur les travaux publics du 20 mars 1865, mentionnés à l'article 15 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896, est ajouté l'article 251 de la même loi. Il n'est rien changé au délai d'achèvement prévu par l'article 2 du même cahier des charges.

Le dernier alinéa de l'article 10 du traité du 25 novembre 1895 est supprimé.

ART. 6.

A l'article 7 du traité du 25 novembre 1895 est ajouté ce qui suit :

— Il est entendu que le contrôle et la surveillance, de la part du Conseil fédéral, sur l'exécution des travaux dont il a été question à l'alinéa précédent, se bornent aux travaux accessoires qui ont pour but de permettre l'exploitation des chemins de fer ; par conséquent, le contrôle et la surveillance en question ne pourront pas s'exercer sur les travaux que l'Italie, pour sa défense, croira devoir construire à ses frais, au débouché sud du tunnel ou dans le tunnel même, sur le parcours empruntant son territoire. Pour ces travaux, le Gouvernement italien aura un personnel à soi, il exercera la surveillance par ses agents et prendra, lorsqu'il le croira nécessaire, toutes les mesures pour garantir le secret sur la nature et la position des travaux en question. Des ententes directes entre le gouvernement suisse et le Gouvernement italien régleront tous les détails qui se rattachent à la question militaire, c'est-à-dire à l'accès des agents de l'Administration militaire dans le tunnel pour procéder aux travaux militaires et aux dispositions prises pour assurer le secret sur la nature et la position de ces travaux.

Il est entendu que la construction de ces ouvrages devra se concilier avec les exigences de l'exploitation et de sa sécurité, et que l'État italien assume la responsabilité des accidents et des dommages que la construction de ces ouvrages pourra occasionner. —

ART. 7.

A l'article 13 du même traité est ajouté l'alinéa suivant :

— Si lors de la construction de la deuxième voie, l'Italie croit devoir

ériger des fortifications, soit au débouché sud du tunnel, soit à l'intérieur, la réserve ajoutée à l'article 7, à propos du contrôle et de la surveillance des travaux, sera également applicable. —

ART. 8.

A l'article 14 du cahier des charges annexé à la convention du 22 février 1896 est ajouté l'alinéa qui suit :

— Le Gouvernement suisse et le Gouvernement italien se mettront d'accord, à l'occasion de la convention prévue par l'article 2 de la convention du 22 février 1896, pour assurer l'application des dispositions du premier alinéa du présent article. —

ART. 9.

A l'article 13 de la convention du 2 décembre 1899 est ajouté ce qui suit :

— Comme conséquence du droit de souveraineté mentionné au premier alinéas du présent article, et sauf les restrictions imposées par la sécurité de l'exploitation, les agents de l'Administration militaire italienne auront accès aux fortifications situées dans la portion italienne du grand tunnel. Ces fortifications pourront, au besoin, être pourvues de corps de garde ou de sentinelles. —

ART. 10.

L'Italie se réserve d'exiger les mesures que pourrait nécessiter, dans l'exploitation de la ligne sur territoire italien, son intérêt militaire. Elle aura, en tout temps, la faculté de faire circuler des trains purement militaires, avec personnel et matériel italiens, sur le tronçon Domodossola-frontière, mais avec les réserves suivantes :

a). Les trains ne pourront être mis en circulation qu'après entente sur leur marche avec l'Administration des chemins de fer suisses. Les locomotives et les wagons pour ces trains seront fournis par les chemins de fer italiens;

b). L'Administration des chemins de fer suisses sera indemnisée par l'Administration militaire italienne, pour tous les dommages que ces trains militaires viendraient lui occasionner.

L'Italie pourra, en outre, faire escorter les trains circulant sur ledit tronçon, par des agents italiens, militaires ou civils, soit pour veiller aux transports militaires chargés sur les trains, soit pour tout autre motif d'ordre militaire. Elle pourra aussi exiger l'arrêt d'un train ordinaire dans un point quelconque du même tronçon; mais il est entendu que, eu égard aux exigences du trafic, les autorités militaires italiennes ne feront usage de ce droit, qu'en cas exceptionnel et après entente préalable avec l'Administration des chemins de fer suisses.

ART. 11.

Les Gouvernements suisse et italien sont convenus d'instituer une Délégation internationale spéciale, ayant siège à Berne, pour les affaires du chemin de fer du Simplon.

Cette délégation sera convoquée périodiquement, outre les cas extraordinaires, selon les dispositions du règlement qui sera établi d'accord entre les deux Gouvernements. Elle se composera de quatorze membres, dont 7 nommés par le Gouvernement suisse et 7 par le Gouvernement italien, elle sera présidée « *ex officio* » par le président de la direction générale des chemins de fer fédéraux et aura aussi un vice-président, choisi par elle-même entre les représentants de l'Italie.

ART. 12.

La Délégation aura pour mission :

- a). De recevoir toutes les communications concernant directement ou indirectement les éléments du trafic du Simplon, de veiller au développement de ce trafic dans le sens de l'article 14 du traité du 25 novembre 1895 et d'émettre des vœux et des propositions dans l'intérêt dudit trafic, sans avoir, toutefois, la compétence de voter des résolutions ayant un caractère obligatoire ;
- b). De s'assurer, par son contrôle, que les obligations incombant à l'Administration des chemins de fer fédéraux, succédant à la Compagnie Jurà-Simplon, sont strictement exécutées, notamment en ce qui concerne les honoraires et les tarifs ;
- c). De contrôler les comptes de construction, le mouvement des recettes et des frais d'exploitation et les bilans de la gestion de la ligne du Simplon qui lui devront être communiqués ;
- d). De référer aux Gouvernements intéressés sur les communications reçues et sur les observations faites, et de leur présenter toutes les propositions utiles au développement du chemin de fer du Simplon.

Tout ce qui concerne le fonctionnement de la Délégation, ainsi que la forme de ses résolutions, sera déterminé dans le règlement.

ART. 13.

En cas de différends entre les représentations suisse et italienne au sein de la Délégation, il y aura lieu au recours à la décision des deux Gouvernements.

ART. 14.

Les frais de la Délégation seront supportés par moitié par les deux États.

ART. 15.

Le délai de trente ans établi par l'article 5 de la convention du 22 février 1896 pour le rachat éventuel de la concession de la part du Gouvernement italien est réduit à quinze ans. Dans ce cas, la déduction du montant des subventions aura lieu seulement pour la somme effectivement versée.

Si, au contraire, le rachat est effectué après la trentième année, la déduction sera calculée sur le montant intégral des subventions accordées, bien que non entièrement versées.

ART. 16.

Pour ce qui concerne la subvention de 600.000 lires allouée par le Gouvernement italien à la Compagnie Jura-Simplon par le contrat du 15 juin 1898, le Gouvernement du Roi est libéré de tous les versements sur le montant de ses engagements, à partir de la date 5 mai 1902 du procès-verbal des bases préliminaires pour le rachat, concordées entre la Confédération et la Compagnie Jura-Simplon. Les versements éventuellement effectués après la date susdite, seront remboursés.

Le Gouvernement du Roi est également libéré de tous risques quelconques quant à l'achèvement du tunnel.

ART. 17.

Il est reconnu que le droit fixe d'enregistrement d'une lire prévu par l'article 3, chiffre 4, de la convention du 22 février 1896 s'applique:

1° Au présent acte de transfert de concession, dont l'approbation est réservée au Gouvernement italien par l'article 8 de la susdite convention;

2° Aux déclarations réciproques de la Compagnie Jura-Simplon et des subventionnans italiens du Simplon, concernant la renonciation de la Compagnie au solde non encore versé des subventions, et celle des subventionnans italiens à leurs droits dans la liquidation de la compagnie, ces actes rentrant dans la catégorie de ceux qui sont prévus par l'article 3, chiffre 4, b, de la convention du 22 février 1896.

Toutes les autres dispositions contenues dans ledit article 3 restent inaltérées.

ART. 18.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 16 mai dix-neuf cent trois.

(L. S.) G. B. PIODA.

(L. S.) E. MORIN.

Déclare que la convention ci-dessus est ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à Berne, le vingt et un

Noi, avendo veduto ed esaminato la sovrascritta Convenzione, approvandola in ogni e singola sua parte l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiomo et confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare. In fede di che, Noi abbiamo di Nostra mano firmato le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo,

décembre mil neuf cent trois (21 décembre 1903).

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président
de la Confédération,*
(L. S.) DEUCHER.

*Le chancelier
de la Confédération,*
RINGIER.

Date in *Roma*, il sedici del mese di dicembre l'anno del Signore milenovecento trenta.

(L. S.) VITTORIO EMMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re,

*Il Ministro segretario
di Stato per gli affari esteri:*

TITTONI.

PROCÈS-VERBAL D'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS.

Les soussignés se sont réunis pour procéder à l'échange des ratifications du Conseil fédéral de la Confédération suisse et de Sa Majesté le Roi d'Italie sur la convention du Jura-Simplon conclue et signée à Rome le 16 mai 1903.

Les instruments de ces ratifications ayant été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à *Rome*, en double expédition, le 13 janvier 1904.

*L'Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de la
Confédération suisse,*
(L. S.) J.-B. PIODA.

*Le Ministre des affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi d'Italie,*
(L. S.) TITTONI.

JAPON — CHINE

Supplementary treaty of commerce et navigation between Japan and China.

(8 octobre 1903) (1)

TEXTE ORIGINAL (2)

His Majesty the Emperor of Japon and His Majesty the Emperor of China, in order to give full effect to the provisions of Article VI of the Final Protocol signed at Peking on the seventh day of the ninth month of the thirty-fourth year of Meiji, corresponding to the twenty fifth day of the seventh moon of the twenty-seventh year of Kuang-Hsü (3), have resolved to conclude a Supplementary Treaty of Commerce and Navigation, designed to facilitate and promote the commercial relations between Japan and China, and have for that purpose named as Their Plenipotentiaries that is to say :

His Majesty the Emperor of Japan, Hioki Eki, Jugoi, Fifth Class of the Imperial Order of the Rising Sun, First Secretary of Legation, and Odagiri Masnoske, Shorokui, Fifth Class of the Imperial Order of the Rising Sun, Consul General ;

And His Majesty the Emperor of China, Lü Hai-Huan, President of the Board of Public Works, Shêng Hsüan-Huai, Junior Guardian of the Heir Apparent, formerly Senior Vice-President of the Board of Public Works, and Wu T'ing-Fang, Senior Vice-President of the Board of Commerce :

TRADUCTION

Traité supplémentaire de commerce et de navigation entre le Japon et la Chine.

(8 octobre 1903) (1)

Sa Majesté l'Empereur du Japon et Sa Majesté l'Empereur de Chine, afin de mettre à exécution les dispositions de l'article XI du protocole final signé à Pékin le septième jour du neuvième mois de la trente-quatrième année de Meiji, correspondant au vingt-cinquième jour de la septième lune de la vingt-septième année de Kuang-Hsü (3), ont résolu de conclure un traité supplémentaire de commerce et de navigation, destiné à faciliter et développer les relations commerciales entre le Japon et la Chine, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur du Japon : Hioki Eki, Jugoi, cinquième classe de l'Ordre impérial du Soleil-Levant, premier secrétaire de légation, et Odagiri Masnoska, Shorokui, cinquième classe de l'Ordre impérial du Soleil-Levant, consul général ;

Et Sa Majesté l'Empereur de Chine : Lü Hai-Huan, président du bureau des Travaux publics ; Shêng Hsüan-Huai, second tuteur de l'héritier présomptif, ancien premier vice-président du bureau des Travaux publics, et Wu T'ing-Fang, premier vice-président du bureau du Commerce ;

(1) Ratifié par le Japon le 9 décembre 1903, ratifié par la Chine le 10 janvier 1903. Ratifications échangées le 11 janvier 1904.

Le Japon a promulgué le présent traité le 19 janvier, v° Ordonnance Royale du 19 janvier, dans le *Journal officiel de l'Empire du Japon* du 20 janvier 1904.

(2) Communiqué aux Arch. Dipl. par la Légation Impériale du Japon, à Paris.

(3) V° Arch. Dipl. 1901-1902, n° 7-8-9, p. 5 et suiv.

Who, after having communicated to each other their Full Powers found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles : —

ARTICLE I

Whereas China, with the object of reforming its fiscal system, proposes to levy a surtax in excess of the tariff rates on all goods passing through the Custom Houses, whether maritime or inland and frontier, in order to compensate in a measure for the loss incurred by the complete abolition of *likin*, Japan consents to pay the same surtax as is agreed upon between China and all the Treaty Powers. With regard to the production tax, consumption tax and excise, and the taxes on native opium and salt, leviable by China, Japan also consents to accept the same arrangements as are agreed upon between all the Treaty Powers and China. It is understood however that the commerce, rights and privileges of Japan shall not, on account of the above, be placed at any disadvantage as compared with the commerce, rights and privileges of other Powers.

ARTICLE II

The Chinese Government agree to permit Japanese steamship-owners to erect, at their own expense, appliances for hauling through the rapids of that part of the Yang-tze-kiang between Ichang and Chungking. But

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu et arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE I

Comme la Chine, dans le but de réformer son système fiscal, se propose d'établir une surtaxe, en augmentation des droits fixés par les tarifs, sur toutes les marchandises passant par les douanes, tant maritimes qu'intérieures et des frontières, pour compenser dans une certaine mesure la perte résultant de la complète abolition du *likin*, le Japon consent à payer la même surtaxe que celle convenue entre la Chine et toutes les puissances à traité. En ce qui touche les taxes de production et de consommation et l'excise, ainsi que les taxes sur l'opium et le sel indigènes, qui pourront être établies par la Chine, le Japon consent également à accepter les mêmes arrangements que ceux convenus entre toutes les puissances à traité et la Chine. Il reste entendu, néanmoins, que le commerce, les droits et les priviléges du Japon ne pourront, comme conséquence de la clause ci-dessus, se trouver placés dans une situation désavantageuse, par rapport au commerce, aux droits et aux priviléges d'autres puissances.

ARTICLE II

Le Gouvernement chinois s'engage à permettre aux Japonais, propriétaires de bateaux à vapeur, de faire, à leurs frais, les installations nécessaires pour hêler ces bateaux à travers les rapides de la partie de Yang-tze-

as the interests of the population of the provinces of Szechuen, Hunan and Hupeh are involved, it is therefore necessary that the approval of the Imperial Maritime Customs be obtained before such appliances may be so erected.

These appliances, which shall be at the disposal of all vessels both steamers and junks, shall not obstruct the waterway nor interfere with the free passage of junks or of persons on the banks of the river. Such appliances shall be subject to special regulations to be drawn up by the Imperial Maritime Customs.

ARTICLE III

The Chinese Government agree that any Japanese steamer capable of navigating the inland waterways, upon reporting at the Imperial Maritime Customs, may proceed for the purpose of trade from a treaty port to places inland, so reported, on complying with the Original and Supplementary Regulations for Steam Navigation inland.

ARTICLE IV

In case Chinese subjects conjointly with Japanese subjects organise a partnership or company for a legitimate purpose, they shall equitably share the profits and losses with all the members according to the terms of the agreement or memorandum and articles of association and the re-

Kiang, située entre Ichang et Chungking. Mais, comme les populations des provinces de Szechuen, Hunan et Hupeh sont intéressées dans la question, les propriétaires devront, pour ce motif, obtenir au préalable, l'agrément des Douanes maritimes impériales.

Ces installations, qui seront à la disposition de tous les navires, vapeurs ou jonques, ne devront ni obstruer le chenal, ni faire obstacle au libre passage des jonques ou des gens circulant sur les rives du fleuve. Elles seront soumises à des règlements spéciaux à édicter par les Douanes maritimes impériales.

ARTICLE III

Le Gouvernement chinois consent à ce que tout vapeur japonais en état de naviguer sur les voies d'eaux intérieures, après avis donné aux Douanes maritimes impériales, puisse se rendre, dans un but commercial, d'un port à traité aux places de l'intérieur ainsi désignées, en se conformant au règlement fondamental et au règlement supplémentaire concernant la navigation à vapeur dans les eaux intérieures.

ARTICLE IV

Si des sujets chinois forment, conjointement avec des sujets japonais, une association ou société ayant un but licite, ils partageront équitablement les profits et les pertes avec tous les membres, conformément aux termes du contrat, des statuts et des règlements régissant l'association ou

gulations framed thereunder, and they shall be liable to the fulfilment of the obligations imposed by the said agreement or memorandum and articles of association and the regulations framed thereunder as accepted by them and as interpreted by Japanese Courts. Should they fail to fulfil the obligations so imposed and legal action be taken against them in consequence, Chinese Courts shall at once enforce fulfilment of such obligations.

It is understood that in case Japanese subjects conjointly with Chinese subjects organise a partnership or company, they shall also equitably share the profits and losses with all the members according to the terms of the agreement or memorandum and articles of association and the regulations framed thereunder. Should such Japanese subjects fail to fulfil any of the obligations imposed by the said agreement or memorandum and articles of association or by the regulations framed thereunder, Japanese Courts shall in like manner at once enforce fulfilment of such obligations by them.

ARTICLE V

The Chinese Government agree to make and faithfully enforce such regulations as are necessary for preventing Chinese subjects from infringing registered trade-marks held by Japanese subjects.

The Chinese Government likewise agree to make such regulations as are necessary for affording protection to registered copyrights held by

la société, et ils seront soumis à l'accomplissement des obligations imposées par ce contrat, ces statuts et ces règlements, tels qu'ils auront été acceptés par eux et auront été interprétés par les tribunaux japonais. Dans le cas où, par suite de l'inexécution des obligations ainsi imposées, des poursuites judiciaires seraient intentées entre eux, les tribunaux chinois devraient sans délai, les contraindre à remplir ces obligations.

Il est entendu que, si des sujets japonais forment, conjointement avec des sujets chinois, une association ou société, ils partageront de même équitablement les profits et les pertes avec tous les membres, conformément aux termes du contrat, des statuts et des règlements régissant l'association ou la société. Dans le cas où les dits sujets japonais viendraient à ne pas remplir quelqu'une des obligations imposées par ce contrat, ces statuts ou ces règlements, les tribunaux japonais devraient, pareillement, sans délai, les contraindre à exécuter ces obligations.

ARTICLE V

Le Gouvernement chinois s'engage à édicter et à appliquer loyalement les règlements nécessaires pour empêcher les sujets chinois de contrefaire les marques de fabrique enregistrées qui seraient la propriété de sujets japonais.

Le Gouvernement chinois s'engage également à édicter les règlements nécessaires pour la protection des droits de reproduction enregistrés.

Japanese subjects in the books, pamphlets, maps and charts written in the Chinese language and specially prepared for the use of Chinese people.

It is further agreed that the Chinese Government shall establish registration offices where foreign trade-marks and copyrights, upon application for the protection of the Chinese Government, shall be registered in accordance with the provisions of the regulations to be hereafter framed by the Chinese Government for the purpose of protecting trade-marks and copyrights.

It is understood that Chinese trade-marks and copyrights properly registered according to the provisions of the laws and regulations of Japan will receive similar protection against infringement in Japan.

This Article shall not be held to protect against due process of law any Japanese or Chinese subject who may be the author, proprietor or seller of any publication calculated to injure the well-being of China.

ARTICLE VI

China agrees to establish itself, as soon as possible, a system of uniform national coinage and provide for a uniform national currency which shall be freely used as legal tender in payment off all duties taxes and other obligations by Japanese subjects as well as by Chinese subjects in the Chinese Empire. It is understood, however, that all Customs du-

possédés par les sujets japonais, concernant les livres, brochures, cartes et plans écrits en langue chinoise et destinés spécialement à l'usage des Chinois.

Il est convenu, en outre, que le Gouvernement chinois établira des bureaux d'enregistrement, où les marques de fabrique et les droits de reproduction étrangers seront enregistrés, sur requête des intéressés, conformément aux dispositions des règlements que devra édicter ledit Gouvernement, pour la protection des marques de fabrique et des droits de reproduction.

Il est entendu que les marques de fabrique et les droits de reproduction chinois, dûment enregistrés, conformément aux lois et règlements japonais, bénéficieront de pareille protection contre toute violation au Japon.

Le présent article ne pourra être invoqué pour soustraire à l'action des lois, le sujet japonais ou chinois, qui serait l'auteur, le propriétaire ou le vendeur, d'une publication ayant pour but de nuire au bien de la Chine.

ARTICLE VI

La Chine s'engage à établir elle-même, aussitôt que possible, un système de monnaie nationale uniforme, laquelle aura cours dans toute l'étendue de l'Empire et sera employée comme monnaie légale pour le paiement de tous droits, taxes et autres, dûs par les sujets japonais aussi bien que par les sujets chinois. Il demeure entendu, cependant, que tous

ties shall continue to be calculated and paid on the basis of the Haikwan tael.

ARTICLE VII

As the weights and measures used by the mercantile and other classes for general and commercial purposes in the different provinces of China vary and do not accord with the standards fixed by the Imperial Government Boards, thus resulting in detriment to the trade of Chinese and foreigners, the Governors General and Governors of all the provinces, after careful inquiry into existing conditions, shall consult together and fix upon uniform standards which, after a Memorial to the Throne for sanction, shall be adopted and used in all transactions by officials and people throughout all the Empire. These standards shall be first used in the places opened to foreign trade and gradually extended to inland places. Any differences resulting from divergence between the new weights and measures and those now in vogue shall be equitably settled, whether by way of increase or decrease, according to the amount of such difference.

ARTICLE VIII

The Regulations for Steam Navigation Inland of the fifth moon of the twenty-fourth year of Kuang-hsü and the Supplementary Rules of the

les droits de douane continueront à être calculés et payés sur le pied du taël de Haikwan.

ARTICLE VII

Comme les poids et mesures employés par les négociants et autres, pour les usages généraux et commerciaux, varient dans les différentes provinces de la Chine et ne concordent pas avec les types fixés par les bureaux du Gouvernement impérial, ce qui est préjudiciable aux relations commerciales entre Chinois et étrangers, les Gouverneurs généraux et Gouverneurs de toutes les provinces, après enquête approfondie sur la question, s'entendront pour fixer des taxes uniformes qui, après avoir reçu la sanction du Trône, seront adoptés et employés dans toutes les transactions, par les fonctionnaires et la population, dans l'étendue entière de l'Empire. L'usage de ces types sera d'abord limité aux places ouvertes au commerce étranger, puis étendu graduellement aux places de l'intérieur. Toutes contestations résultant de la différence entre les nouveaux poids ou nouvelles mesures, et ceux ou celles actuellement en usage, seront équitablement réglées, par voie d'augmentation ou de diminution, selon le montant de la contestation.

ARTICLE VIII

Les règlements sur la navigation à vapeur intérieure, en date de la cinquième lune de la vingt-quatrième année de Kuang-Hsü, et les disposi-

seventh moon of the same year having been found in some respects inconvenient in working, the Chinese Government hereby agree to amend them and to annex such new Rules to this Treaty.

These Rules shall remain in force until altered by mutual consent.

ARTICLE IX

The provisions of all treaties and engagements now subsisting between Japan and China, in so far as they are not modified or repealed by this Act, are hereby confirmed ; and it is hereby expressly stipulated in addition that the Japanese Government, Officers, Subjects, Commerce, Navigation, Shipping, Industries and Property of all kinds shall be allowed free and full participation in all privileges, immunities and advantages which have been or may hereafter be granted by His Majesty the Emperor of China or by the Chinese Government or by the Provincial or Local Administrations of China to the Government, Officers, Subjects, Commerce, Navigation, Shipping, Industries or Property of any other nation.

The Japanese Government will do its utmost to secure to Chinese Officers and Subjects resident in Japan the most favourable treatment compatible with the laws and regulations of the Empire.

ARTICLE X

The High Contracting Parties hereto agree that, in case of and after

tions supplémentaires en date de la septième lune de la même année, ayant suscité, à certains égards, des difficultés dans leur application, le Gouvernement chinois s'engage, pour les présentes, à les modifier et à annexer au présent traité les nouvelles dispositions adoptées.

Celles-ci resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles aient été modifiées d'un commun accord.

ARTICLE IX

Les dispositions de tous les traités et toutes les conventions entre le Japon et la Chine, en tant qu'elles ne sont pas modifiées ou abrogées par le présent Acte, sont, de ce fait, confirmées. En outre, il est expressément stipulé que le Gouvernement, les fonctionnaires, les sujets, le commerce, la marine, la batellerie, les industries du Japon, et les biens de toute nature appartenant à des Japonais, participeront librement et pleinement à tous priviléges, immunités et avantages qui ont été et pourront être dans la suite concédés, soit par Sa Majesté l'Empereur de Chine, soit par le Gouvernement chinois, soit par les administrations provinciales ou locales de la Chine, aux Gouvernement, fonctionnaires, sujets, commerce, marine, batellerie, industries ou biens de quelque autre nation que ce soit.

Le Gouvernement japonais fera tout son possible pour assurer aux fonctionnaires et sujets chinois résidant au Japon, le traitement le plus favorable compatible avec les lois et règlements de l'Empire.

ARTICLE X

Les Hautes Parties contractantes conviennent, par les présentes, qu'en

the complete withdrawal of the foreign troops stationed in the province of Chihli and of the Legation guards, a place of international residence and trade in Peking will be forthwith opened by China itself. The detailed regulations relating thereto shall be settled in due time after consultation.

The Chinese Government agree to open to foreign trade, within six months from the exchange of the Ratifications of this Treaty, Ch'angsha-fu in the province of Hunan on the same footing as the ports already opened to foreign trade. Foreigners residing in this open port are to observe the Municipal and Police Regulations on the same footing as Chinese residents, and they are not to be entitled to establish a Municipality and Police of their own within the limits of this treaty port, except with the consent of the Chinese authorities.

The Chinese Government agree that, upon the exchange of the Ratifications of this Treaty, Mukden and Tatungkow, both in the province of Shengking, will be opened by China itself as places of international residence and trade. The selection of suitable localities to be set apart for international use and occupation and the regulations for these places set apart for foreign residence and trade shall be agreed upon by the Governments of Japan and China after consultation together.

ARTICLE XI

The Government of China having expressed a strong desire to reform

cas de retrait des troupes étrangères stationnées dans la province de Chihli et de celles préposées à la garde des légations, et lorsque ce retrait aura été complètement effectué, un quartier, où les étrangers pourront résider et faire le commerce, sera aussitôt ouvert à Pékin par la Chine elle-même. Les règlements détaillés relatifs à cette question seront discutés et établis en temps opportun.

Le Gouvernement chinois s'engage à ouvrir au commerce étranger, dans les six mois à dater de l'échange des ratifications du présent traité, Ch'angsha-fu, dans la province de Hunan, sur le même pied que les ports déjà ouverts au commerce étranger. Les étrangers résidant dans ce port ouvert devront observer les règlements municipaux et de police, de la même manière que les résidents chinois, et ils n'auront pas le droit d'établir une municipalité et une police à eux propres, en dedans des limites de ce port à traité, si ce n'est avec le consentement des autorités chinoises.

Le Gouvernement chinois s'engage, après l'échange des ratifications du présent traité, à ouvrir lui-même Moukden et Tatungkow, dans la province de Shengking, comme places où les étrangers pourront résider et faire le commerce. Le choix de localités convenables, destinées à l'usage de toutes les nations, et les règlements relatifs à ces places, où les étrangers pourront résider et faire le commerce, seront établis de concert par les gouvernements japonais et chinois.

ARTICLE XI

Le Gouvernement chinois ayant exprimé le vif désir de réformer son

its judicial system and to bring it into accord with that of Japan and Western nations, Japan agrees to give every assistance to such reform, and will also be prepared to relinquish its extra-territorial rights when satisfied that the state of the Chinese laws, the arrangements for their administration and other considerations warrant it in so doing.

ARTICLE XII

The present Treaty is signed in the Japanese, Chinese and English languages. In order, however, to prevent future discussions, the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have agreed that in case of any divergence in the interpretation between the Japanese and Chinese Texts of the Treaty, the difference shall be settled by reference to the English Text.

ARTICLE XIII

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the Emperor of China, and the Ratifications thereof shall be exchanged at Peking as soon as possible and not later than six months from the present date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Shanghai this eighth day of the tenth month of the thirty-sixth

système judiciaire et de le mettre en harmonie avec celui du Japon et des nations occidentales, le Japon s'engage à l'aider de tout son pouvoir dans cette réforme ; il consentira également à l'abandon de ses droits extra-territoriaux, lorsqu'il aura l'assurance que l'état des lois chinoises, les dispositions prises pour leur exécution et d'autres considérations lui offrent des garanties suffisantes à cet égard.

ARTICLE XII

Le présent traité est écrit dans les langues japonaise, chinoise et anglaise. Dans le but, néanmoins, de prévenir toute discussion, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont convenu qu'en cas de divergence dans l'interprétation entre le texte japonais et le texte chinois, la contestation sera réglée en se référant au texte anglais.

ARTICLE XIII

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur du Japon et Sa Majesté l'Empereur de Chine, et les ratifications seront échangées à Péking aussitôt que possible et six mois, au plus tard, à dater de ce jour.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité et ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Shanghai, le huitième jour du dixième mois de la trente-sixième

year of Meiji, corresponding to the eighteenth day of the eighth moon of the twenty-ninth year of Kuang-hsü.

(L. S.) Hioki EKI.

(L. S.) Odagiri MASNOSKE.

Signature of His Excellency : Lü HAI-HUAN.

Signature of His Excellency : SHÉNG HSÜAN-HUAL.

Signature of His Excellency : WÜ T'ING-FANG.

ANNEX I

Inland waters steam navigation.

Additional rules

1. — Japanese steamship-owners are at liberty to lease warehouses and jetties on the banks of waterways from Chinese subjects for a term not exceeding twenty-five years, with option of renewal on terms to be mutually arranged. In cases where Japanese merchants are unable to secure warehouses and jetties from Chinese subjects on satisfactory terms, the local officials, after consultation with the Governor or Governor General or Minister of Commerce, shall arrange to provide these on renewable lease, as above mentioned, at current equitable rates.

2. — Jetties shall only be erected in such positions that they will not obstruct the inland waterway or interfere with navigation, and with the sanction of the nearest Commissioner of Customs ; such sanction, however, shall not be arbitrarily withheld.

année de Meiji, correspondant au dix-huitième jour de la huitième lune de la vingt-neuvième année de Kuang-Hsü.

(Suivent les signatures des plénipotentiaires japonais et chinois).

ANNEXE I

Navigation à vapeur sur les eaux intérieures.

Règles additionnelles

1. — Les propriétaires de navires à vapeur japonais sont libres de prendre à bail, de sujets chinois, des magasins et quais sur les bords des rivières et canaux, pour une durée de vingt-cinq ans au plus, avec faculté de renouvellement à des conditions établies d'un commun accord. S'il arrive que des commerçants japonais ne puissent obtenir de sujets chinois, des magasins et quais à des conditions satisfaisantes, les fonctionnaires locaux, après en avoir référé au Gouverneur général ou au Ministre du Commerce, prendront les dispositions nécessaires pour les fournir à bail renouvelables comme il est dit ci-dessus, aux conditions d'usage.

2. — Les quais ne seront construits qu'en des points où ils ne pourront obstruer le cours d'eau, ni gêner la navigation, et avec l'autorisation du plus voisin commissaire des Douanes ; cette autorisation, toutefois, ne devra pas être arbitrairement refusée.

3. — Japanese merchants shall pay taxes and contributions on these warehouses and jetties on the same footing as Chinese proprietors of similar properties in the neighbourhood. Japanese merchants may only employ Chinese agents and staff to reside in warehouses so leased at places touched at by steamers engaged in inland traffic to carry on their business ; but Japanese merchants may visit these places from time to time to look after their affairs. The existing rights of Chinese jurisdiction over Chinese subjects shall not by reason of this clause be diminished or interfered with in any way.

4. — Steam vessels navigating the inland waterways of China shall be responsible for loss caused to riparian proprietors by damage which they may do to the banks or works on them, and for the loss which may be caused by such damage.

In the event of China desiring to prohibit the use of some particular shallow waterway by launches, because there is reason to fear that the use of it by them would be likely to injure the banks and cause damage to the adjoining country, the Japanese authorities, when appealed to, shall, if satisfied of the validity of the objection, prohibit the use of that waterway by Japanese launches, provided that Chinese launches are also prohibited from using it.

Both Foreign and Chinese launches are prohibited from crossing dams and weirs at present in existence on inland waterways where they are

3. — Les commerçants japonais paieront les impôts et contributions, en ce qui concerne ces magasins et quais, sur le même pied que les Chinois propriétaires d'immeubles de même nature, situés dans le voisinage. Les commerçants japonais ne pourront employer que des agents et directeurs chinois pour résider dans les magasins ainsi loués en des localités fréquentées par des vapeurs faisant le trafic intérieur, et pour gérer ces établissements ; cependant, les dits commerçants pourront visiter ces localités de temps en temps pour surveiller leurs affaires. Les droits de juridiction que possède actuellement la Chine sur les sujets chinois ne devront subir, du fait de la présente clause, aucune restriction ni atteinte quelconque.

4. — Les bateaux à vapeur naviguant sur les voies d'eau intérieures de la Chine seront responsables du préjudice causé aux propriétaires riverains par les dégradations qu'ils pourront faire aux berges ou aux ouvrages qui y sont construits, et de la perte qui pourra résulter de ces dégradations.

Dans le cas où la Chine voudrait interdire à la navigation l'usage de quelque voie d'eau peu profonde, parce qu'il y aurait lieu de craindre que cet usage ne dégradât les berges et ne causât du dommage au pays avoisinant, les autorités japonaises, quand elles auront été avisées, devront, si l'objection leur paraît fondée, interdire aux bateaux japonais l'usage de la voie d'eau en question, pourvu que la même défense s'applique aussi aux bateaux chinois.

Il est interdit aux bateaux tant étrangers que chinois, de franchir les écluses et barrages existant actuellement sur les voies d'eau intérieures

likely to cause injury to such works, which would be detrimental to the water service of the local people.

5. — The main object of the Japanese Government in desiring to see the inland waterways of China opened to steam navigation being to afford facilities for the rapid transport of both foreign and native merchandise, they undertake to offer no impediment to the transfer to a Chinese company and the Chinese flag of any Japanese steamer which may now or hereafter be employed on the inland waters of China, should the owner be willing to make the transfer.

In the event of a Chinese company registered under Chinese law being formed to run steamers on the inland waters of China, the fact of Japanese subjects holding shares in such a company shall not entitle the steamers to fly the Japanese flag.

6. — Registered steamers and their tows are forbidden, just as junks have always been forbidden, to carry contraband goods. Infraction of this rule will entail the penalties prescribed in the treaties for such an offence, and cancellation of the Inland Waters Navigation Certificate carried by the vessels, which will be prohibited from thereafter plying on inland waters.

7. — As it is desirable that the people living inland should be disturbed as little as possible by the advent of steam vessels to which they are not accustomed, inland waters not hitherto frequented by steamers shall

quand ils sont susceptibles de causer à ces travaux des dégâts qui seraient préjudiciables au service des eaux de la population locale.

5. — Le principal but du Gouvernement japonais, en désirant voir les eaux intérieures de la Chine ouvertes à la navigation à vapeur, étant de faciliter le transport rapide des marchandises tant étrangères qu'indigènes, il s'engage à ne rien faire pour empêcher le transfert à une compagnie chinoise et la nationalisation chinoise de tout navire à vapeur japonais qui pourrait, actuellement ou par la suite, être employé sur les eaux intérieures de la Chine, si le propriétaire voulait opérer ce transfert.

Dans le cas où une compagnie chinoise, constituée conformément aux lois chinoises, serait créée pour trafiquer, au moyen de navires à vapeur, sur les eaux intérieures de la Chine, le fait que des sujets japonais posséderaient des actions de cette compagnie ne donnerait pas aux vapeurs le droit de porter le pavillon japonais.

6. — Il est interdit aux bateaux à vapeur et à leurs canots, comme cela a toujours été interdit aux jonques, de transporter des marchandises de contrebande. La violation de cette règle entraînera l'application des pénalités fixées par les traités pour ce délit, ainsi que le retrait du permis de navigation sur les eaux intérieures délivré à ces bateaux, auxquels il sera interdit, à l'avenir, de naviguer sur les eaux intérieures.

7. — Comme il est désirable que les populations de l'intérieur soient troublées le moins possible par la venue de navires à vapeur à la vue desquels elles ne sont pas accoutumées, les eaux intérieures qui n'ont pas été jusqu'ici fréquentées par les vapeurs, seront ouvertes graduellement en tant qu'il pourra être opportun pour les commerçants, et seulement quand les

be opened as gradually as may be convenient to merchants and only an the owners of steamers may see prospect of remunerative trade.

In cases where it is intended to run steam vessels on waterways on which such vessels have not hitherto run, intimation shall be made to the Commissioner of Customs at the nearest open port, who shall report the matter to the Minister of Commerce. The latter, in conjunction with the Governor General or Governor of the province, after careful consideration of all the circumstances of the case, shall at once give their approval.

8. — A registered steamer may ply within the waters of a port, or from one open port or ports to another open port or ports, or from one open port or ports to places inland, and thence back to such port or ports. She may, on making due report to the Customs, land or ship passengers or cargo at any recognised places of trade passed in the course of the voyage; but may not ply between inland places exclusively except with the consent of the Chinese Government.

9. — Any cargo and passenger boats may be towed by steamers. The helmsman and crew of any boat towed shall be Chinese. All boats, irrespective of ownership, must be registered before they can proceed inland.

10. — The above Rules are supplementary to the Regulations published in the fifth and seventh moons of the twenty-fourth year of Kuang-

propriétaires de vapeurs pourront avoir la perspective d'un trafic rémunératrice.

Lorsqu'on se proposera de faire circuler des navires à vapeur sur des voies d'eau où des navires de cette sorte n'ont pas encore pénétré, avis en sera donné au commissaire des Douanes du port ouvert le plus proche, qui soumettra l'affaire au Ministre du Commerce.

Ce dernier, d'accord avec le Gouverneur général ou Gouverneur de la province, après enquête sérieuse et approfondie, donnera aussitôt son autorisation.

8. — Un vapeur enregistré pourra naviguer soit dans les eaux d'un port ouvert, soit d'un port ouvert à un autre port, soit d'un port ouvert à des places de l'intérieur et de là revenir dans un port ouvert. Il pourra, après avoir avisé les Douanes dans les formes voulues, débarquer ou embarquer des passagers ou des marchandises dans toutes les places de commerce reconnues, qu'il touchera en cours de voyage; mais il ne pourra pas naviguer uniquement entre places de l'intérieur, si ce n'est avec l'assentiment du gouvernement Chinois.

9. — Tous les bateaux, qu'ils soient destinés au service des marchandises ou des passagers, pourront être remorqués par des vapeurs. Le pilote et l'équipage de tout bateau remorqué devront être Chinois. Tous les navires, quels qu'en soient les propriétaires, devront être enregistrés avant de se rendre à l'intérieur.

10. — Les règles ci-dessus forment le complément des règlements publiés au cours des cinquième et septième lunes de la vingt-quatrième an-

hsü, which remain in full force and effect in so far they are not modified by the Rules now agreed upon.

The present Rules and the Regulations of the fifth and seventh moons of the twenty-fourth year of Kuang-hsü may hereafter be modified, as circumstances require, by mutual consent.

Done at Shanghai this eighth day of the tenth month of the thirty-sixth year of Meiji, corresponding to the eighteenth day of the eighth moon of the twenty-ninth year of Kuang-hsü.

(L. S.) HIOKI EKI.

(L. S.) ODAGIRI MASNOSKE.

Signature of His Excellency : LÜ HAI-HUAN.

Signature of His Excellency : SHENG HSÜAN-HUAI.

Signature of His Excellency : WÜ T'ING-FANG.

ANNEX 2

Imperial Japanese Commissioners for Treaty Revision to Impérial Chinese Commissioners for Treaty Revision.

Shanghai, the 8th Day of the 10th Month of the 36th Year of Meiji (1).

Gentlemen,

According to Article III of the present Treaty the Chinese Government

née de Kuang-Hsü, qui restent entièrement en vigueur en tant qu'elles ne sont pas modifiées par les dispositions présentement adoptées.

Les présentes règles et les règlements des cinquième et septième lunes de la vingt-quatrième année de Kuang-Hsü pourront être modifiés plus tard, suivant les circonstances, d'un commun accord.

Fait à Shangaï, ce huitième jour du dixième mois de la trente-sixième année de Meiji, correspondant au dix-huitième jour de la huitième lune de la vingt-neuvième année de Kuang-Hsü.

(Suivent les signatures des plénipotentiaires japonais et des plénipotentiaires chinois).

ANNEXE 2

Les Commissaires Impériaux Japonais chargés de la révision du traité, aux Commissaires Impériaux Chinois chargés de la révision du traité.

Shanghai, le 8^e jour du 10^e mois de la 36^e année de Meiji (1).

Messieurs,

Aux termes de l'article III du présent traité, le Gouvernement chinois

(1) 8 octobre 1903.

agree that any Japanese steamer capable of navigating the Inland Waterways, upon reporting at the Imperial Maritime Customs, may proceed for the purpose of trade from a treaty port to places inland, so reported, on complying with the original and Supplementary Regulations for Steam Navigation Inland.

It is understood that all classes of Japanese steamers, whatever their size, provided they are capable of navigating the Inland Waterways, may on complying with the Regulations receive an Inland Waters Certificate and carry on trade with inland places, and the Chinese Government will in no case raise difficulties and stop such steamers from plying to and from inland places.

We have the honour, in order to prevent future misunderstandings, to address this despatch to Your Excellencies and to request that instructions be sent to the Inspector General of Maritime Customs to act in accordance with this understanding. We have further the honour to request a reply from Your Excellencies.

We have the honour to be, Gentlemen, Your obedient Servants,

(Signed) HIOKI EKI.

(Signed) ODAGIRI MASNOSKE.

Their Excellencies : LÜ HAI-HUAN, SHENG HSÜAN-HUAI, WÜ T'ING-FANG,
His Imperial Chinese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

consent à ce que tout bateau à vapeur japonais en état de naviguer sur les voies d'eau intérieures, après avis donné aux Douanes impériales maritimes, puisse se rendre, pour faire le commerce, d'un port à traité aux places de l'intérieur, ainsi désignées, en se conformant au règlement fondamental et au règlement supplémentaire sur la navigation à vapeur dans les eaux intérieures.

Il est entendu que les bateaux à vapeur japonais de toute classe, quelles que soient leurs dimensions, pourvu qu'ils soient en état de naviguer sur les eaux intérieures, pourront, en se conformant aux règlements, recevoir un permis de circulation sur les eaux intérieures et faire le commerce avec les places de l'intérieur, et qu'en aucun cas, le Gouvernement chinois ne soulèvera de difficultés et n'empêchera les dits vapeurs de se rendre aux places de l'intérieur et d'en revenir.

Nous avons l'honneur, à l'effet de prévenir tout malentendu, d'adresser cette dépêche à Vos Excellences et de demander que des instructions soient envoyées à l'Inspecteur général des Douanes maritimes, pour qu'il agisse conformément à cette entente. Nous avons l'honneur, en outre, de solliciter une réponse de Vos Excellences.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Signé) : HIOKI EKI, ODAGIRI MASNOSKE.

A Leurs Excellences : LÜ HAI-HUAN, SHENG HSÜAN-HUAI, WÜ T'ING-FANG, Commissaires de S. M. l'Empereur de Chine pour la révision du traité.

ANNEX 3

**Imperial Chinese Commissioners for Treaty Revision to
Imperial Japanese Commissioners for Treaty Revision.**

Shanghai, the 18th Day of the 8th Moon of the 29th Year Kuang-hsü (1).

Gentlemen,

We have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellencies' despatch of this date, written with a view of preventing future misunderstandings, to the effect that, in accordance with the provisions of Article III of the present Treaty, all classes of Japanese steamers, whatever their size, provided they are capable of navigating the Inland Waterways, may on complying with the Regulations receive an Inland Waters Certificate and ply to and from inland places, and that the Chinese Government will in no case raise difficulties and stop them.

During the negotiations of this Article, we received a list from Your Excellencies of the Japanese steamers-viz : *Sanyo Maru, Setagawa Maru, Hiuga Maru, Urato Maru, Neisei Maru, Heian Maru, Taiko Maru, Yoshino Maru, Meiko Maru, Fukuju Maru, Hijikawa Maru, Nagata Maru, Kyodo Maru, Horai Maru, Kwanko Maru, Keiko Maru, Kinriu Maru, Zensho Maru and Kohei Maru*, ranging from one hundred and twenty-one tons to four hundred and ten tons register — plying from Chefoo to inland places in Manchuria, under Inland Waters Certificate and in accordance

ANNEXE 3

Les Commissaires Impériaux Chinois chargés de la révision du traité, aux Commissaires Impériaux Japonais chargés de la révision du Traité.

Shanghai, le 18^e jour de la 8^e lune de la 29^e année de Kuang-hsü (1).

Messieurs,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la dépêche de Vos Excellences, en date de ce jour, écrite en vue de prévenir tout malentendu, et portant qu'aux termes de l'article III du présent traité, les bateaux à vapeur japonais de toutes classes, quelles que soient leurs dimensions, pourvu qu'ils soient en état de naviguer sur les voies d'eau intérieures pourront, en se conformant aux règlements, recevoir un permis de circulation sur les eaux intérieures et se rendre aux places de l'intérieur et en revenir, et qu'en aucun cas, le Gouvernement chinois ne soulèvera de difficultés pour les arrêter dans leur route.

Au cours des négociations relatives à cet article, nous avons reçu de Vos Excellences une liste des vapeurs japonais suivants : *Sanyo Maru, Setagawa Maru, Hiuga Maru, Urato Maru, Neisei Maru, Heian Maru, Taiko Maru, Yoshino Maru, Meiko Maru, Fukuju Maru, Hijikawa Maru, Nagata Maru, Kyodo Maru, Horai Maru, Kwanko Maru, Keiko Maru, Kinriu Maru, Zensho Maru et Kohei Maru*, de cent vingt-et-un à quatre cent dix tonneaux de jauge, naviguant de Chefoo aux places intérieures de Mandchourie, avec un permis de circulation sur les eaux intérieures et se conformant, aux règlements concernant la navigation à vapeur sur les

(1) 8 octobre 1903.

with the Regulations for Steam Navigation Inland, which vessels have not been prevented from doing so on account of their class.

At that time we instructed the Deputy Inspector General of Customs to make inquiries into the records of the Customs Houses, and he reported that the circumstances were in accordance with Your Excellencies' statement.

In consequence of the receipt of Your Excellencies' despatch we shall communicate with the Wai-wu-Pu and request that instructions be sent to the Inspector General of Customs to take these circumstances into consideration and to act accordingly, and we have the honour to write this despatch for purposes of record.

We have the honour to be, Gentlemen, Your obedient Servants,

Signature of His Excellency LÜ HAI HUAN.

Signature of His Excellency SHÉNG HSUAN-HUAI.

Signature of His Excellency WÜ T'ING-FANG.

Their Excellencies: Hioki Eki, Odagiri Masnoske, His Imperial Japanese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

ANNEX 4

Imperial Japanese Commissioners for Treaty Revision to Imperial Chinese Commissioners for Treaty Revision.

Shanghai, the 8th Day of the 10th Month of the 36th Year of Meiji.

Gentlemen,

The provision contained in No. 9 of the Supplementary Rules governing

dites eaux, lesquels n'ont eu à souffrir d'aucune mesure prohibitive à raison de leur classe.

A cette époque, nous donnâmes des instructions à l'inspecteur général délégué des Douanes, pour qu'il se livrât à des recherches dans les archives de cette administration, et il nous confirma la parfaite exactitude des renseignements fournis par Vos Excellences.

A la suite de la réception de la dépêche de Vos Excellences, nous allons nous mettre en rapport avec le Wai-wu-Pu et demander que des instructions soient adressées à l'Inspecteur général des Douanes pour qu'il prenne ces faits en considération et agisse en conséquence, ce dont nous avons l'honneur d'informer Vos Excellences pour la présente dépêche.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Signé) : LÜ HAI-HUAN, SHÉNG HSUAN-HUAI, WÜ T'ING-FANG.

A Leurs Excellences: HIOKI EKI, ODAGIRI MASNOSKE, Commissaires de S. M. l'Empereur du Japon chargés de la révision du traité.

ANNEXE 4

Les Commissaires Impériaux Japonais chargés de la révision du traité, aux Commissaires Impériaux Chinois chargés de la révision du traité.

Shanghai, le 8^e jour du 10^e mois de la 36^e année de Meiji.

Messieurs,

La disposition contenue dans le n° 9 des règlements supplémentaires

steam navigation on Inland Waters published in the seventh moon of the twenty-fourth year of Kuang-hsü, regarding the appointment of an officer to collect dues and duties, not having in all cases been given effect to, we have the honour to request that Your Excellencies' Government will again issue instructions to all provinces to give strict effect to this provision, as it is a matter of importance.

We trust that Your Excellencies will comply with the request contained in this despatch and that you will favour us with a reply.

We have the honour to be, Gentlemen, Your obedient Servants,

(Signed) : HIOKI EKI.

(Signed) : ODAGIRI MASNOSKE.

Their Excellencies : Lü Haï-huan, Shêng Hsüan-Huai, Wü T'ing-Fang, His Imperial Chinese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

ANNEX 5

**Imperial Chinese Commissioners for Treaty Revision to
Imperial Japanese Commissioners for Treaty Revision.**

Shanghai, the 18th Day of the 8th Moon of the 29th Year of Kuang-hsü.

Gentlemen,

We have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellencies

concernant la navigation à vapeur sur les eaux intérieures, publiés au cours de la septième lune de la vingt-quatrième année de Kuang-Hsü, disposition relative à la nomination des taxes et droits, étant restée complètement inexecutée, nous avons l'honneur de demander que le Gouvernement de Vos Excellences adresse de nouvelles instructions à toutes les provinces pour faire observer strictement cette disposition, qui ne laisse pas d'avoir son importance.

Nous sommes persuadés que Vos Excellences donneront satisfaction à la demande contenue dans la présente dépêche et voudront bien nous favoriser d'une réponse.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Signé) : HIOKI EKI, ODAGIRI MASNOSKE.

A Leurs Excellences : Lü Haï-Huan, Shêng Hsüan-Huai, Wü T'ing-Fang, Commissaires de Sa Majesté l'Empereur de Chine chargés de la révision du traité.

ANNEXE 5

Les Commissaires Impériaux Chinois chargés de la révision du traité, aux Commissaires Impériaux Japonais chargés de la révision du traité.

Shanghai, le 18^e jour de la 8^e lune de la 29^e année de Kuang-hsü.

Messieurs,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la dépêche de Vos Excel-

despatch of this date to the effect that, the provision contained in No. 9 of the Supplementary Rules governing steam navigation on Inland Waters published in the seventh moon of the twenty-fourth year of Kuang-hsü, regarding the appointment of an officer to collect dues and duties, not having in all cases been given effect to, you request that instructions be again issued to all provinces to give strict effect to this provision, as at is a matter of importance.

We have noted the above and have communicated with proper authorities in order that action may be taken, and have now the honour to write this reply for your Excellencies information.

We have the honour to be, Gentlemen, your obedient Servants.

Signature of His Excellency LÜ HAI-HUAN.

Signature of His Excellency SHÉNG HSÜAN-HUAI.

Signature of His Excellency WÜ T'ING-FANG.

Their Excellencies Hioki Eki, Odagiri Masnoske, His Imperial Japanese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

ANNEX 6

Impérial Chinese Commissioners for Treaty Revision to Impérial Japanese Commissioners for Treaty Revision.

Shanghai, the 18th Day of the 8th Month of the 29th Year of Kuang-hsü.

Gentlemen,

According to the provision of Article X of this Treaty, regarding the

lences en date de ce jour, par laquelle vous signalez que la disposition contenue dans le numéro 9 des règlements supplémentaires régissant la navigation à vapeur sur les eaux intérieures, publiés au cours de la septième lune de la vingt-quatrième année de Kuang-hsü, disposition relative à la nomination d'un fonctionnaire chargé de la perception des taxes et droits, est restée complètement inexcutée, et vous demandez que de nouvelles instructions soient adressées à toutes les provinces pour faire observer cette disposition, qui ne laisse pas d'avoir son importance.

Nous avons pris note de votre réclamation et l'avons transmise aux autorités compétentes pour qu'il y soit donné suite, ce dont nous avons l'honneur, par la présente réponse, d'informer Vos Excellences.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Suivent les signatures de L. L. E. LÜ HAI-HUAN, SHÉNG HSÜAN-HUAI, WÜ T'ING-FANG).

A Leurs Excellences: Hioki Eki, Odagiri Masnoske, Commissaires de Sa Majesté l'Empereur du Japon chargés de la révision du traité.

ANNEXE 6

Les Commissaires Impériaux Chinois chargés de la révision du traité, aux Commissaires Impériaux Japonais chargés de la révision du traité.

Shanghai, le 18^e jour de la 8^e lune de la 29^e année de Kuang-Hsü

Messieurs,

Aux termes de l'article X du présent traité, relatif à la désignation, à

establishment in Peking of a place of international residence and trade, it is agreed that in case of and after the complete withdrawal of the foreign troops, now guarding the Legations and Communications, a place in Peking outside the Inner City, convenient to both parties and free from objections, shall be selected and set apart as a place where merchants of all nationalities may reside and carry on trade. Within the limits of this place merchants of all nationalities shall be at liberty to lease land, build houses and warehouses, and establish places of business ; but as to the leasing of houses and land belonging to Chinese private individuals, there must be willingness on the part of the owners and the terms thereof must be equitably arranged without any force or compulsion. All roads and bridges in this place will be under the jurisdiction and control of China. Foreigners residing in this place are to observe the Municipal and Police Regulations on the same footing as Chinese residents, and they are not to be entitled to establish a Municipality and Police of their own within its limits except with the consent of the Chinese authorities. When such place of international residence and trade shall have been opened and its limits properly defined, the foreigners who have been residing scattered both within and without the city walls, shall all be required to remove their residence thereto and they shall not be allowed to remain in separate places and thereby cause inconvenience in the necessary supervision by the Chinese authorities. The value of the land and buildings held by such

Péking, d'un emplacement où les nationaux de tous les pays auront la faculté de résider et de faire le commerce, il est convenu que, si les troupes étrangères qui gardent maintenant les légations et les communications, viennent à être retirées, et lorsque ce retrait aura été complètement effectué, un quartier de Péking, en dehors de la Cité intérieure, sera choisi, d'un commun accord et après entente entre les parties, pour être spécialement affecté à cette destination. En dedans des limites de ce quartier, les commerçants de toutes nationalités seront libres de louer des terrains, de construire des maisons et des magasins, et de créer des établissements de commerce ; mais en ce qui concerne la location des maisons et des terrains appartenant à des particuliers chinois, il devra y avoir libre consentement de la part des propriétaires et les conditions du bail devront être équitables, sans être imposées par la violence ou l'intimidation. Toutes les routes et tous les ponts, dans ce quartier, resteront sous la juridiction et le contrôle de la Chine. Les étrangers résidant dans ce quartier seront tenus d'observer les règlements municipaux et de police au même titre que les résidents chinois, et ils n'auront pas le droit d'y établir une municipalité et une police à eux propres, si ce n'est du consentement des autorités chinoises. Lorsque ce quartier international aura été ouvert et ses limites nettement fixées, les étrangers, dont, maintenant, les habitations se trouvent dispersées, tant à l'intérieur qu'en dehors des murailles de la ville, seront tous requis de transporter leur résidence dans ledit quartier et il leur sera interdit de demeurer en des endroits différents, afin de ne pas apporter d'entraves à la surveillance que les autorités chinoises sont dans la nécessité d'exercer. La valeur des terrains et des bâtiments occupés par ces étrangers sera estimée d'une façon équitable et une

foreigners shall be agreed upon equitably and due compensation therefor shall be paid. The period for such removal shall be determined in due time, and those who do not remove before the expiry of this period shall not be entitled to compensation.

We have considered it to be to our mutual advantage to come to the present basis of understanding in order to avoid future unnecessary negotiations, and we beg that Your Excellencies will consider and agree to it and will favour us with a reply.

We have the honour to be, Gentlemen Your obedient Servants.

Signature of His Excellency LÜ HAI-HUAN.

Signature of His Excellency SHÉNG HSÜAN-HUAI.

Signature of His Excellency WÜ T'ING-FANH.

Their Excellencies: Hioki Eki, Odagiri Masnoske, His Imperial Japanese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

ANNEX 7

Imperial Japanese Commissioners for Treaty Revision to Imperial Chinese Commissioners for Treaty Revision

Shanghai, the 8th Day of the 10th Month of the 36th Year of Meiji.

Gentlemen,

We have the honour to acknowledge the receipt of your Excellencies, despatch of this date in which you state that.

“ According to the provision of Article X of this Treaty, regarding the

indemnité sera payée en conséquence. Le délai pour le déplacement dont il s'agit sera fixé en temps utile, et ceux qui n'auront pas changé de résidence avant l'expiration de ce délai, ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Nous avons pensé qu'il était de votre intérêt commun d'établir la présente base d'entente, afin d'éviter, pour l'avenir, des négociations inutiles, et nous serions heureux de voir Vos Excellences se ranger à notre avis et nous favoriser d'une réponse.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Suivent les signatures de L. L. E. E. LÜ HAI-HUAN, SHÉNG HSÜAN-HUAI, WÜ T'ING-FAN).

A Leurs Excellences : Hioki Eki, Odagiri Masnoske, Commissaires de Sa Majesté l'Empereur du Japon chargés de la revision du traité.

ANNEXE 7

Les Commissaires Impériaux Japonais chargés de la revision du traité aux Commissaires Impériaux Chinois chargés de la revision du traité.

Shanghai, le 8^e jour du 10^e mois, de la 36^e année de Meiji.

Messieurs,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la dépêche de Vos Excellences en date de ce jour, dans laquelle vous exposez ce qui suit :

“ Aux termes de l'article X du présent traité, relatif à la désignation, à

establishment in Peking of a place of international residence and trade, it is agreed that in case of and after the complete withdrawal of the foreign troops, now guarding the Legations and Communications, a place in Peking outside the Inner City, convenient to both parties and free from objections, shall be selected and set apart as a place where merchants of all nationalities may reside and carry on trade. Within the limits of this place merchants of all nationalities shall be at liberty to lease land, build houses and warehouses, and establish places of business; but as to the leasing of houses and land belonging to Chinese private individuals, there must be willingness on the part of the owners and the terms thereof must be equitably arranged without any force or compulsion. All roads and bridges in this place will be under the jurisdiction and control of China. Foreigners residing in this place are to observe the Municipal and Police Regulations on the same footing as Chinese residents, and they are not to be entitled to establish a Municipality and Police of their own within its limits except with the consent of the Chinese authorities. When such place of international residence and trade shall have been opened and its limits properly defined, the foreigners who have been residing scattered both within and without the city walls, shall all be required to remove their residence thereto and they shall not be allowed to remain in separate places and thereby cause inconvenience in the necessary supervision by the Chinese authorities. The value of the land and buildings held by such foreigners shall be agreed upon equitably and due compensation

Péking, d'un emplacement où les nationaux de tous les pays auront la faculté de résider et de faire le commerce, il est convenu que si les troupes qui gardent maintenant les légations et les communications viennent à être retirées, et lorsque ce retrait aura été complètement effectué, un quartier de Péking, en dehors de la Cité intérieure, sera choisi d'un commun accord et après entente entre les parties, pour être spécialement affecté à cette destination. En dedans des limites de ce quartier, les commerçants de toutes nationalités seront libres de louer des terrains, de construire des maisons et de créer des établissements de commerce; mais en ce qui concerne la location des maisons et des terrains appartenant à des particuliers chinois, il devra y avoir libre consentement de la part des propriétaires et les conditions du bail devront être équitables, sans être imposées par la violence ou l'intimidation. Toutes les routes et tous les ponts, dans ce quartier, resteront sous la juridiction et le contrôle de la Chine. Les étrangers résidant dans ce quartier seront tenus d'observer les règlements municipaux et de police au même titre que les résidents chinois, et ils n'auront pas le droit d'y établir une municipalité et une police à eux propres, si ce n'est du consentement des autorités chinoises. Lorsque ce quartier international aura été ouvert et ses limites nettement fixées, les étrangers, dont, maintenant, les habitations se trouvent dispersées, tant à l'intérieur qu'en dehors des murailles de la ville, seront tous requis de transporter leur résidence dans ledit quartier et il leur sera interdit de demeurer en des endroits différents, afin de ne pas apporter d'entraves à la surveillance que les autorités chinoises sont dans la nécessité d'exercer. La valeur des terrains et des bâtiments occupés par ces étrangers sera estimée d'une façon équitable et une indemnité sera payée en conséquence. Le déla

therefor shall be paid. The period for such removal shall be determined in due time, and those who do not remove before the expiry of this period shall not be entitled to compensation.

“ We have considered it to be to our mutual advantage to come to the present basis of understanding in order to avoid future unnecessary negotiations, and we beg that your Excellencies will consider and agree to it and will favour us with a reply. ”

In reply we beg to inform you that we agree generally to all the terms contained in the despatch under acknowledgment. As to the detailed regulations, these shall in due time be considered and satisfactorily settled in accordance with Article X of this Treaty; but it is understood that such regulations shall not differ in any respect to our prejudice from those which may be agreed upon between China and other Powers. We have the honour to send your Excellencies this communication in reply and for your information.

We have the honour to be, Gentlemen, your obedient Servants,

(Signed): HIOKI EKI.

(Signed): ODAGIRI MASNOSKE.

Their Excellencies Lü Hai-Huan, Shêng Hsüan-Huai, Wü T'ing-Fang, His Imperial Chinese Majesty's Commissioners for Treaty Revision.

pour le déplacement dont il s'agit sera fixé en temps utile, et ceux qui n'auront pas changé de résidence avant l'expiration de ce délai ne pourront prétendre à aucune indemnité.

» Nous avons pensé qu'il était de notre intérêt commun d'établir la présente base d'entente, afin d'éviter pour l'avenir des négociations inutiles, et nous serions heureux de voir Vos Excellences se ranger à notre avis et nous favoriser d'une réponse. »

En réponse, nous avons l'honneur de vous informer que nous adhérons d'une manière générale, à toutes les conditions contenues dans la dépêche dont nous vous accusons réception. Quand aux dispositions de détail, elles seront examinées en temps utile et réglées d'un façon satisfaisante conformément à l'article X du présent traité; mais il est entendu que ces dispositions ne différeront sous aucun rapport, à notre préjudice, de celles qui pourraient être arrêtées entre la Chine et d'autres puissances. Nous avons l'honneur d'adresser cette communication à Vos Excellences en réponse et à titre d'information.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos obéissants serviteurs.

(Signé): HIOKI EKI, ODAGIRI MASNOSKE.

A Leurs Excellences : Lü Hai-Huan, Shêng Hsüan-Huai, Wü T'ing-Fang, Commissaires de S. M. l'Empereur de Chine chargés de la revision du traité.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES

AFFAIRES DE VENEZUELA⁽¹⁾

(suite) ⁽²⁾

ANNEXE II DU N° 83

Le Secrétaire Colonial, à Trinidad, à M. Figueredo.

Cabinet du Secrétaire Colonial, Trinidad, le 2 avril 1902.

Monsieur,

Son Excellence le Gouverneur me charge de vous informer, comme suite à ma lettre du 19 écoulé (à laquelle je n'ai pas jusqu'ici reçu de réponse) que le directeur de la Compagnie de Navigation et de Commerce de l'Orénoque a fourni un rapport dans lequel il déclare ce qui suit :

« On donne toujours une grande publicité à l'heure du départ du *Bolivar*. Cette heure est fixée le plus tard possible pour la facilité des commerçants. Mais il est indispensable de tenir compte de l'heure de la marée à la barre de Macareo ; car le fait de manquer la marée à cette barre occasionne de graves inconvénients et de grandes dépenses. Ce risque est plus grand à cette époque de l'année, le niveau de l'Orénoque étant très bas. Le consul actuel du Venezuela a généralement retardé le départ du bateau à vapeur (sauf dans deux occasions spéciales). »

Le directeur de la Compagnie déclare ensuite au sujet du retard du vapeur, le 19 mars :

« On s'était strictement conformé aux lois du Venezuela dans la préparation et la remise des documents de bord. Ils ont été envoyés au consul à une heure de l'après-midi, le dit jour, accompagnés d'une note mentionnant l'heure fixée pour le départ (1 h. 30) ; le messager a attendu jusqu'à 2 h. 20. M. Wharton s'est rendu alors au consulat ; il a vu le consul qui lui a promis les papiers pour trois heures. Malgré cela nous ne les avons reçus qu'à 4 h. 15. »

La déclaration conclut en disant que, dans son contrat avec le gouvernement vénézuélien, la Compagnie est exemptée des droits d'importation (comprenant les droits consulaires). Malgré cette exemption, les dits droits ont toujours été acquittés sans observation.

A ce propos, la Compagnie attire l'attention sur la section 3, chapitre IV du code pénal du Venezuela, ainsi que sur le chapitre I section 5 du code

(1) *Livre bleu anglais*, Venezuela, I, 1903.

(2) *Arch. Dipl.*, 1904, n° 1, p. 47-48.

fiscal. Elle attire aussi l'attention sur la section 3 de la Constitution des Etats-Unis du Venezuela.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé): C. C. KNOLLYS.

ANNEXE 12 DU N° 83

M. Figueredo au Gouverneur Sir. A. Moloney.

Port of Spain, le 5 avril 1902.

(*Traduction*)

Monsieur,

En réponse à la lettre que l'honorable Secrétaire Colonial m'a transmise par votre ordre, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que je regrette beaucoup que, par suite d'une erreur de l'agent de la Compagnie de Navigation et de Commerce de l'Orénoque, ce fonctionnaire ait cru devoir appeler la haute attention de votre Excellence sur une plainte qui concerne uniquement le Gouvernement vénézuélien. Si à un moment quelconque le soussigné venait à commettre une faute dans l'accomplissement de ses devoirs, en enfreignant les lois du pays qu'il représente, ces mêmes lois déterminent la peine que sa faute mérite et désignent les autorités qui ont à connaître de toute violation de la loi.

La Compagnie de Navigation et de Commerce de l'Orénoque néglige souvent de se conformer aux termes de son contrat et aux prescriptions relatives à l'expédition de ses vaisseaux. Néanmoins le soussigné ne s'est jamais permis d'importuner votre Excellence en dénonçant les fautes commises par la Compagnie. Je me borne à en informer le Gouvernement Vénézuélien et je lui laisse le soin de décider ce qu'il jugera à propos de faire.

L'accusation du dit agent, dont j'ai eu connaissance par la lettre de l'honorable Secrétaire Colonial à laquelle je réponds en m'adressant à votre Excellence, me permet d'informer votre Excellence des particularités suivantes. Les autorités vénézuéliennes avec lesquelles la Compagnie de Navigation et de Commerce est en relations, ont le droit de retarder le départ des bateaux à vapeur non seulement pendant une ou deux heures mais pendant plusieurs jours, quand la tranquillité du pays l'exige. Cependant, jamais la Compagnie n'a protesté; jamais elle n'a porté de plaintes pour un motif semblable devant son Excellence le Gouverneur de Trinidad. Bien au contraire elle s'est soumise aux ordres des autorités sans jamais protester et même avec déférence. Mais comme le consul du Venezuela réside à Trinidad, en pays étranger, et qu'il s'y trouve être un étranger lui-même, la Compagnie en question et d'autres se sentent très fortes et sont à cheval sur leurs droits, sans se soucier, d'autre part, le moins du monde de leurs devoirs. Elles se hâtent d'accuser le consul de violer les lois qu'elles sont les premières à ne pas observer.

Je transmettrai à mon Gouvernement une copie de la lettre de votre Excellence, à laquelle j'ai répondu, ainsi qu'une copie de la présente.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé): C. B. FIGUEREDO.
Consul du Venezuela.

ANNEXE 13 DU N° 83

Note du Receveur des Douanes à Trinidad.

Honorable Secrétaire Colonial,

Le directeur de la Compagnie de navigation de l'Orénoque me prie de vous transmettre les lettres incluses comme suite à la correspondance antérieure. La lettre du consul montre que c'est un homme d'un caractère impérieux avec qui il doit être difficile de traiter les affaires à l'amiable.

Mais je me suis permis de conseiller à M. Turner, dans son propre intérêt, de ne pas donner à M. Figueredo l'ombre d'une excuse pour refuser des facilités d'arrangement et de s'abstenir autant que possible de toute marque d'animosité.

(Signé) : R. H. McCARTHY.

Le 14 avril 1902.

ANNEXE 14 DU N° 83

M. Figueredo au Directeur de la Compagnie de Commerce et de Navigation de l'Orénoque.

Trinidad, le 7 avril 1902.

(Traduction)

Monsieur,

Mon Consulat a pris note de la plainte, protestation ou accusation contre le soussigné, dont vous, en votre qualité de Directeur de la Compagnie sus-nommée, vous êtes permis d'importuner Son Excellence le Gouverneur de cette île. Vous avez perdu de vue que moi, comme Consul de Venezuela, je suis uniquement responsable devant le Gouvernement du Venezuela. C'est donc devant les autorités supérieures de ce pays, que toutes les plaintes ou protestations concernant mes actes consulaires doivent être portées.

Je remarque que la Compagnie est au plus haut degré soucieuse de ses droits, mais, en même temps qu'elle se soucie aussi peu que possible de la majeure partie de ses obligations ; surtout en ce qui concerne l'expédition du *Bolívar*. C'est pourquoi je tiens à ce que vous sachiez que je suis ici pour vous contraindre à vous conformer à ces obligations.

En premier lieu, les documents du *Bolívar* doivent être apportés à mon bureau, quatre heures avant l'instant fixé pour le départ du vapeur, et non à la dernière heure, comme vous avez l'habitude de le faire.

De plus, la Compagnie n'a pas le droit de délivrer des billets de voyageurs, sauf aux personnes qui produisent leurs listes de bagages, dûment visées par moi, et aux personnes (Vénézuéliens ou étrangers) pourvues d'un passeport. Le passeport est obligatoire. La Compagnie est responsable de tout manquement à ces prescriptions ; elle est passible du paiement de l'amende que les autorités douanières de Ciudad Bolívar pourraient imposer pour un manquement de ce genre.

Mon Consulat a pris note des personnes qui, à chaque voyage du *Bolívar*, ont voyagé sans liste de bagages ou sans passeport.

Avec les papiers du navire, je dois recevoir une lettre signée du capitaine, me notifiant la date du départ, soit avec cargaison, soit sur lest.

De plus, mon Consulat n'admettra aucun document relatif au départ du vapeur et devant porter la signature du capitaine, quand ce document

sera signé par toute autre personne que par le capitaine lui-même, et les documents qui, d'après la loi, doivent être signés devant le Consul, devront, à l'avenir, être signés par le capitaine, en présence du soussigné.

J'avise la Compagnie que le capitaine devra s'entendre avec moi, pour fixer l'heure à laquelle ces signatures devront être données. Par suite des multiples et diverses occupations inhérentes aux fonctions que j'exerce et aussi de l'accomplissement des ordres de mon Gouvernement auxquels je dois me conformer, il m'est impossible de me trouver constamment à son bureau, pendant les heures d'appareillage. Si la Compagnie le désire, elle peut se plaindre de ce fait à mon Gouvernement.

Enfin, j'avise la Compagnie que le paiement des droits consulaires doit être effectué à l'instant même où le Consul délivre les papiers du navire.

(Signé) : CARLOS B. FIGUEREDO.
Consul du Venezuela.

ANNEXE 15 DU N° 83

Le Directeur de la Compagnie de Navigation et de Commerce de l'Orénoque à M. Figueredo.

Le 12 avril 1903

(Traduction)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication en date du 7 courant. Je n'ai pu y répondre plus tôt à cause d'un surcroît de travail occasionné par les paquebots.

Le *Código de Hacienda* ne stipule nulle part que les documents relatifs à l'appareillage des navires devront être remis au Consulat, à une heure déterminée, et ne spécifie aucun délai à cet égard.

La loi stipule seulement ce qui suit :

« ARTICLE 39. — Les Consuls ou Agents consulaires ne peuvent différer la légalisation des documents qui leur sont présentés, conformément à la présente loi, pendant les heures officielles, sans encourir la responsabilité de tout dommage qui pourrait résulter, pour les parties intéressées, du retard ainsi causé. Les heures officielles de légalisation, dans les Consulats du Venezuela, coïncideront avec celles des administrations publiques des villes où les Consulats sont établis.

» ARTICLE 38. — Dans les ports où il n'y a pas d'Agents consulaires de la République, les documents exigés par la présente loi seront présentés à l'Agent consulaire d'une nation amie. Dans le cas où il n'y en aurait point, ou dans le cas où celui-ci se trouverait empêché ou ne serait pas disposé à légaliser ces documents, les dites pièces pourront être légalisées par deux négociants, dont les signatures seront certifiées par un fonctionnaire du Gouvernement. »

Il est inexact que notre Compagnie ait jamais délivré des billets de passagers sans la production préalable d'un passeport et d'une liste de bagages. Mais, en supposant même que la Compagnie ait agi de la sorte, cela n'a pu avoir lieu qu'avec l'assentiment du Consul ; en effet, à chaque départ du *Bolívar*, on envoie au Consulat la liste des passagers, relevée d'après les registres de la Compagnie (et cela en dehors des papiers du navire).

Les autres formalités mentionnées dans votre lettre constituent la mise en pratique de nouveaux obstacles, vu qu'elles ne sont nullement fondées sur la loi et qu'elles sont contraires à la pratique observée jusqu'ici dans cette colonie.

C'est là la confirmation la plus éclatante des plaintes que la Compagnie a jugé nécessaire d'adresser à l'Exécutif pour démontrer les obstacles que le Consulat oppose au bon fonctionnement des intérêts commerciaux de cette colonie.

Je regrette d'être obligé de conclure de votre lettre que, loin d'être disposé à modifier les restrictions que vous avez imposées au détriment de cette colonie et au préjudice du service maritime de notre Compagnie, vous avez l'intention de créer encore de nouveaux obstacles.

Des copies et des traductions fidèles de cette correspondance sont envoyées à Son Excellence le Gouverneur de cette colonie, pour être soumises à son appréciation.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : T. A. TURNER.

ANNEXE 16 DU N° 83

M. E. R. Naysmith au Secrétaire Colonial à Trinidad

Port of Spain, le 18 avril 1902.

Monsieur,

En ma qualité de foncé de pouvoirs de la Compagnie générale des Asphalte de France (limited) et au nom de cette Compagnie dont le siège social est à Londres, Colman Street 19 A, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits ci-après, et je sollicite respectueusement votre protection contre des faits semblables :

1. — Le 9 avril, j'ai informé M. Carlos B. Figueredo, Consul vénézuélien à Trinidad, que j'étais désireux d'expédier le côtre anglais enregistré *Euterpe*, appartenant à la compagnie, le samedi suivant 12 courant, en destination de Guanipa (concession de la Compagnie dans le delta de l'Orénoque).

Le Consul déclara d'abord qu'il ne pouvait autoriser le départ de ce bateau, étant donné que le port de Pedernales, où le bateau devait passer pour acquitter les droits de douane, se trouvait au pouvoir des insurgés. Je lui ai donné l'assurance qu'il n'en était pas ainsi, les insurgés étant partis pour Maturin le 4 courant. Le Consul me promit alors d'autoriser le départ du bateau, dès que je serais prêt.

2. — Lorsque mon agent présenta les papiers nécessaires au Consul, celui-ci refusa d'accorder la légalisation, à moins qu'on lui versât une somme de 20 dollars, qu'il réclamait pour un passeport se rapportant à un départ antérieur du même bateau. Il m'avait cependant assuré précédemment que cette somme ne serait pas exigée avant que fût connu le résultat de mon enquête à Caracas, au sujet du bien fondé de sa réclamation. Cependant je consentis à payer les 20 dollars sous toutes réserves.

3. — Il refusa ensuite d'accorder la légalisation, à moins que l'on lui payât intégralement ici, à Trinidad, et d'avance, les droits de douane qui devaient être perçus dans un port vénézuélien. Je protestai contre cette exigence sans précédent. Là-dessus, il refusa d'autoriser le départ du bateau et de plus, de me restituer mes documents.

Ceci se passait le samedi 12 courant. Mon agent s'efforça à diverses reprises, le lundi 14 et le mardi 15 courant, d'amener le Consul à modifier sa décision ; mais sans résultat. Et cela, bien que j'offrisse de verser la somme en dépôt, entre les mains du Consul, étant bien entendu que si les insurgés percevaient un droit quelconque en cours de route, la somme perçue devrait être déduite du montant du dépôt.

4. — Le mardi, 14 courant, me trouvant dans l'impossibilité de faire partir mon bateau et sachant que 25 ou 30 ouvriers anglais travaillant sur la concession allaient manquer de vivres, j'ai été contraint de payer au Consul, à son bureau, à Trinidad, la somme de 159 dollars 88 c. montant du droit recouvrable dans un port vénézuélien, outre 19 dollars, pour la légalisation des papiers nécessaires.

Si le bateau rencontre en cours de route une force révolutionnaire, il est probable qu'elle exigera également le paiement des droits, sous peine de saisie du bateau.

5. — Par ordre du Consul, mes documents ont été libellés en laissant en blanc le lieu de destination. Il a rempli lui-même le blanc, en y inscrivant le nom de Guanipa, point inhabité d'une forêt vierge.

Pour ce fait, en vertu de la loi vénézuélienne, il s'est exposé à la révocation.

En accordant la légalisation, le Consul a dit à mon agent que Guanipa ne possédant point de Receveur des douanes, les papiers devraient lui être remis à lui-même, au retour du bateau. De la sorte il se trouverait en possession de tous les documents, lesquels sont toujours libellés en triple expédition, savoir : une pour le Consul lui-même, une qu'il est censé expédier au Ministre des Finances à Caracas, et enfin une que le Receveur des douanes conserve. Si je refuse de lui délivrer cette dernière liasse de documents, il est probable qu'il refusera, à l'avenir, d'autoriser le départ de notre bateau.

Telle est, Monsieur, la situation qui nous est faite, et qui rend la conduite de nos opérations extrêmement difficile, et je vous prie respectueusement de vouloir bien nous accorder une protection efficace pour nous affranchir de ces procédés arbitraires du Consul du Venezuela.

(Signé) : E. R. NAYSMITH,
Fondé de pouvoirs de la Compagnie générale des Asphalte de France (Limited).

ANNEXE 17 DU N° 83

Déposition de M. E. R. Naysmith.

En présence de : Son Excellence le Gouverneur ; l'honorable Secrétaire colonial ; l'honorable Procureur général de M. E. R. R. Naysmith.

Son Excellence informe M. Naysmith qu'elle l'a prié de venir ce jour-là afin de mettre à même le Procureur général de s'entretenir avec lui au sujet des circonstances se rapportant à certaines plaintes que ledit M. Naysmith a portées contre le Consul du Venezuela à Port-of-Spain.

Le Procureur général désire avoir confirmation de ces plaintes et interroger M. Naysmith dans ce but.

Interrogé par le Procureur général, M. Naysmith dépose :

« Je suis l'agent de la Compagnie française dite Compagnie générale des Asphalte de France (Limited). J'occupe ce poste depuis le 25 juin de l'an dernier et, en cette qualité, je suis muni d'un pouvoir dûment enregistré. Ma Compagnie est propriétaires légitime d'une mine située à Guanipa, près de Pedernales (Venezuela). Les actes établissant cette propriété ont été enregistrés à Maturin, capitale de l'Etat, conformément aux lois du Venezuela. Ma Compagnie exploite actuellement la mine et emploie des ouvriers anglais.

Je suis sujet Anglais.

Depuis que nous avons fait l'acquisition de la propriété, j'ai eu deux fois l'occasion d'expédier à la mine des bateaux chargés de provisions.

Pendant que nous opérions nos recherches dans le district, avant l'acquisition de la propriété, j'ai expédié une fois un bateau affrété. Une ou deux fois je m'y suis rendu moi-même dans notre canot à vapeur pour porter des provisions. Ceci se passait l'an dernier et le consul du Venezuela me délivra toujours les autorisations nécessaires.

Mon port d'attache était la Guiria, qui s'est trouvé dernièrement au pouvoir des révolutionnaires vénézuéliens.

Il existe une douane à Pedernales et le Consul pouvait viser mes papiers pour cette place lorsque mon navire était sur le lest. Quand j'avais une cargaison je devais aller à la Guiria.

Avant mon dernier voyage, j'ai eu une contestation avec le Consul, à propos de mon passeport et l'affaire fut portée à la capitale, Caracas. Après avoir écrit, sur mon passeport même, que la somme en litige (20 dollars), n'était pas payée et serait recouvrable lorsque le résultat de ma protestation serait connu, avant, bien entendu, de me permettre de partir, le Consul exigea les 20 dollars violemment. J'ai effectué ce paiement en faisant toutes mes réserves.

Il me dit alors que je devais aussi payer les droits sur ma cargaison. J'ai effectué aussi ce paiement et reçu une quittance du montant (159 d. 88 c.) Je ne m'oppose pas à ce que cette quittance soit annexée au dossier du Gouverneur pour quelque temps.

La quittance ne porte que le timbre consulaire et j'ignorais qu'en acceptant cette pièce sans un timbre de Trinidad, je me rendais possible d'une légère amende.

La Guiria était à l'époque, aux mains des insurgés, mais j'ai appris qu'elle a été depuis reprise par le Gouvernement. Comme la Guiria était au pouvoir des insurgés, le Consul me refusa la légalisation pour cette place. J'ai alors proposé Pedernales. Le Consul m'a répondu que cette ville était aussi au pouvoir des insurgés.

J'ai répliqué qu'il ne pouvait me refuser la légalisation pour cette place parce que j'avais reçu la nouvelle que Pedernales avait été évacuée par les insurgés. Je savais cela parce que, à mon départ, j'avais été retenu à Pedernales par ces derniers. Mais à mon retour je n'avais trouvé personne en fonction à la douane et j'avais dû libeller moi-même mes documents pour revenir à Port-of-Spain. Malgré tout, le Consul m'a refusé la légalisation, soit pour Pedernales, soit pour la Guiria, disant qu'il savait que les insurgés s'y trouvaient. Il n'a pas voulu me permettre de partir jusqu'à ce que les droits de douane à percevoir dans un port vénézuélien lui eussent été intégralement versés, ici, à Trinidad..

Les documents étaient en triple expédition et le Consul prétendait que je lui remissons les trois copies. Mais je n'ai pu lui accorder ceci, vu que je

devais avoir ces pièces en mains pour justifier du paiement de la somme.

J'ai quitté l'Angleterre en juin dernier, et depuis juillet je suis resté à Trinidad (sauf une ou deux absences pour affaires). Mon adresse à Trinidad est : 148, Frederick-Street, à Port-of-Spain, où j'habite avec M. Devenish. A présent j'occupe là une chambre qui me sert de bureau. Le siège social de ma Compagnie se trouve à Londres, Coleman Street, 19 A.

J'ai versé l'argent dans les conditions mentionnées dans ma lettre adressée au Gouvernement. Le versement a été effectué par M. Giaonetti, un des employés de la Compagnie des Asphalte de l'Orénoque. J'ai remis à M. Giaonetti un chèque de 210 dollars, sur lequel il a payé les droits. »

Répondant à Son Excellence, M. Naysmith déclare qu'en exigeant le montant du droit ici, le Consul a allégué qu'il craignait que le navire aurait pu rencontrer des insurgés qui auraient encaissé les dits droits.

Réponse à une question du Procureur général : « Le Consul a purement et simplement refusé de régulariser mes documents jusqu'à ce que j'aie effectué le paiement. Puis, après m'avoir prié de laisser la destination en blanc, il a inscrit lui-même le nom de Guanipa. Guanipa est une forêt vierge, de sorte que je suppose que ce n'était qu'une indication fictive. »

Réponse à une question de Son Excellence : « Il n'y a pas de représentant du Gouvernement vénézuélien à Guanipa et c'est pour ce motif que j'ai redemandé mes documents. Le seul établissement qui s'y trouve est mon exploitation de poix située dans une clairière de la forêt. Le Consul ne m'avait pas prévenu qu'il mettrait le nom de Guanipa, après m'avoir prié de laisser les documents en blanc. Il m'avait simplement dit que je pourrais me rendre directement à Guanipa. Il avait noté sur les documents les noms du commandant ; or, il n'existe pas de fonctionnaire de ce genre à Guanipa. Il ne s'y trouve même aucun employé quelconque du Gouvernement, cet endroit étant inhabité et désert, sauf quelques huttes que j'ai moi-même construites pour mes hommes. »

Son Excellence a remercié M. Naysmith pour sa déposition ; puis celui-ci s'est retiré.

Le 22 avril 1902,

ANNEXE 18 DU N° 83

Le Secrétaire Colonial à Trinidad à M. Figueredo

Cabinet du Secrétaire Colonial, le 23 avril 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous prier d'avoir l'obligeance de me faire connaître, pour l'information de Son Excellence le Gouverneur :

1° Si vous avez reçu, le mardi 14 courant, de l'agent-comptable chargé d'expédier le navire « *Euterpe* », une somme de 159 dollars 88 cents, montant des droits revenant au Gouvernement vénézuélien sur la cargaison du dit navire. Son Excellence est d'avis que, s'il en est ainsi, vous avez gravement outrepassé vos pouvoirs, en vous arrogeant le droit de faire acte de souveraineté en territoire britannique, et Son Excellence voudrait bien savoir en vertu de quel ordre cet argent a été perçu ;

2° S'il est vrai que vous ayez délivré des documents pour le même navire « *Euterpe* » en les adressant au « Commandant de Guanipa » ; s'il est exact que Guanipa soit un port commercial du Venezuela, et s'il y

existe un Commandant ou tout autre fonctionnaire de la République ; et, s'il n'y a point là de fonctionnaire de ce genre, dans quel but et en vertu de quel ordre vous avez délivré de semblables documents..

3° S'il est vrai que vous ayez requis le Capitaine ou un autre agent de l'*Euterpe* de vous remettre les trois exemplaires des documents ainsi délivrés ; et si oui, dans quel but et en vertu de quel ordre.

En vous posant ces questions et en me référant aux remarques contenues dans votre lettre du 5 avril dernier (où vous dites que les autorités vénézuéliennes sont seules qualifiées pour connaître des irrégularités commises par leurs fonctionnaires), je suis chargé de vous informer que Son Excellence le Gouverneur ne prétend exercer aucun contrôle direct sur vos actes, comme Consul du Venezuela. Mais, d'autre part, il est de son devoir de s'assurer si les affaires du Consulat dans la colonie sont conduites conformément aux usages internationaux et à la stricte légalité. Je vous prie de vouloir me favoriser d'une prompte réponse à la présente.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C. C. KNOLLYS.

N° 84. — Note au sujet du bateau à vapeur « Ban Righ » ou « Bolivar »

En réponse à une question de M. Channing, à la Chambre des Communes, le 20 janvier, Lord Cranborne a expliqué les circonstances dans lesquelles le *Ban-Righ* a été autorisé à quitter le port de Londres, après examen de ses documents et de sa cargaison. Le Ministre de Colombie à Londres avait déclaré que ce navire était destiné au service du Gouvernement ; et, comme il n'existe pas d'état de guerre entre la Colombie et une puissance quelconque, il n'y avait pas de raison pour retenir ce navire.

Il a quitté nos côtes, enregistré, comme navire anglais. Son port d'enregistrement était Aberdeen, la date d'enregistrement le 26 octobre 1888. Battant pavillon commercial britannique, ce navire s'est rendu directement à Anvers où il a été pourvu d'une importante cargaison d'armes, de munitions et de charbon. Il a quitté l'Escaut le 30 novembre 1901 et a atteint la Martinique le 22 décembre. Pendant qu'il se trouvait là, le Gouvernement vénézuélien a lancé une proclamation, datée du 30 décembre, par laquelle il déclare que ce navire est un pirate. Il autorise les vaisseaux de l'Etat et des particuliers, armés en course, à le poursuivre et à le capturer, que ces navires soient vénézuéliens ou étrangers. En même temps que le navire et sa cargaison étaient offerts au vaisseau captureur, on lui promettait, en outre, une récompense en argent de 2.000 livres.

Le *Ban Righ* a été ravitaillé à la Martinique, il a pris à son bord le général révolutionnaire vénézuélien Matos, et a été remis au Gouvernement colombien, le premier janvier 1902. Le 2 janvier le navire a été transféré par un acte de vente au général Matos.

Entre cette date et le 23 mars, nous possédons peu de renseignements dignes de foi au sujet de ses mouvements. Nous savons cependant que le 12 janvier il se trouvait à Savanilla, battant pavillon marchand britannique.

Le 28 février, il était à Sainte-Lucie, sous pavillon national colombien. Il paraît, du reste, qu'en diverses occasions, il a commis des actes d'hostilité contre le Venezuela.

Le 7 février, le receveur des douanes et de l'enregistrement maritime à Aberdeen a reçu de M. de Paula, une note déclarant qu'il avait vendu le navire le 2 janvier. L'enregistrement du navire à Aberdeen a donc été clôturé le 7 février.

Le 23 mars, le navire est arrivé à Trinidad, battant pavillon national colombien et pourvu d'une commission du Gouvernement colombien. Depuis lors, il est resté là, ayant ses machines hors de service.

Le *Ban-Righ* étant un navire de guerre colombien, du moins ostensiblement, le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait prendre aucune mesure contre lui ; et le dit Gouvernement ne saurait en aucune façon être tenu comme responsable des dépréciations que ce navire a pu commettre. Les circonstances dans lesquelles il a été autorisé à quitter ce pays sont telles, qu'aucun reproche de négligence ne saurait être adressé au Gouvernement de Sa Majesté par le Gouvernement vénézuélien.

En arborant le pavillon britannique, subséquemment à son transfert, ce navire a simplement commis un acte répréhensible dont le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait être rendu responsable.

Cependant, comme il paraît que ce navire se livrait à des hostilités contre le Gouvernement vénézuélien, on ne devait pas l'autoriser à s'approvisionner en charbon ou à se ravitailler en quelque façon dans un port Britannique, ni à prendre un port britannique comme base de ses opérations.

Il a été décidé, toutefois, que le *Ban-Righ* ne serait pas autorisé à réparer ses avaries à Trinidad, à moins qu'il ne puisse fournir des assurances satisfaisantes établissant qu'il est bien un navire de l'Etat colombien et qu'il ne serait pas autorisé dorénavant à engager des hostilités irrégulières contre le Venezuela. Le 2 avril on a donc télégraphié à M. Welby, des instructions en vue d'informer le Gouvernement colombien de ce qui précède. Mais, en raison de l'interruption des communications télégraphiques avec Bogota, ces instructions n'ont été reçues par le Ministre de Sa Majesté que le 27 avril et aucune réponse n'est encore parvenue.

Il a été décidé depuis :

Que, jusqu'à ce que le Gouvernement colombien ait fourni les assurances ci-dessus, il ne sera permis à aucun navire anglais de charger des armes et des munitions provenant du *Ban-Righ*, à destination de Cartagena.

Qu'on ne saurait s'opposer à ce qu'un navire de guerre colombien prenne le *Ban-Righ* à la remorque, ou enlève les armes et les munitions qu'il a à son bord.

Le Gouvernement vénézuélien a protesté à plusieurs reprises contre le fait que le Gouvernement de Sa Majesté ait autorisé ce navire à quitter le port de Londres et aussi contre l'attitude des autorités de Trinidad ; mais par un télégramme en date du 26 mars, M. Haggard a reçu ordre d'informer le dit Gouvernement que le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait être tenu comme responsable d'une dépréciation quelconque commise par ce navire.

Ministère des Affaires Etrangères, le 19 mai 1902.

N° 85. — **Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires Etrangères**

Downing Street, le 29 mai 1902 (reçu le 30 mai).

Monsieur,

Je reçois l'ordre de M. le Secrétaire d'Etat Chamberlain, comme suite à la lettre du Ministère des Colonies du 13 courant, de vous transmettre les copies ci-incluses de deux dépêches et d'un télégramme du Gouverneur de Trinidad au sujet de la conduite du Consul vénézuélien à Port of Spain, afin que ces pièces soient mises sous les yeux du Marquis de Lansdowne.

Etant données les incorrections dont M. Figueredo s'est rendu coupable, M. Chamberlain serait heureux, si toutefois Lord Lansdowne n'y voit pas d'inconvénient, que Son Excellence voulût bien donner pour instructions à M. Haggard de protester auprès du Gouvernement vénézuélien contre les entraves apportées par le Consul au trafic légitime entre Trinidad et le Venezuela, notamment en exigeant indûment le paiement à Trinidad des droids de douane vénézuéliens, et en s'arrogeant des fonctions diplomatiques auxquelles il n'a aucun droit. Il y aurait lieu également d'informer ce Gouvernement que l'exequatur de Sa Majesté ne sera pas accordé à M. Figueredo, à moins que des assurances satisfaisantes ne soient données au sujet de la conduite future de ce Consul.

Je suis, etc.

(Signé) : C. P. LUCAS.

ANNEXE I DU N° 85

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlain

Hôtel du Gouvernement, Trinidad, le 2 mai 1902.

Monsieur,

Comme suite à ma dépêche du 24 écoulé, au sujet de la plainte portée par M. E. R. Naysmith contre la conduite du Consul du Venezuela, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour votre édification, la copie de la réponse faite par le Señor Figueredo à la lettre de mon Secrétaire Colonial en date du 23 avril. (Lettre formant l'annexe 4 de ma dépêche mentionnée ci-dessus).

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : Alfred MOLONEY.

ANNEXE 2 DU N° 85

M. Figueredo au Secrétaire Colonial à Trinidad

Trinidad, le 25 avril 1902.

Monsieur,

En réponse à la lettre de l'honorable Secrétaire Colonial, en date d'hier (23 avril), lettre que j'ai eu l'honneur de recevoir ce jour, je puis informer Votre Excellence que le 14 courant j'ai adressé à Guanipa le bateau *Euterpe* chargé de provisions pour les employés de la *Compagnie Générale des Asphalte de France* et que j'ai encaissé les droits auxquels les dites provisions étaient sujettes à leur entrée au Venezuela.

Je regrette profondément la fréquence des enquêtes que votre Excellence fait sur moi et des demandes qu'elle m'adresse au sujet de mes actes consulaires, du droit en vertu duquel j'agis et de la source officielle dont les dits actes dérivent.

Ceci m'oblige chaque fois à répondre à Votre Excellence que c'est au Gouvernement vénézuélien lui-même que les plaintes et protestations au sujet du préjudice causé au commerce par mes actes consulaires, devraient être adressées.

Votre obéissant serviteur.

(Signé) : Carlos. B. FIGUEREDO.
Consul du Venezuela.

ANNEXE 3 DU 85

Le Gouverneur Sir A. Moloney à M. Chamberlain

Hôtel du Gouvernement à Trinidad, le 7 mai, 1902.

Monsieur,

Comme suite à ma dépêche du 24 écoulé, j'ai l'honneur de vous transmettre, avec la présente, copie de la nouvelle correspondance échangée avec le Consul du Venezuela (M. Figueredo).

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : Alfred MOLONEY.

ANNEXE 4 DU N° 85

M. Figueredo au Gouverneur Sir A. Moloney

le 22 avril 1902.

Monsieur,

La ville de la Guiria ayant été réoccupée par les forces du Gouvernement constitutionnel du Venezuela, il a été prouvé par les correspondances révolutionnaires saisies par les vainqueurs (notamment sept lettres de M. M. A. Matos), que le dit M. M. A. Matos dirige et assiste l'insurrection existante contre le Gouvernement légal du Venezuela et cela de l'île anglaise de Trinidad, où il réside.

Il est prouvé de plus que M. M. A. Matos, chef reconnu de la dite révolution expédie de Trinidad des armes, des cartouches et autres munitions de guerre destinées à combattre le Gouvernement d'une nation amie de la Grande-Bretagne.

En outre, M. M. A. Matos envoie des messages et des expéditions de cette île anglaise de Trinidad vers la République du Venezuela.

Pour ces motifs, et me basant sur les lois de neutralité et sur celles qui constituent le droit international ; et me référant au traité d'amitié existant entre le Venezuela et la Grande-Bretagne, je demande formellement à Votre Excellence, au nom du Gouvernement vénézuélien, de vouloir bien inviter M. M. A. Matos à quitter l'île immédiatement.

Comme il est probable que Votre Excellence désirera voir les lettres originales de M. M.-A. Matos, avant de donner suite à la présente requête, je prie Votre Excellence de m'envoyer un employé de confiance à qui

je remettrai les dites lettres, pour que Votre Excellence puisse en prendre connaissance.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C. B. FIGUEREDO.
Consul du Venezuela.

ANNEXE 5 DU N° 85

Le Secrétaire Colonial à Trinidad à M. Figueredo.

Cabinet du Secrétaire colonial, Trinidad, le 30 avril 1902.

Monsieur,

Son Excellence le Gouverneur m'ordonne de vous accuser réception de votre communication en date du 22 courant, par laquelle vous appelez l'attention de Son Excellence sur les actes représentés comme ayant été commis par M. M.-A. Matos et par laquelle vous demandez que ce personnage soit prié de quitter la colonie. Vous offrez également de mettre à la disposition de Son Excellence, certaines lettres de M. M.-A. Matos.

Je reçois l'ordre de vous informer, en réponse, que si vous désirez adresser des représentations diplomatiques quelconques au Gouvernement de Sa Majesté, qu'il s'agisse d'affaires surgissant dans cette colonie ou ailleurs, ces représentations doivent être adressées soit au Ministre de Sa Majesté à Caracas, soit au Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Sa Majesté à Londres. Et si vous avez reçu l'ordre du Gouvernement de Caracas de nous adresser les représentations contenues dans votre lettre, Son Excellence vous sera obligée de vouloir bien aviser votre Gouvernement de ce qui précède.

Son Excellence n'a nullement le désir de parcourir les documents que vous dites être des lettres de M. M.-A. Matos.

Son Excellence est d'avis qu'une telle communication n'entre pas dans les attributions d'un Agent consulaire, et qu'un consul ne peut faire aucune communication ne rentrant pas dans la catégorie des matières spéciales pour lesquelles les Consuls sont nommés. De plus, je suis chargé de vous informer que lorsque n'importe qui désire faire au Gouvernement de cette colonie, une communication ayant trait aux affaires publiques, il est de règle que les dites communications soient adressées au Secrétaire colonial et remises dans mes bureaux, en vue d'observer une marche uniforme dans l'expédition des affaires. Ce mode d'opérer est observé par tous vos collègues. Son Excellence vous sera très obligée de vouloir bien, à l'avenir, vous conformer à cette règle.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C. C. KNOLLYS.

ANNEXE 6 DU N° 85

M. Figueredo au Gouverneur Sir A. Moloney.

Trinidad, le 30 avril 1902.

(Traduction)

Monsieur,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence, la copie de la proclamation

de guerre que M. M.-A. Matos, chef de la révolution contre le Gouvernement légal du Venezuela, a adressée, de l'île anglaise de Trinidad, aux Vénézuéliens.

Avec tout le respect que je vous dois, le dit document étant maintenant sous les yeux de Votre Excellence, je proteste au nom du Gouvernement vénézuélien, de la façon la plus formelle et la plus énergique, contre cet acte inouï et scandaleux qui consiste à exciter, diriger et fomenter la révolte contre une nation amie, telle que le Venezuela, en territoire étranger, comme cette colonie. Les insurgés et leur chef M. M.-A. Matos jouissent de toutes sortes de garanties et d'immunités qui ne sont en accord ni avec les principes de la neutralité, ni avec les lois et traités qui régissent toutes les nations civilisées.

Votre obéissant serviteur,

(Signé) : Carlos. B. FIGUEREDO.

(*A suivre*)

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Note de l'Etat Indépendant du Congo aux Puissances Signataires de l'Acte de Berlin.

(17 septembre 1903)

Le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo ayant eu connaissance de la dépêche du Foreign Office, datée du 8 août dernier (1), remise aux Puissances Signataires de l'Acte de Berlin, constate qu'il est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté sur deux points fondamentaux, à savoir, que les indigènes doivent être traités avec humanité et menés gracieusement dans les voies de la civilisation, et que la liberté de commerce, dans le bassin conventionnel du Congo, doit être entière et complète.

Mais il nie que la manière dont est administré l'Etat entraînerait un régime systématique « de cruauté ou d'oppression » et que le principe de la liberté commerciale apporterait des modifications au droit de propriété tel qu'il est universellement compris, alors qu'il n'est pas un mot à cet effet dans l'Acte de Berlin. L'Etat du Congo note qu'il ne se trouve dans cet Acte aucune disposition qui consacrerait des restrictions quelconques à l'exercice du droit de propriété ou qui reconnaîtrait aux Puissances Signataires un droit d'intervention dans les affaires d'administration intérieure les unes des autres. Il tient à se montrer fidèle observateur de l'Acte de Berlin, de ce grand Acte International qui lie toutes les Puissances Signataires ou adhérentes, en ce que dit le sens grammatical si clair de son texte, que nul n'a pouvoir de diminuer ou d'amplifier.

La note Anglaise remarque que c'est en ces dernières années qu'a pris consistance la campagne menée en Angleterre contre l'Etat du Congo, sous le double prétexte de mauvais traitements des natifs et de l'existence de monopoles commerciaux.

Il est à remarquer, en effet, que cette campagne date du jour où la prospérité de l'Etat s'affirma. L'Etat se trouvait fondé depuis des années et administré comme il l'est aujourd'hui, ses principes sur la domanialité des terres vacantes, l'organisation et le recrutement de sa force armée étaient connus et publics, sans que ces philanthropes et ces commerçants, de l'opinion desquels fait état le début de la note, s'en montrassent préoccupés. C'était l'époque où le Budget de l'Etat ne pouvait s'équilibrer que grâce aux subsides du Roi-Souverain et aux avances de la Belgique, et où le mouvement commercial du Congo n'attirait pas l'attention. On ne trouve le terme « the Congo atrocities » utilisé alors qu'à propos de « the alleged ill-treatment of African natives by English and other adventurers in the Congo Free State (2). » A partir de 1895, le commerce de l'Etat du

(1) *Arch. Dipl.*, 1903, n° 78-9.

(2) *Transactions of the Aborigines Protection Society*, 1890-1896, p. 153.

Congo prend un essor marqué, et le chiffre des exportations monte progressivement de 10 millions en 1895 à 50 millions en 1902. C'est aussi à partir d'alors que le mouvement contre l'Etat du Congo se dessine. Au fur et à mesure que l'Etat affirmera davantage sa vitalité et ses progrès, la campagne ira s'accentuant, s'appuyant sur quelques cas particuliers et isolés pour invoquer des prétextes d'humanité et dissimuler le véritable objectif des convoitises qui, dans leur impatience, se sont cependant trahies sous la plume des pamphlétaires et par la voix de membres de la Chambre des Communes, mettant nettement en avant la disparition et le partage de l'Etat du Congo.

Il fallait, dans ce but, dresser contre l'Etat toute une liste de chefs d'accusation. Dans l'ordre humanitaire, on a repris, pour les rééditer à l'infini, les cas allégués de violences contre les indigènes. Car, dans cette multitude de « meetings », d'écrits, de discours, dirigés ces derniers temps contre l'Etat, ce sont toujours les mêmes faits affirmés et les mêmes témoignages produits. Dans l'ordre économique, on a accusé l'Etat de violation de l'Acte de Berlin, nonobstant les considérations juridiques des hommes de loi les plus autorisés qui justifient, à toute évidence de droit, son régime commercial et son système foncier. Dans l'ordre politique, on a imaginé cette hérésie en droit international d'un Etat, dont l'indépendance et la souveraineté sont entières, qui relèverait d'ingérences étrangères.

En ce qui concerne les actes de mauvais traitement à l'égard des natifs, nous attachons surtout de l'importance à ceux qui, d'après la note, ont été consignés dans les dépêches des Agents Consulaires de Sa Majesté. A la séance de la Chambre des Communes du 11 mars 1903, Lord Cranborne s'était déjà référé à ces documents officiels, et nous avons demandé à Son Excellence Sir C. Phipps que le Gouvernement Britannique voulût bien nous donner connaissance des faits dont il s'agissait. Nous réitérons cette demande.

Le Gouvernement de l'Etat n'a jamais d'ailleurs nié que des crimes et délits se commettent au Congo, comme en tout autre pays ou toute autre Colonie. La note reconnaît elle-même que ces faits délictueux ont été déférés aux Tribunaux et que leurs auteurs ont été punis. La conclusion à en tirer est que l'Etat remplit sa mission ; la conclusion que l'on en déduit est que « many individual instances of cruelty have taken place in the Congo State » et que « the number of convictions falls considerably short of the number of actual offences committed ». Cette déduction ne paraît pas nécessairement indiquée. Il semble plus logique de dire que les condamnations sévères prononcées seront d'un salutaire exemple et qu'on peut en espérer une diminution de la criminalité. Que si effectivement des actes délictueux, sur les territoires étendus de l'Etat, ont échappé à la vigilance de l'autorité judiciaire, cette circonstance ne serait pas spéciale à l'Etat du Congo.

La note Anglaise procède surtout par hypothèses et par suppositions : « It was alleged..... It is reported..... It is also reported..... » et elle en arrive à dire que « His Majesty's Government do not know precisely to what extent these accusations may be true ». C'est la constatation que, aux yeux du Gouvernement Britannique lui-même, les accusations dont il s'agit ne sont ni établies, ni prouvées. Et, en effet, la violence, la passion et l'invraisemblance de nombre de ces accusations les rendent suspectes aux esprits impartiaux. Pour n'en donner qu'un exemple, on a fait grand état de cette allégation que, sur un train descendant de Léopoldville à

Matadi, trois wagons étaient remplis d'esclaves, dont une douzaine étaient enchaînés, sous la garde de soldats. Des renseignements ont été demandés au Gouverneur Général. Il répond : « Les individus représentés comme composant un convoi d'esclaves étaient, pour la plus grande majorité (125), des miliciens dirigés du district de Lualaba-Kassaï, du Lac Léopold II et des Bangalas, sur le camp du Bas-Congo. Vous trouverez annexés les états relatifs à ces individus. Quant aux hommes enchaînés, ils constituaient un groupe d'individus condamnés par le Tribunal territorial de Basoko et qui venaient purger leur peine à la maison centrale de Boma. Ce sont les numéros 3642 à 3649 du registre d'écrou de la prison de Boma ».

C'est ainsi encore qu'une « interview » toute récente, reproduisant les accusations coutumières de cruauté, est due à un ancien agent de l'Etat « déclaré impropre au service », et qui n'a pas vu accepter par l'Etat sa proposition d'écrire dans la presse des articles favorables à l'Administration.

La note ignore les réponses, démentis, ou rectifications qu'ont amenés, dans les différents temps où elles se sont produites, les attaques contre les Agents de l'Etat. Elle ignore les déclarations officielles qu'en juin dernier, le Gouvernement de l'Etat fit publiquement à la suite des débats du 20 mai à la Chambre des Communes, débats annexés à la note. Nous annexons ici le texte de ces déclarations, qui ont, par avance, rencontré les considérations de la dépêche du 8 août.

Le seul grief nouveau qu'elle énonce — en vue sans doute d'expliquer ce fait non sans importance, que le Consul Anglais qui a résidé au Congo depuis 1901 ne paraît pas appuyer de son autorité personnelle les dénonciations de particuliers — c'est que cet Agent aurait été « principally occupied in the investigation of complaints preferred by British subjects ». L'impression en résulterait que de telles plaintes auraient été exceptionnellement nombreuses. Sans aucun doute, le Consul, en diverses occasions, s'est mis en rapport avec l'Administration de Boma, dans l'intérêt de ses ressortissants, mais il ne paraît pas que ces affaires, si l'on en juge par celles d'entre elles dont a eu à s'occuper la Légation d'Angleterre auprès du Gouvernement Central à Bruxelles, soient autres, par leur nombre ou leur importance, que celles de la vie administrative courante : des cas ont notamment visé le règlement de successions délaissées au Congo par des ressortissants Anglais ; quelques-uns ont eu pour objet la réparation d'erreurs de procédure judiciaire comme il s'en produit ailleurs, et il n'est pas avancé que ces réclamations n'ont pas reçu la suite qu'elles comportaient. Le même Consul, dont la nomination remonte à 1898, écrivait le 2 juillet 1901, au Gouverneur Général :

« I pray believe me when I express now, not only for myself, but for my fellow-countrymen in this part of Africa, our very sincere appreciation of your efforts on behalf of the general community — efforts to promote goodwill among all and to bring together the various elements of our local life ».

Les prédécesseurs de M. R. Casement — car des Consuls Anglais avec juridiction sur le Congo ont été appointés par le Gouvernement de Sa Majesté depuis 1888 — ne paraissent pas davantage avoir été absorbés par l'examen de plaintes multiples ; tout au moins une telle appréciation ne se trouve pas consignée dans le Rapport, le seul publié, de M. le Consul Pickersgill, qui, par le fait qu'il rend compte de son voyage à l'inté-

rieur du Congo, jusqu'aux Stanley Falls, dément cette sorte d'impossibilité, pour les Agents Consulaires Anglais, d'apprécier *de visu* toute partie quelconque de leur juridiction.

Comme allégations contre le système d'administration de l'Etat, la note vise les impôts, la force publique et ce qu'on appelle le travail forcé.

Au fond, c'est la contribution de l'indigène du Congo aux charges publiques que l'on critique, comme s'il existait un seul pays ou une seule Colonie où l'habitant, sous une forme ou sous une autre, ne participe pas à ces charges. On ne conçoit pas un Etat sans ressources. Sur quel fondement légitime pourrait-on baser l'exemption de tout impôt pour les indigènes, alors qu'ils sont les premiers à bénéficier des avantages d'ordre matériel et moral introduits on Afrique? A défaut de numéraire, il leur est demandé une contribution en travail. D'autres ont dit la nécessité, pour sauver l'Afrique de sa barbarie, d'amener le noir à la compréhension du travail, précisément par l'obligation de l'impôt :

« It is a question (of native labour) which has engaged my most careful attention in connection with West Africa and other Colonies. To listen to the right honourable gentleman, you would almost think that it would be a good thing for the native to be idle. I think it is a good thing for him to be industrious; and by every means in our power, we must teach him to work..... No people ever have lived in the world's history who would not work. In the interest of the natives all over Africa, we have to teach them to work ».

Ainsi s'exprimait M. Chamberlain à la Chambre des Communes, le 6 août 1901. Et récemment, il disait :

« We are all of us taxed, and taxed heavily. Is that a system of forced labour?..... To say that because we put a tax on the native therefore he is reduced to a condition of servitude and of forced labour is, to my mind, absolutely ridiculous..... It is perfectly fair to my mind that the native should contribute something towards the cost of administering the country ». (House of Commons, the 9th March, 1903).

« If that really is the last word of civilization, if we are to proceed on the assumption that the nearer the native or any human being comes to a pig the more desirable is his condition, of course I have nothing to say, . . . I must continue to believe that, at all events, the progress of the native in civilization wil not be secured until he has been convinced of the necessity and the dignity of labour. Therefore, I think that anything we reasonably can do to induce the native to labour is a desirable thing. »

Et il défendait le principe d'une taxe sur le natif parce que « the existence of the tax is an inducement to him to work ». (House of Commons, the 24th March, 1903.)

Aussi l'exemple de taxes sur les indigènes se retrouve-t-il presque partout en Afrique. Au Transvaal, chaque natif paie une taxe de capitulation de 2*l.*; dans l'Orange River Colony, le natif est soumis à une « poll tax »; dans la Southern Rhodesia, le Bechuanaland, le Basutoland, dans l'Uganda, au Natal, il est perçu une « hut tax »; au Cap, on trouve cette « hut tax » et une « labour tax »; dans l'Afrique Orientale Allemande, il est également perçu un impôt sur les huttes, payable en argent, en produits, ou en travail. Cette sorte d'impôt a été appliquée encore dans le Protectorat de Sierra-Leone, où elle a pu être payée « in kind by rice or

palm-nuts », et la suggestion a été faite « that work on roads and useful works should be accepted in lieu of payment in money or produce ».

On voit donc que le mode de paiement de l'impôt, en argent ou en nature, n'en altère pas la légitimité, lorsque son taux n'est pas excessif. Tel est le cas au Congo, où les prestations fournies par l'indigène ne représentent pas plus de quarante heures de travail par mois. Encore est-il que ce travail est rétribué et que l'impôt payé en nature fait, en quelque sorte, l'objet d'une ristourne à l'indigène.

Partout le paiement de l'impôt est obligatoire ; son non-paiement entraîne des voies de contrainte. Les textes qui établissent les taxes sur les huttes frappent l'indigène récalcitrant de peines, telles que l'emprisonnement et le travail forcé. Au Congo non plus, l'impôt n'est pas facultatif.

On a vu, ailleurs, les actes d'autorité qu'a parfois rendus nécessaires le refus des indigènes de se soumettre à la loi : telles les difficultés à Sierra-Leone, à propos desquelles un publiciste anglais, parlant des agents de la force publique, affirme : —

« Between July 1894 and February 1895, no fewer than sixty-two convictions — admittedly representing a small proportion of offences actually committed — were recorded against them for flogging, plundering, and generally maltreating the natives. »

D'autres exemples pourraient être rappelés de l'opposition que rencontre chez les populations indigènes l'établissement des règles départementales. Il est fatal que la civilisation se heurte à leurs instincts de sauvagerie, à leurs coutumes et pratiques barbares ; et il se conçoit qu'elles ne se plient pas sans impatience à un état social qui leur apparaît comme restrictif de leurs licences et de leurs excès et qu'elles cherchent même à s'y soustraire. C'est une chose commune en Afrique que l'exode d'indigènes, passant d'un territoire à l'autre, dans l'espoir de trouver de l'autre côté des frontières une autorité moins établie ou moins forte, et de s'exonérer de toute dépendance et de toute obligation. Il se pourrait, à coup sûr, que des indigènes de l'Etat se soient, sous l'empire de telles considérations, déplacés vers les territoires voisins, encore qu'une sorte d'émigration sur une large échelle, comme la présente la note anglaise, n'ait jamais été signalée par les Commandants des provinces frontières. Il est, au contraire, constaté dans la région du Haut-Nil, que des natifs qui s'étaient installés en territoire Britannique sont revenus sur la rive gauche, à la suite de l'établissement d'impositions nouvellement édictées par l'autorité anglaise. Si c'est d'ailleurs, ces régions qui sont visées, les informations de la note semblent être en contradiction avec d'autres renseignements donnés, par exemple, par Sir Harry Johnston :

« This much I can speak of with certainty and emphasis : that from the British frontier near Fort George to the limit of my journeys into the Mbuba country of the Congo Free State, up and down the Semliki, the natives appear to be prosperous and happy. . . . The extent to which they were building their villages and cultivating their plantations within the precincts of Fort Mbeni showed that they had no fear of the Belgians. »

Le Major H. H. Gibbons, qui s'est trouvé plusieurs mois sur le Haut-Nil, écrit :

« Ayant eu l'occasion de connaître plusieurs officiers et de visiter leurs stations de l'Etat du Congo, je suis convaincu que la conduite de ces mes-

sieurs a été bien mal interprétée par la presse. J'ai cité comme preuve mon expérience personnelle, qui est en opposition avec une version récemment publiée par la presse anglaise, qui les accuse de grandes cruautés. »

La déclaration de juin dernier, ci-jointe, a fait justice des critiques contre la force publique de l'Etat, en signalant que son recrutement est réglé par la loi et qu'il n'atteint qu'un homme sur 10.000. Dire que « the method of obtaining men for military service is often but little different from that formerly employed to obtain slaves », c'est méconnaître les prescriptions minutieuses édictées pour, au contraire, éviter les abus. Les levées s'opèrent dans chaque district ; les Commissaires de District règlent de commun accord avec les Chefs indigènes, le mode de conscription. Les engagements volontaires et les multiples réengagements complètent aisément les effectifs qui atteignent à peine le chiffre modique de 15.000 hommes.

Ceux qui allèguent, comme le dit la note, que « the men composing the armed force of the State were in many cases recruited from the most war-like and savage tribes », ignorent que la force publique est recrutée dans toutes les provinces et parmi toute la population du territoire. Les intérêts de l'Etat protestent contre cette notion d'une armée que l'autorité elle-même formerait d'éléments indisciplinés et sauvages et des exemples — tels que les excès qui ont été mis à charge des auxiliaires irréguliers utilisés dans l'Uganda, ainsi que les révoltes qui se sont produites jadis au Congo, imposent, au contraire, une circonspection spéciale pour la composition de la force armée. Les cadres européens, qui se composent d'officiers Belges, Italiens, Suédois, Norvégiens, et Danois y maintiennent une sévère discipline, et l'on chercherait en vain à quelles réelles circonstances fait allusion l'assertion que les soldats « not infrequently terrorized over their own officers ». Elle n'est pas plus fondée que cette autre assertion « that compulsion is often exercised by irresponsible native soldiers uncontrolled by an European officer ». Depuis longtemps, l'autorité était consciente des dangers que présentait l'existence de postes de soldats noirs, dont le Rapport de Sir D. Chalmers, sur l'insurrection de Sierra-Leone, a constaté les inévitables abus de pouvoirs. Au Congo, ils ont été graduellement supprimés.

Il apparaîtra, à ceux qui ne nient pas l'évidence, que des reproches articulés contre l'Etat, le plus injuste est d'avancer « that no attempt at any administration of the natives is made, and that the officers of the Government do not apparently concern themselves with such work ».

On peut s'étonner de trouver semblable affirmation dans une dépêche d'un Gouvernement dont l'un des membres, Lord Cranborne, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, disait le 20 mai dernier :

« There was no doubt that the administration of the Congo Government had been marked by a very high degree of a certain kind of administrative development. There were railways, there were steamers upon the river, hospitals had been established, and all the machinery of elaborate judicial and police systems had been set up. »

Un autre Membre de la Chambre des Communes reconnaissait :

« That the Congo State had done good work in excluding alcoholic liquors from the greater part of their domain, that they had established a certain number of hospitals, had diminished small-pox by means of vaccination, and had suppressed the Arab Slave Trade. »

Si atténuées que soient ces appréciations, encore démentent-elles cette affirmation d'aujourd'hui que « the natives are left entirely to themselves, so far as any assistance in their government or in their affairs is concerned. »

Telles ne semblent pas être les conclusions auxquelles, déjà en 1898, arrivait le Consul Anglais Pickersgill.

« Has the welfare of the African », se demande-t-il, « been duly cared for in the Congo State ? » Il répond : « The State has restricted the liquor trade..... it is scarcely possible to over-estimate the service which is being rendered by the Congo Government to its subjects in this matter..... Intertribal wars have been suppressed over a wide area, and, the imposition of European authority being steadily pursued, the boundaries of peace are constantly extending..... The State must be congratulated upon the security it has created for all who live within the shelter of its flag and abide by its laws and regulations..... Credit is also due to the Congo Government in respect of the diminution of cannibalism..... The yoke of the notorious Arab Slave Traders has been broken, and traffic in human beings amongst the natives themselves has been diminished to a considerable degree. »

Ce Rapport constatait aussi que les travaux des natifs étaient rémunérés et rendait hommage aux efforts de l'Etat pour instruire les jeunes indigènes et ouvrir des écoles.

Depuis 1898, l'amélioration de la condition générale de l'indigène a encore progressé. Le portage à dos d'homme, dont précisément M. Pickersgill signalait le côté pénible pour les indigènes, a disparu là où il était le plus actif, en raison de la mise en exploitation des voies ferrées. Ailleurs, l'automobile est utilisée comme moyen de transport. La « sentry » — le poste de soldats nègres qu'il critiquait non sans raison — n'existe plus. Le bétail est introduit dans tous les districts. Des Commissions d'hygiène sont instituées. Les écoles et les ateliers se sont multipliés.

« L'indigène » dit le document ci-joint, « est mieux logé, vêtu, nourri ; il remplace ses huttes par des habitations plus résistantes et mieux appropriées aux exigences de l'hygiène ; grâce aux facilités de transport, il s'approvisionne des produits nécessaires à ses besoins nouveaux ; des ateliers lui sont ouverts, où il apprend des métiers manuels, tels que, ceux de forgeron, charpentier, mécanicien, maçon ; il étend ses plantations, et, à l'exemple des blancs, s'inspire des modes de culture rationnels ; les soins médicaux lui sont assurés ; il envoie ses enfants dans les colonies scolaires de l'Etat et aux écoles des missionnaires. »

Il est juste de reconnaître, a-t-on dit à la Chambre des Communes, que la régénération matérielle et morale de l'Afrique Centrale ne peut être l'œuvre d'un jour. Des résultats obtenus jusqu'à présent sont considérables ; nous chercherons à les consolider et à les accentuer, malgré les entraves que l'on s'efforce de mettre à l'action de l'Etat, action que l'intérêt bien entendu de la civilisation serait, au contraire, de favoriser.

La note Anglaise ne démontre pas que le système économique de l'Etat est opposé à l'acte de Berlin. Elle ne rencontre pas les éléments de droit et de fait par lesquels l'Etat a justifié la conformité de ses lois foncières et de ses concessions avec les dispositions de cet Acte. Elle n'explique pas pourquoi ni en quoi la liberté de commerce, termes dont la Conférence de Berlin s'est servie dans leur sens usuel, grammatical et économique, ne serait plus entière au Congo parce qu'il s'y trouve des propriétaires.

La note confond l'exploitation de son bien par le propriétaire avec le

commerce. L'indigène qui récolte pour compte du propriétaire, ne devient pas propriétaire des produits récoltés et ne peut naturellement les céder à autrui, pas plus que l'ouvrier qui extrait les produits d'une mine ne peut en frustrer le propriétaire en en disposant lui-même. Ces règles sont de droit et sont mises en lumière dans de multiples documents : consultations juridiques et décisions judiciaires dont quelques-unes sont annexées, Le Gouvernement de Sa Majesté ne conteste pas que l'Etat a le droit de répartir les terres domaniales entre les occupants *bonâ fide* et que l'indigène ne peut plus prétendre aux produits du sol, mais seulement lorsque « *land is reduced into individual occupation.* » La distinction est sans base juridique. Si l'Etat peut céder les terres, c'est que l'indigène n'en a pas la propriété, et à quel titre alors conserverait-il un droit aux produits d'un fonds dont la propriété est légitimement acquise par d'autres ? Pourrait-on soutenir, par exemple, que la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo ou la Société du Sud-Cameroun ou l'Italian Colonial Trading Company sont tenues de tolérer le pillage par les indigènes, des terres qu'elles ont reçues, parce qu'elles ne les occuperait pas actuellement ? En fait, d'ailleurs, au Congo, l'appropriation des terres exploitées en régie ou par les Compagnies concessionnaires, est chose réalisée. L'Etat et les Sociétés ont consacré à leur mise en valeur, notamment des forêts, des sommes considérables se chiffrant par millions de francs. Il n'y a donc pas de doute que dans tous les territoires du Congo, l'Etat exploite réellement et complètement ses propriétés, tout comme les Sociétés exploitent réellement et complètement leurs Concessions.

Cet état de choses existant et consolidé dans l'Etat Indépendant, permettrait, en ce qui le concerne, de ne point insister plus longuement sur la théorie formulée par la note et qui envisage tour à tour les droits de l'Etat, ceux des occupants *bonâ fide*, ceux des indigènes.

Cependant, elle s'impose à l'attention des Puissances par les graves difficultés qu'elle ferait surgir, si elle était implicitement acceptée.

La note contient les trois propositions suivantes :

« The State has the right to partition the State lands among *bonâ fide* occupants. »

« The natives will, as the land is so divided out amongst *bonâ fide* occupiers, lose their right of roaming over it and collecting the natural fruits which it produces. »

« Until unoccupied land is reduced into individual occupation and so long as the produce can only be collected by the native, the native should be free to dispose of that produce as he pleases. »

Il n'est pas une de ces propositions qui ne semble exclure les deux autres, et à vrai dire ces contradictions aboutissent à la négation du droit de Concession.

S'il a existé des occupants *bonâ fide*, ils sont devenus propriétaires : l'occupation, lorsqu'elle trouve à s'exercer, est dans toutes les législations, un des modes d'acquisition de la propriété, et, au Congo, les titres en dérivant ont été légalement enregistrés. Si la terre n'a été valablement occupée par personne, elle est sans maître, ou, plus exactement, elle a l'Etat pour maître : il peut en disposer au profit d'un tiers, et celui-ci trouve dans cet acte de disposition, un titre complet et absolu. Dans l'un comme dans l'autre cas, il ne se conçoit pas que les fruits du sol puissent être réservés à d'autres qu'au propriétaire, sous le prétexte qu'il n'est pas apte, en fait, à récolter les produits de son fonds,

Par une singulière contradiction, le système de la note dit qu'à la suite de l'attribution des terres par l'Etat, les indigènes « lose their right of collecting the natural fruits », et, d'autre part, qu'ils conservent le droit de disposer de ces produits « until unoccupied land is reduced into individual occupation. » On ne comprend pas la notion d'un droit appartenant aux natifs qui existerait ou non de par le fait de tiers. Ou bien, par suite de l'attribution des terres, ils ont perdu leurs droits, et alors ils les ont perdus totalement et complètement ; ou bien, ils les ont conservés, et ils doivent les conserver, quoique « the land is reduced into individual occupation ».

Que faut-il entendre dans le système de la note par occupants « *bona fide* » et par « individual occupation ? » Qui sera juge du point de savoir si l'occupant a mis ses terres en état d'occupation individuelle, s'il était apte à en recueillir les produits ou si c'était encore l'indigène ? Ce serait, en tout cas, des points relevant essentiellement du droit interne.

La note, au surplus, est incomplète sur un autre point. Elle dit que là où l'exploitation ne se ferait pas encore par les ayants droit, la faculté d'exploiter devrait appartenir aux indigènes. Elle voudrait donc donner un droit aux indigènes, au préjudice des Gouvernements ou des concessionnaires blancs, mais n'explique pas comment ni par qui le tort ainsi causé serait compensé ou indemnisé. Quoique le système ainsi préconisé ne puisse avoir d'application dans l'Etat du Congo, puisqu'il ne s'y trouve plus de terres inappropriées, cette remarque s'impose dans l'intérêt des blancs établis dans le bassin conventionnel. S'il est équitable de bien traiter les noirs, il est juste de ne pas spolier les blancs, qui, dans l'intérêt de tous, doivent rester la race dirigeante.

Économiquement parlant, il serait déplorable qu'en dépit des droits régulièrement acquis par les blancs, les terres domaniales se trouvassent livrées aux indigènes, fût-ce temporairement. Ce serait le retour à leur état d'abandon de jadis, alors que les natifs les laissaient improductives, car les récoltes de caoutchouc, les plantations de café, de cacao, de tabac, etc., datent du jour où l'Etat en a pris lui-même l'initiative ; le mouvement des exportations était insignifiant avant l'essor que lui ont donné les entreprises gouvernementales. Ce serait aussi l'observance certaine des mesures d'exploitation rationnelle, de plantation et de replantation auxquelles s'astreignent l'Etat et les Sociétés concessionnaires pour assurer la conservation des richesses naturelles du pays.

Jamais au Congo, que nous sachions, les demandes d'achat des produits naturels n'ont été adressées aux légitimes propriétaires. Jusqu'ici l'on a cherché à n'y acheter que des produits provenant de recels, et l'Etat, comme c'était son devoir, a fait poursuivre ces tentatives délictueuses.

La politique de l'Etat n'a pas, comme on l'a dit, tué le commerce ; elle l'a, au contraire, créé, et elle perpétue la matière commerciale : c'est grâce à elle que, sur le marché commercial d'Anvers et bientôt au Congo même — on examine la possibilité d'y établir des dépôts de vente — peuvent être offertes annuellement à tous indistinctement, sans privilège ni monopole, 5,000 tonnes de caoutchouc récolté au Congo, alors qu'antérieurement, par exemple en 1887, l'exportation du caoutchouc se chiffrait à peine par 30 tonnes. C'est l'Etat qui, après avoir, à ses frais, créé la matière commerciale, en maintient soigneusement la source au moyen des plantations et replantations.

Il n'est pas à oublier que l'Etat du Congo a dû compter sur ses propres

ressources. Ce fut une nécessité pour lui d'utiliser son domaine dans l'intérêt général. Toutes les recettes du domaine sont versées au Trésor, ainsi que le revenu des actions dont l'Etat est détenteur, en raison de concessions accordées. Ce n'est même qu'en tirant tout le parti utile de ses domaines et en engageant la plus grande partie de leurs revenus qu'il a pu contracter des emprunts et provoquer à des entreprises de chemins de fer par des garanties d'intérêt, réalisant ainsi l'un des moyens les plus désirés par la Conférence de Bruxelles pour faire pénétrer la civilisation au centre de l'Afrique. Aussi n'a-t-il pas hésité à gager ses domaines dans ce but.

L'Acte de Berlin ne s'y oppose pas, car il n'a édicté aucune proscription des droits de propriété, comme on veut, après coup, le lui faire dire, tenant ainsi, consciemment ou non, à la ruine de tout le bassin conventionnel du Congo.

Il n'échappera pas non plus aux Puissances que les conclusions de la note Anglaise, en suggérant une référence à la Cour de La Haye, tendent à faire considérer comme cas d'arbitrage, des questions de souveraineté et d'administration intérieure que la doctrine courante a toujours exclues des décisions d'arbitres. Pour ce qui concerne le cas actuel, il est à supposer que la suggestion d'une référence à la Cour de La Haye a une portée générale, s'il est vrai que, de l'avis des Chambres de Commerce Anglaises, « the principles and practice introduced into the administration of the affairs of the French Congo, the Congo Free State, and other areas in the conventional basin of the Congo being in direct opposition to the Articles of the Act of Berlin 1885. » Le Gouvernement de l'Etat n'a cessé, pour sa part, de préconiser l'arbitrage pour les dissensiments d'ordre international qui en comportaient l'application : ainsi, il voudrait voir déférées à l'arbitrage, les divergences de vues qui se sont produites au sujet du bail des territoires du Bahr-el-Ghazal.

Après un examen attentif de la note Anglaise, le Gouvernement de l'Etat du Congo reste convaincu qu'en raison du vague et du manque complet de preuves, ce dont elle fait implicitement l'aveu, il n'est pas une juridiction au monde, en en supposant une qui ait compétence pour être saisie, qui puisse, bien loin de prononcer une sorte de condamnation, prendre une autre décision que celle de ne pas donner suite à de simples suppositions.

Si l'Etat du Congo se voit attaqué, l'Angleterre peut se dire que, plus que nulle autre nation, elle s'est trouvée, elle aussi, en butte aux attaques et aux accusations de toute espèce, et longue serait la liste des campagnes poursuivies en divers temps et jusque dans de récentes occasions, contre son administration coloniale. Elle n'a certes pas échappé aux critiques que lui ont valu ses guerres multiples et sanglantes contre les populations indigènes ni aux reproches de violenter les natifs et de porter atteinte à leur liberté. Ne lui a-t-on pas fait grief de ces longues insurrections à Sierra-Leone — de cet état d'hostilité dans la Nigéria, où tout dernièrement, d'après les journaux Anglais, la répression militaire a, en une seule circonstance, coûté la vie à 700 indigènes, à la plupart de leurs Chefs et au Sultan — de cette lutte qui se poursuit au Somaliland au prix du sacrifice de nombreuses vies humaines, sans que cependant il ne soit exprimé à la Chambre des Communes d'autre regret que celui du chiffre élevé des dépenses ?

Alors que ces attaques adressées à l'Angleterre l'ont laissée indifférente,

il y a lieu d'être surpris de la voir aujourd'hui attacher une toute autre importance à celles dirigées contre l'Etat du Congo.

On peut croire, cependant, que les préférences des indigènes de l'Etat du Congo demeurent acquises au Gouvernement d'une petite nation pacifique, dont les visées restent pacifiques comme a été pacifique sa création basée sur les Traités conclus avec les indigènes.

(Signé): CHR. DE CUVELIER.

Bruxelles, le 17 Septembre 1903.

TROISIÈME PARTIE

1^o ARBITRAGES INTERNATIONAUX

COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903 (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Venezuela) et d'autres protocoles (Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Suède et Norvège, Venezuela).

Séance du 22 février 1904. Prononcé de la sentence arbitrale.

(Texte Français)

PROTOCOLE XIV (1).

Séance du lundi 22 février 1904.

Le Tribunal s'est réuni à 11 h. du matin à portes closes, tous les Arbitres étant présents.

Les trois Arbitres ont signé la Sentence définitive du Tribunal qui est destinée à être déposée dans les archives du Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage et dont une copie certifiée conforme sera remise à chaque Partie en litige.

A 11 heures 1/4, la séance à portes closes a pris fin et a été immédiatement suivie d'une séance publique, tous les Arbitres étant présents, ainsi que :

Son Excellence Monsieur DE SCHLOEZER, Ministre d'Allemagne, qui avait été désigné pour représenter son Gouvernement ;

Monsieur Charles CORNEZ, Secrétaire de l'Avocat Conseil du Gouvernement Belge ;

(Texte Anglais)

PROTOCOL XIV

Meeting of Monday February 22nd 1904.

The Tribunal met at 11 a. m., with closed doors, all the Arbitrators being present.

The three Arbitrators signed the final award of the Tribunal which is to be preserved in the Archives of the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration and a certified copy of which will be handed to each Party to the litigation.

At 11.15 a. m. the meeting with closed doors came to an end and was immediately followed by a public meeting.

All the Arbitrators were present, and also :

His Excellency Mr. DE SCHLOEZER, the German Minister, who had been appointed to represent his Government ;

Mr. CHARLES CORNEZ, Secretary of the Counsel of the Belgian Government ;

(1) V. pour les protocoles précédents, *Arch. Dipl.*, 1903, n° 10-11-12.

Son Excellence Monsieur Emilio PARDO, Ministre des Etats-Unis Mexicains, Agent du Gouvernement Mexicain ;

Monsieur Louis RENAULT, Agent du Gouvernement français ;

Monsieur FROMAGEOT, Secrétaire de la Délégation française ;

Monsieur Arthur LARCOM, Agent du Gouvernement Britannique ;

Monsieur Gregory, Secrétaire de la Délégation Britannique ;

Monsieur DE WECKHERLIN, Agent des Gouvernements des Pays-Bas et de Suède et Norvège ;

Monsieur CROMMELIN, Secrétaire de l'Agent des Pays-Bas ;

Monsieur José DE J. PAUL, Conseil du Gouvernement Vénézuélien.

Le PRÉSIDENT donne la parole au Secrétaire Général du Tribunal d'Arbitrage pour lire la SENTENCE ARBITRALE dont voici la teneur :

« Le Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu des Protocoles, signés à Washington, le 7 mai 1903, entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie d'une part, et le Venezuela d'autre part ;

Considérant que d'autres Protocoles ont été signés à cet effet entre la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Mexique, les Pays-bas, la Suède et Norvège d'une part, et le Venezuela d'autre part ;

Considérant que tous ces Actes constatent l'accord de toutes les Parties contractantes relativement au règlement des réclamations contre le Gouvernement vénézuélien ;

Considérant que diverses autres questions, résultant de l'action des Gouvernements d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Italie concernant le règlement des réclamations n'étaient pas susceptibles d'une solution par voie diplomatique ordinaire ;

Considérant que les Puissances

His Excellency Mr. EMILIO PARDO Minister of the United States of Mexico, Agent of the Mexican Government ;

Mr. LOUIS RENAULT, Agent of the French Government ;

Mr. FROMAGEOT, Secretary of the French Delegation ;

Mr. ARTHUR LARCOM, Agent of the British Government ;

Mr. GREGORY, Secretary of the British Delegation ;

Mr. DE WECKHERLIN, Agent of the Netherland and of the Swedish and Norwegian Governments ;

Mr. CROMMELIN, Secretary of the Netherland Agent ;

Mr. JOSÉ DE J. PAUL, Counsel for Venezuela.

The President called on the Secretary-General of the Tribunal of Arbitration to read the AWARD OF THE TRIBUNAL, which is as follows :

« The Tribunal of Arbitration, constituted in virtue of the Protocols signed at Washington on May 7th 1903 between Germany, Great Britain and Italy on the one hand and Venezuela on the other hand ;

Whereas other Protocols were signed to the same effect by Belgium, France, Mexico, the Netherlands, Spain, Sweden and Norway and the United States of America on the one hand and Venezuela on the other hand ;

Whereas all these Protocols declare the agreement of all the contracting Parties with reference to the settlement of the claims against the Venezuelan Government ;

Whereas certain further questions, arising out of the action of the Governments of Germany, Great Britain and Italy concerning the settlement of their claims, were not susceptible of solution by the ordinary diplomatic methods ;

Whereas the Powers interested

intéressées ont décidé de résoudre ces questions en les soumettant à l'arbitrage, conformément aux dispositions de la Convention, signée à La Haye le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux ;

Considérant qu'en vertu de l'Article III des Protocoles de Washington du 7 mai 1903, Sa Majesté l'Empereur de Russie a été invité par toutes les Puissances intéressées à désigner parmi les membres de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye, trois Arbitres qui formeront le Tribunal d'Arbitrage chargé de résoudre et de régler les questions qui lui seront soumises en vertu des Protocoles susmentionnés ;

Attendu qu'aucun des Arbitres ainsi désignés ne pourrait être citoyen ou sujet de l'une quelconque des Puissances signataires ou créancières, et que le Tribunal devrait se réunir à La Haye le 1^{er} septembre 1903 et rendre sa sentence dans le délai de six mois ;

Sa Majesté l'Empereur de Russie, en se rendant au désir de toutes les Puissances signataires des Protocoles susmentionnés de Washington du 7 mai 1903, a daigné nommer comme Arbitres les membres suivants de la Cour Permanente d'Arbitrage à La Haye :

Son Excellence Monsieur N. V. MOURAIEFF, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté l'Empereur de Russie, Conseiller Privé Actuel, Ministre de la Justice et Procureur-Général de l'Empire de Russie ;

Monsieur H. LAMMASCH, Professeur de Droit Pénal et de Droit International à l'Université de Vienne, Membre de la Chambre des Seigneurs du Parlement autrichien, et

Son Excellence Monsieur F. DE MARTENS, Docteur en Droit, Conseiller Privé, Membre Permanent du Conseil du Ministère des Affai-

decided to solve these questions by submitting them to arbitration, in conformity with the dispositions of the Convention, signed at The Hague on July 29th 1899, for the pacific settlement of international disputes ;

Whereas in virtue of Article III of the Protocols of Washington of May 7th 1903, His Majesty the Emperor of Russia was requested by all the interested Powers to name and appoint from among the members of the Permanent Court of Arbitration of The Hague three Arbitrators who shall form the Tribunal of Arbitration charged with the solution and settlement of the questions which shall be submitted to it in virtue of the above named Protocols ;

Whereas none of the Arbitrators thus named could be a citizen or subject of any one of the signatory or creditor Powers and whereas the Tribunal was to meet at The Hague on September 1st 1903 and render its award within a term of six months ;

His Majesty the Emperor of Russia, conforming to the request of all the signatory Powers of the above-named Protocols of Washington of May 7th 1903, graciously named as Arbitrators the following members of the Permanent Court of Arbitration :

His Excellency Mr N. V. MOURAIEFF, Secretary of State of His Majesty the Emperor of Russia, Actual Privy Councillor, Minister of Justice and Procurator General of the Russian Empire,

Mr. H. LAMMASCH, Professor of Criminal and of International Law at the University of Vienna, Member of the Upper House of the Austrian Parliament, and

His Excellency Mr. F. DE MARTENS, Doctor of Law, Privy Councillor, Permanent Member of the Council of the Russian Ministry of

res Etrangères de Russie, Membre de l'Institut de France ;

Attendu que par des circonstances imprévues le Tribunal d'Arbitrage ne put être constitué définitivement que le 1^{er} octobre 1903, les Arbitres, dans leur première réunion du même jour, en procédant conformément à l'Article XXXIV de la Convention du 29 juillet 1899, à la nomination du Président du Tribunal, ont élu comme tel Son Excellence Monsieur MOURAIEFF, Ministre de la Justice ;

Et attendu qu'en vertu des Protocoles de Washington du 7 mai 1903, les susmentionnés Arbitres, réunis en Tribunal d'Arbitrage, également constitué, devaient décider, conformément à l'Article I des Protocoles de Washington du 7 mai 1903, ce qui suit :

« La question de savoir, si l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie ont ou n'ont pas droit à un traitement préférentiel ou séparé pour le paiement de leurs réclamations contre le Venezuela et la trancher sans appel ;

» Le Venezuela ayant consenti à mettre de côté 30 pour cent du revenu des douanes de La Guayra et de Puerto Cabello pour le paiement des réclamations de toutes les nations contre le Venezuela, le Tribunal de La Haye décidera comment ces recettes seront réparties entre les Puissances qui ont effectué le blocus d'une part, et les autres Puissances créancières d'autre part, et sa décision sera sans appel.

» Si un traitement préférentiel ou séparé n'est pas accordé aux Puissances bloquantes, le Tribunal décidera comment les susdits revenus seront répartis entre toutes les Puissances créancières ; et les Parties conviennent que, dans ce cas, le Tribunal prendra en considération, par rapport aux paiements à effectuer

Foreign Affairs, Member of the « Institut de France » ;

Whereas by unforeseen circumstances the Tribunal of Arbitration could not be definitely constituted till October 1st 1903, the Arbitrators, at their first meeting on that day proceeding in conformity with Article XXXIV of the Convention of July 29th 1899 to the nomination of the President of the Tribunal, elected as such His Excellency Mr. MOURAIEFF, Minister of Justice ;

And whereas in virtue of the Protocols of Washington of May 7th 1903, the above named Arbitrators, forming the legally constituted Tribunal of Arbitration, had to decide, in conformity with Article I of the Protocols of Washington of May 7th 1903, the following points : « The question as to whether or not Germany, Great Britain and Italy are entitled to preferential or separate treatment in the payment of their claims against Venezuela, and its decision shall be final.

» Venezuela having agreed to set aside 30 per cent of the Customs Revenues of La Guayra and Puerto Cabello for the payment of the claims of all nations against Venezuela, the Tribunal at The Hague shall decide how the said revenues shall be divided between the Blockading Powers on the one hand and the other Creditor Powers on the other hand, and its decision shall be final.

» If preferential or separate treatment is not given to the Blockading Powers, the Tribunal shall decide how the said revenue shall be distributed among all the Creditor Powers, and the Parties hereto agree that the Tribunal, in that case, shall consider, in connection with the payment of the claims out of the 30 per cent, any

» au moyen de 30 pour cent tout droit de préférence ou de gage sur les revenus dont serait titulaire l'une quelconque des Puissances créancières, et le Tribunal tranchera, en conséquence, la question de répartition de façon qu'aucune Puissance ne jouisse d'un traitement préférentiel, et sa décision sera sans appel ».

Attendu que les susmentionnés Arbitres, ayant examiné avec impartialité et soin tous les documents et actes, présentés au Tribunal d'Arbitrage par les Agents des Puissances intéressées dans ce litige, et ayant entendu avec la plus grande attention les plaidoiries orales, prononcées devant le Tribunal, par les Agents et Conseils des Parties en litige ;

Considérant que le Tribunal, en examinant le présent litige, devait se régler d'après les principes du droit international et les notions de la justice ;

Considérant que les différents Protocoles signés à Washington depuis le 13 février 1903 et particulièrement les Protocoles du 7 mai 1903, dont la force obligatoire ne saurait être mise en doute, forment la base légale de la sentence arbitrale ;

Considérant que le Tribunal d'Arbitrage n'est nullement compétent ni pour contester la juridiction des commissions mixtes arbitrales, établies à Caracas, ni pour juger leur action ;

Considérant que le Tribunal ne se reconnaît absolument aucune compétence pour porter un jugement sur le caractère ou la nature des opérations militaires entreprises par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie contre le Venezuela.

Considérant que le Tribunal d'Arbitrage n'était non plus appelé à décider si les trois Puissances bloquantes avaient épuisé dans leur

» preference or pledges of revenues enjoyed by any of the Creditor Powers, and shall obtain preferential treatment, and its decision shall be final »

Whereas the above named Arbitrators, having examined with impartiality and care all the documents and acts presented to the Tribunal of Arbitration by the Agents of the Powers interested in this litigation, and having listened with the greatest attention to the oral pleadings delivered before the Tribunal by the Agents and Counsel of the Parties to the litigation :

Whereas the Tribunal, in its examination of the present litigation, had to be guided by the principles of International Law and the maxims of justice ;

Whereas the various Protocols signed at Washington since February 13th 1903 and particularly the protocols of May 7th 1903, the obligatory force of which is beyond all doubt, form the legal basis for the arbitral award ;

Whereas the Tribunal has no competence at all either to contest the jurisdiction of the Mixed Commissions of Arbitration established at Caracas, nor to judge their action ;

Whereas the Tribunal considers itself absolutely incompetent to give a decision as to the character or the nature of the military operations undertaken by Germany, Great Britain and Italy against Venezuela ;

Whereas also the Tribunal of Arbitration was not called upon to decide whether the three Blocking Powers had exhausted all pa-

conflit avec le Venezuela tous les moyens pacifiques, afin de prévenir l'emploi de la force ;

Qu'il peut seulement constater le fait que depuis 1901 le Gouvernement du Venezuela refusait catégoriquement de soumettre son conflit avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne à l'arbitrage, proposé à plusieurs reprises et tout spécialement par la Note du Gouvernement Allemand du 16 juillet 1901 ;

Considérant qu'après la guerre entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie d'une part, et le Venezuela d'autre part, aucun traité formel de paix ne fut conclu entre les Puissances belligérantes ;

Considérant que les Protocoles, signés à Washington le 13 février 1903, n'avaient point réglé toutes les questions en litige entre les Parties belligérantes, en laissant particulièrement ouverte la question de la répartition des recettes des douanes de La Guayra et de Puerto Cabello ;

Considérant que les Puissances belligérantes, en soumettant la question du traitement préférentiel par rapport à ces recettes au jugement du Tribunal d'Arbitrage, sont tombées d'accord que la sentence arbitrale doit servir à compléter cette lacune et à assurer le rétablissement définitif de la paix entre elles ;

Considérant d'une part que les opérations de guerre des trois grandes Puissances européennes contre le Venezuela ont cessé avant qu'elles eussent reçu satisfaction sur toutes leurs réclamations, et d'autre part, que la question du traitement préférentiel a été soumise à l'arbitrage, le Tribunal doit reconnaître dans ces faits un témoignage précieux en faveur du grand principe de l'arbitrage dans toutes les phases des conflits internationaux ;

Considérant que les Puissances bloquantes, en admettant l'adhé-

cifc methods in their dispute with Venezuela in order to prevent the employment of force ;

And it can only state the fact that since 1901 the Government of Venezuela categorically refused to submit its dispute with Germany and Great Britain to arbitration which was proposed several times and especially by the Note of the German Government of July 16th 1901 ;

Whereas after the war between Germany, Great Britain and Italy on the one hand and Venezuela on the other hand no formal treaty of peace was concluded betewen the belligerent Powers ;

Whereas the Protocols, signed at Washington on February 13th 1903, had not settled all the questions in dispute between the belligerent Parties, leaving open in particular the question of the distribution of the receipts of the Customs of La Guayra and Puerto Cabello ;

Whereas the belligerent Powers in submitting the question of preferential treatment in the matter of these receipts to the judgment of the Tribunal of Arbitration, agreed that the arbitral award should serve to fill up this void and to ensure the definite reestablishment of peace between them :

Whereas on the other hand the warlike operations of the three great European Powers against Venezuela ceased before they had received satisfaction on all their claims, and on the other hand the question of preferential treatment was submitted to arbitration, the Tribunal must recognize in these facts precious evidence in favour of the great principle of arbitration in all phases of international disputes ;

Whereas the Blockading Powers, in admitting ihe adhesion to the

sion aux stipulations des Protocoles du 13 février 1903 des autres Puissances ayant des réclamations à l'égard du Venezuela, ne pouvaient évidemment avoir l'intention de renoncer ni à leurs droits acquis, ni à leur position privilégiée de fait ;

Considérant que le Gouvernement du Venezuela dans les Protocoles du 13 février (Article I) reconnaît lui-même « *en principe le bien-fondé des réclamations* » présentées contre lui par les Gouvernements d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Italie ;

Tandis que dans les Protocoles, signés entre le Venezuela et les Puissances dites neutres ou pacifiques, le bien-fondé des réclamations de ces dernières n'a point été reconnu en principe ;

Considérant que le Gouvernement du Venezuela jusqu'à la fin de janvier 1903 ne protestait nullement contre la prétention des Puissances bloquantes d'exiger des gages spéciaux pour le règlement de leurs réclamations ;

Considérant que le Venezuela lui-même faisait toujours durant les négociations diplomatiques une distinction formelle entre « *les Puissances alliées* » et « *les Puissances neutres ou pacifiques* » ;

Considérant que les Puissances neutres, qui réclament actuellement devant le Tribunal d'Arbitrage l'égalité dans la répartition de 30 o/o des recettes des douanes de La Guayra et de Puerto Cabello, n'ont pas protesté contre la prétention des Puissances bloquantes à un traitement préférentiel, ni au moment de la cessation de la guerre contre le Venezuela, ni immédiatement après la signature des Protocoles du 13 février 1903 ;

Considérant qu'il résulte des négociations diplomatiques, ayant abouti à la signature des Protocoles du 13 février et 7 mai 1903,

stipulations of the Protocols of February 13th 1903 of the other Powers which had claims against Venezuela, could evidently not have the intention of renouncing either their acquired rights or their actual privileged position ;

Whereas the Government of Venezuela in the Protocols of February 13th 1903 (Article I) itself recognizes « *in principle the justice of the claims* » presented to it by the Governments of Germany, Great Britain and Italy ;

While in the Protocol signed between Venezuela and the so-called neutral or pacific Powers the justice of the claims of these latter was not recognized in principle ;

Whereas the Government of Venezuela until the end of January 1903 in no way protested against the pretention of the Blockading Powers to insist on special securities for the settlement of their claims ;

Whereas Venezuela itself during the diplomatic negotiations always made a formal distinction between « *the allied Powers* » and « *the neutral or pacific Powers* » ;

Whereas the neutral Powers, who claim before the Tribunal of Arbitration equality in the distribution of the 30 per cent of the Customs receipts of La Guayra and Puerto Cabello, did not protest against the pretensions of the Blockading Powers to a preferential treatment either at the moment of the cessation of the war against Venezuela or immediately after the signature of the Protocols of February 13th 1903 ;

Whereas it appears from the negotiations which resulted in the signature of the Protocols of February 13th and May 7th 1903 that the

que les Gouvernements Allemand et Britannique insistaient constamment sur ce qu'il leur soit donné des garanties pour « *a sufficient and punctual discharge of the obligations* » (Memorandum Britannique du 23 décembre 1902, communiqué au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique) ;

Considérant que le Plénipotentiaire du Gouvernement du Venezuela accepta ces réserves de la part des Puissances alliées sans la moindre protestation ;

Considérant que le Gouvernement du Venezuela ne s'engagea, qu'à l'égard des Puissances alliées, à offrir des garanties spéciales pour l'accomplissement des engagements pris par lui ;

Considérant que la bonne foi qui doit régir les relations internationales impose le devoir de constater que les mots « *all claims* » employés par le Représentant du Gouvernement du Venezuela dans ses pourparlers avec les Représentants des Puissances alliées (Statement left in the hands of Sir Michael H. HERBERT by Mr. H. BOWEN of 23 January 1903), ne pouvaient viser que les réclamations de ces dernières et ne pouvaient se rapporter qu'à celles-ci ;

Considérant que les Puissances neutres, n'ayant pris aucune part aux opérations de guerre contre le Venezuela, pourraient sous quelque rapport profiter des circonstances créées par ces opérations, sans toutefois acquérir des droits nouveaux ;

Considérant que les droits acquis des Puissances neutres ou pacifiques à l'égard du Venezuela restent à l'avenir absolument intacts et garantis par des arrangements internationaux respectifs ;

Considérant qu'en vertu de l'article V des protocoles du 7 mai 1903, signés à Washington, le Tribunal « décidera aussi suivant la

German and British Governments constantly insisted on their being given guarantees for « *a sufficient and punctual discharge of the obligations* » (British Memorandum of December 23rd 1902, communicated to the Government of the United States of America) ;

Whereas the plenipotentiary of the Government of Venezuela accepted this reservation on the part of the allied Powers without the least protest ;

Whereas the Government of Venezuela engaged, with respect to the allied Powers alone, to offer special guarantees for the accomplishment of its engagements ;

Whereas the good faith which ought to govern international relations imposes the duty of stating that the words « *all claims* » used by the Representatives of the allied Powers (Statement left in the hands of Sir MICHAEL HERBERT by Mr. H. BOWEN of January 23rd 1903), could only mean the claims of these latter and could only refer to them ;

Whereas the neutral Powers, having taken no part in the warlike operations against Venezuela, could in some respects profit by the circumstances created by those operations, but without acquiring any new rights ;

Whereas the rights acquired by the neutral or pacific Powers with regard to Venezuela remain in the future absolutely intact and guaranteed by respective international arrangements ;

Whereas in virtue of Article V of the Protocols of May 7th 1903, signed at Washington, the Tribunal « shall also decide, subject to the

» disposition générale, formulée
» par l'article LVII de la Conven-
» tion internationale du 29 juillet
» 1899, comment, quand et par qui
» les frais du présent arbitrage se-
» ront payés » ;

Par ces motifs :

Le Tribunal d'arbitrage décide et prononce à l'unanimité ce qui suit :

1° L'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Italie ont droit à un traitement préférentiel pour le paiement de leurs réclamations contre le Venezuela ;

2° Le Venezuela ayant consenti à mettre de côté 30 pour cent du revenu des douanes de La Guayra et de Puerto Cabello pour le paiement des réclamations de toutes les nations contre le Venezuela, les trois Puissances susmentionnées ont un droit de préférence au paiement de leurs réclamations au moyen de ces 30 pour cent des recettes des deux ports vénézuéliens sus-indiqués ;

3° Chaque partie en litige supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est chargé de veiller à l'exécution de cette dernière disposition dans le délai de trois mois.

Fait à La Haye, dans l'Hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, le 22 février 1904.

(Signé) N. MOURAWEFF.

(Signé) H. LAMMASCH.

(Signé) MARTENS. »

Le Président prononce ensuite l'allocution suivante :

« Le Tribunal d'arbitrage, institué par l'accord des Puissances pour régler la principale question juridique, issue du différend vénézuélien a terminé sa mission. Les copies officielles de la sentence qui vient d'être proclamée, seront délivrées dès aujourd'hui par les soins

» general provisions laid down in
» Article LVII of the International
» Convention of July 29th 1899,
» how, when and by whom the
» costs of this arbitration shall be
» paid » ;

For these reasons, the Tribunal of Arbitration decides and pronounces unanimously that :

1. Germany, Great Britain and Italy have a right to preferential treatment for the payment of their claims against Venezuela ;

2. Venezuela having consented to put aside 30 per cent of the revenues of the Customs of La Guayra and Puerto Cabello for the payment of the claims of all nations against Venezuela, the three above named Powers have a right to preference in the payment of their claims by means of these 30 per cent of the receipts of the two Venezuelan Ports above mentioned ;

3. Each Party to the litigation shall bear its own costs and an equal share of the costs of the Tribunal.

The Government of the United States of America is charged with seeing to the execution of this latter clause within a term of three months.

Done at The Hague, in the Permanent Court of Arbitration, February 22nd 1904.

(Signed) : N. MOURAWEFF.

— H. LAMMASCH.

— MARTENS.

The PRESIDENT then spoke as follows :

« The Tribunal of Arbitration, instituted by agreement of the Powers to settle the principal judicial question which arose out of the Venezuelan dispute, has concluded its mission. — The official copies of the Award, which has just been pronounced, will be delivered to-day

du secrétariat général aux représentants des parties en litige. Dûment notifiée, cette sentence, aux termes de l'article 1 des Protocoles signés à Washington le 7 mai 1903, et de l'article 45 de la Convention du 29 juillet 1899 est définitive et sans appel.

La conscience des arbitres qui ont rendu la sentence, a été suffisamment éclairée par un examen approfondi de la cause, et ils se sont prononcés, après mûre réflexion, en pleine impartialité et indépendance. Leur décision unanime, soigneusement motivée, est susceptible, comme chaque œuvre de l'homme, d'appréciations critiques, mais comme chose jugée, elle se trouve en dehors, sinon au-dessus des oppositions et des recours. La justice internationale a parlé — il n'y a qu'à s'incliner devant son arrêt.

Evidemment, ce n'est ni le lieu, ni le moment de faire de la politique et nous n'en ferons pas, mais qu'il me soit permis de dire quelques mots encore avant de conclure cette belle manifestation de l'esprit conciliant des Etats, d'énoncer quelques considérations personnelles d'actualité récente, hélas, si défavorablement modifiée depuis notre première réunion dans ces murs hospitaliers. Nous avons commencé nos labours au milieu d'une situation plus ou moins paisible; nous achevons notre tâche au bruit sinistre des armes. Ainsi le veut la loi implacable de l'histoire ou plutôt l'imperfection flagrante des conditions, qui enserrent la nature humaine, trop souvent entravée dans sa marche pénible vers la lumière et le bien. On aspire à la paix de toutes les forces de son âme on y travaille assidument, avec conviction et ferveur — et, néanmoins, on n'est pas à l'abri d'une provocation hostile, d'une attaque inat-

by the intermediary of the Secretary-General to the Representatives of the Parties to the litigation. This Award, duly notified, is, by the terms of Article 1 of the Protocols signed at Washington May 7th 1903 and of Article 54 of the Convention of July 29th 1899, final and beyond appeal.

The conscience of the Arbitrators, who have delivered the Award was sufficiently enlightened by a thorough examination of the case, and they have given their decision after mature reflection, with complete impartiality and independence. Their unanimous and carefully elaborated decision is, like every human action, susceptible of adverse criticism, but as a judicial thing finally decided, it is beyond, if not above, opposition and resistance. International Justice has spoken — one can only bow before its decree.

Obviously, it is neither the time nor the place for politics and we will not treat of politics, but may I say only a few words before closing this grand manifestation of the conciliatory spirit of nations, a few personal considerations on the subject of recent events, which have alas so unfavourably changed the circumstances under which we first met within these hospitable walls. We began our labours in the midst of a more or less peaceful situation ; we finish our task to the sinister sound of arms. Thus it is willed by the implacable law of history, or rather by the flagrant imperfection of the conditions which confine human nature, too often hindered in its laborious progress towards light and right. We aspires to peace with all the strength of one's soul and labours for it assiduously with conviction and fervour — and, nevertheless, we are not safe from a hostile challenge, from an unexpected attack. We sincerely desires the

tendue. On veut sincèrement la conservation de la paix — et on est obligé d'accepter courageusement une guerre de légitime défense au nom de l'honneur et de la dignité de la patrie. Dans ce conflit dououreux du cœur et du devoir il reste une consolation suprême : la foi chaleureuse et absolue en la juste Providence des peuples et des batailles, qui saura distinguer entre le bon droit et les prétentions ambitieuses, entre la résolution tranquille, la fermete inébranlable, et l'élan belliqueux, l'ardeur passionnée. Mais quand la tempête, mettant aux prises sanglantes du corps à corps les deux courants, européen et asiatique, aura enfin passé — tout passe ici-bas ! — alors, nous y croyons religieusement, alors se dissiperont les nuages épais, qui ont assombri notre horizon, et renâtra le calme réparateur, faisant briller avec plus d'éclat les bienfaits un instant méconnus du développement pacifique. L'arbitrage de La Haye, créé par la sagesse généreuse demeure ce qu'il est — un rempart de la justice, de la vérité et de la raison, une espérance sublime d'un meilleur avenir.

Je déclare la clôture de la présente dernière séance et la dislocation régulière du Tribunal arbitral. »

La séance est levée à midi.

La Haye, le 22 février 1904.

Le président :
N. MOURAWIEFF.

Le Secrétaire-Général :
L. H. RUYSENNAERS.

Les Secrétaires :
RÖELL.
GRANVILLE.

maintenance of peace — and we are forced to accept courageously a war of legitimate self-defence in the name of the honour and dignity of one's Country. In this painful conflict of heart and duty there remains one supreme consolation : warm and absolute faith in the just Providence of peoples and of battles, who will know how to distinguish between valid right and ambitious pretensions, between calm resolution and immovable constancy on the one hand and warlike zeal and passionate ardour on the other. But when the tempest, which throws the two currents, European and Asiatic, into such violent collision, shall at last have passed — and everything passes in this world ! — then, we religiously believe, the thick clouds which have darkened our horizon will be scattered and a restoring calm will appear again and make the benefits, a moment forgotten, of peaceful development shine more brilliantly than ever. — The Hague Arbitration, created by such generous wisdom, remains what it is — a rampart of justice, of truth and of reason, a sublime hope of a better future.

I declare the present last meeting closed and the Tribunal of Arbitration formally dissolved »

The sitting of the Tribunal was closed at 12 noon.

The Hague, February 22nd 1904.

The President :
N. MOURAWIEF.

The Secretary-General :
L. H. RUYSENNAERS

The Secretaries :
RÖELL.
GRANVILLE.

2^o LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Rappel des obligations qui découlent de la neutralité

(15 février 1904) (1)

Après avoir reçu notification officielle de l'état de guerre existant entre la Russie et le Japon, le Gouvernement de la République a rappelé à ses agents en France, dans les colonies et pays de protectorat et, par ses représentants diplomatiques, aux Français résidant à l'étranger, les obligations qui découlent de la neutralité.

CONGO FRANÇAIS

Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant réorganisation du Congo français et dépendances.

Paris, le 29 décembre 1903. (2)

Monsieur le Président,

Les possessions dépendant du Congo français, telles qu'elles sont aujourd'hui délimitées par des conventions internationales, offrent une étendue considérable. La nature de leur sol, leur climat, le système hydrographique auquel elles se rattachent et que caractérisent trois grands fleuves, l'Ogooué, le Congo, le Chari, maintiennent entre elles certaines affinités et permettent de les grouper en une même zone géographiquement unifiée.

Cette unité, toutefois, est possible et nécessaire dans l'ordre politique ; elle rencontre, au contraire, les obstacles les plus sérieux dans l'ordre administratif. Il a paru rationnel dès lors, de rechercher les bases d'une décentralisation administrative du Congo français, tout en laissant au commissaire général, sur l'ensemble de nos possessions, la haute direction qui lui appartient aux termes du décret du 5 juillet 1902 (3). Dans ce but, mon département a été conduit à penser que, pour tenir compte à la fois de la difficulté des communications, des ressources du pays et du degré d'influence que nous exerçons sur les populations, il conviendrait de distinguer dans nos possessions du Congo quatre régions : 1^o le Gabon ;

(1) *Journ. Off.*, 15 février 1904, p. 1089.

(2) *Journ. Off.* 24 janvier 1904.

(3) *Arch. dip.*, 1901-1902, n^os 7-8-9, p. 364-366.

2° le Moyen-Congo ; 3° le territoire de l'Oubangui-Chari ; 4° le territoire du Tchad.

Le Gabon est le pays où la domination française s'est, dans cette partie de l'Afrique, établie tout d'abord ; il n'est pas compris, en outre, dans la zone où se trouve appliqué le régime commercial institué par l'acte général de la conférence de Berlin.

Le Moyen-Congo, au contraire, embrasse exclusivement des pays soumis à ce régime spécial.

Le territoire de l'Oubangui-Chari, c'est-à-dire la partie française du bassin de l'Oubangui et le bassin supérieur du Chari, est très éloigné de la côte et d'un accès plus difficile.

Le territoire du Tchad enfin comprend des pays sur lesquels notre influence vient à peine de s'établir ou même ne doit pénétrer que lentement et progressivement ; il ne dispose encore que de ressources extrêmement modestes dont l'exiguité rend actuellement à peu près impossible l'équilibre normal du budget spécial institué par le décret du 5 septembre 1900. Telle étant la situation, il me paraît désirable de constituer dans l'ensemble de ces quatre régions deux colonies distinctes ayant des budgets locaux et des conseils d'administration séparés.

La première de ces colonies serait formée par le Gabon sous l'autorité immédiate d'un lieutenant gouverneur ; la seconde embrassera le Moyen-Congo, sous la direction personnelle du commissaire général, dont la résidence serait désormais à Brazzaville. Il serait, en effet, prématuré de donner dès maintenant aux territoires de l'Oubangui-Chari et du Tchad une autonomie administrative et financière, et il me semble plus sage de les maintenir présentement sous la direction immédiate du commissaire général, assisté par un délégué permanent à Bangui, et, dans la région du Tchad, par l'officier commandant les troupes.

Les attributions administratives que le commissaire général exerce-rait ainsi personnellement dans les territoires du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Tchad, se superposeraient à la haute direction qu'il conserve au point de vue politique et au contrôle supérieur qui lui appartiennent sur les divers services publics, dans l'ensemble de nos possessions.

Le budget local de la colonie du Moyen-Congo comprendrait une section spéciale s'appliquant aux recettes et aux dépenses des territoires de l'Oubangui-Chari et du Tchad, ainsi qu'aux recettes et aux dépenses communes à l'ensemble de nos possessions. Cette section spéciale représenterait, pour le présent et surtout pour l'avenir, l'union financière des divers territoires dont l'ensemble constitue le Congo français et dépendances ; c'est en elle que se manifesteraient finalement l'accroissement des ressources du pays et les charges nouvelles qu'il y aurait lieu de supporter dans l'intérêt général de nos possessions.

Enfin, pour l'étude des questions communes à l'ensemble du Congo français et dépendances, il serait institué un conseil supérieur du gouvernement qui aurait en particulier pour mission d'arrêter chaque année, et sauf approbation par décret, les projets de budgets locaux.

J'ai préparé sur ces bases, monsieur le Président, et j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, en vue de la réorganisation du Congo français et dépendances le projet de décret ci-annexé.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 28 septembre 1897, 5 septembre 1900, et 5 juillet 1902, portant réorganisation du Congo français ;

Vu le décret du 11 octobre 1899 portant réorganisation des conseils d'administration de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Congo français et de la côte française des Somalis ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les possessions du Congo français et dépendances, placées sous la haute autorité d'un commissaire général dont la résidence est à Brazzaville, comprennent :

1^o La colonie du Gabon, c'est-à-dire l'ensemble de la région maritime comprise entre la Guinée espagnole, le Cameroun et les limites du bassin conventionnel du Congo ;

2^o Le Moyen-Congo, comprenant tous les territoires limités par le Gabon et la frontière du Cameroun jusqu'au 7^e degré de latitude Nord, puis par ce parallèle jusqu'à la ligne de partage des eaux entre le bassin du Chari et du Congo, et par cette ligne de partage des eaux jusques et non compris le bassin de l'Ombella et l'enclave du Bangui ; enfin, par la frontière de l'Etat indépendant du Congo et celle de la colonie portugaise de Cabinda ;

3^o Le territoire de l'Oubangui-Chari comprenant toute la région située au nord et à l'est du Moyen-Congo ; il est limité au nord par le 7^e degré de latitude jusqu'au point où ce parallèle coupe à l'Est la ligne du bassin conventionnel, puis par cette ligne elle-même jusqu'à la frontière de l'Etat indépendant ;

4^o Le territoire du Tchad comprenant toute la région située au nord de l'Oubangui-Chari placée sous l'influence de la France en vertu des conventions internationales et ne dépendant pas du gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Art. 2. — Le Gabon constitue une colonie ayant son autonomie administrative et financière sous l'autorité immédiate d'un lieutenant-gouverneur et sous la haute direction du commissaire général. Le lieutenant-gouverneur a sa résidence à Libreville, il est assisté d'un secrétaire général et d'un conseil d'administration.

Art. 3. — Le Moyen-Congo constitue une colonie ayant son autonomie administrative et financière sous l'autorité directe du commissaire général qui a sa résidence à Brazzaville. Il est assisté d'un secrétaire général et d'un conseil d'administration.

Art. 4. — Le commissaire général est représenté à Bangui par un délégué permanent chargé de l'administration du territoire de l'Oubangui-Chari et dans le territoire du Tchad par l'officier commandant les troupes stationnées dans ce territoire.

Il peut leur déléguer une partie de ses pouvoirs.

Art. 5. — Le commissaire général est le dépositaire des pouvoirs du

gouvernement de la République dans toute l'étendue des possessions du Congo français et dépendances.

Il est assisté d'un conseil de gouvernement.

Il organise les services à l'exception de ceux qui sont régis par les actes de l'autorité métropolitaine ; il règle leurs attributions.

Il nomme tous les fonctionnaires et agents des services locaux à l'exception toutefois des fonctionnaires et agents dont la nomination est réservée à l'autorité métropolitaine par des actes organiques ou de ceux qui sont détachés des services métropolitains.

Les fonctionnaires et agents mis à la disposition du commissaire général sont répartis par lui entre les divers territoires placés sous sa haute direction, sauf en ce qui concerne les secrétaires généraux, les magistrats et les agents du Trésor.

Le commissaire général conserve, toutefois, pour le personnel judiciaire le droit de procéder à des nominations intérimaires dans les conditions prévues par le décret du 17 mars 1903.

Art. 6. — Le commissaire général peut déléguer, par décision spéciale et limitative et sous sa responsabilité, le droit de nomination au lieutenant gouverneur du Gabon et à son délégué permanent de Bangui.

Art. 7. — Le commissaire général détermine les circonscriptions administratives dans chacune des possessions placées sous sa haute autorité. Il peut déléguer ce droit au lieutenant gouverneur du Gabon, à son délégué de Bangui et à son représentant dans la circonscription du Tchad.

Art. 8. — Le commissaire général centralise la correspondance et a seul le droit de correspondre avec le Gouvernement. Il peut, par décision spéciale et pour des questions limitativement déterminées, autoriser sous sa responsabilité le lieutenant gouverneur du Gabon à correspondre directement avec le ministre des colonies.

Dans le cas d'extrême urgence, le lieutenant gouverneur du Gabon peut, sans l'autorisation du commissaire général, correspondre directement avec le ministre.

Les duplicata de toute correspondance directe doivent être sans retard adressés par lui au commissaire général.

Art. 9. — Le budget local du Moyen-Congo établi par le commissaire général en conseil d'administration, celui du Gabon établi par le lieutenant gouverneur en conseil d'administration, sont arrêtés l'un et l'autre par le commissaire général en conseil de gouvernement, en même temps que la section spéciale du budget du Moyen-Congo dont il sera parlé ci-après, et approuvés par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies.

Art. 10. — Il est créé au budget du Moyen-Congo une section spéciale où sont inscrites :

1° Les dépenses du commissariat général ;

Des services communs du Congo français et dépendances ;

De la magistrature ;

De l'établissement des lignes ou câbles télégraphiques ou téléphoniques ;

Les dépenses politiques ;

Les dépenses du Trésor ;
 Les dépenses de navigation sur le Congo et l'Oubangui ;
 Les annuités des emprunts contractés ou à contracter par l'ensemble des possessions du Congo français et dépendances ;
 Les contingents à verser éventuellement à l'Etat ;
 Les subventions à verser, le cas échéant, à la colonie du Gabon et au Moyen-Congo ;
 L'intégralité des dépenses des territoires de l'Oubangui-Chari et du Tchad.

Les recettes de cette même section destinées à faire face aux dépences ci-dessus sont :

La subvention métropolitaine ;
 Le droit de statistique fixe par les arrêtés en vigueur et perçu pour l'ensemble des possessions du Congo français et dépendances ;
 Les recettes de tout ordre réalisées sur la navigation du Congo et du l'Oubangui ;
 Les taxes télégraphiques de transit à travers tous les territoires du Congo français et dépendances.

Le contingent à recevoir, le cas échéant, des budget du Gabon et du Moyen-Congo.

Un prélèvement sur les recettes domaniales du Congo français et dépendances dont le montant sera fixé annuellement par le ministre ;
 Le montant des emprunts contractés ou à contracter par les possessions du Congo français et dépendances ;
 L'intégralité des recettes réalisées dans les territoires de l'Oubangui et du Tchad.

Art. 11. — Le lieutenant-gouverneur du Gabon est, sous le contrôle du commissaire général, ordonnateur du budget de la colonie qu'il administre.

Le commissaire général a l'ordonnancement des dépenses du budget du Moyen-Congo et de sa section spéciale. Il peut déléguer les crédits qui sont à sa disposition.

Le décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies est applicable aux budgets du Congo français et dépendances.

Les excédents de recettes des deux sections du budget du Moyen-Congo seront respectivement versés à deux caisses de réserve distinctes correspondant à chacune des sections du budget.

Art. 12. — Le service du Trésor dans les possessions du Congo français et dépendances est assuré :

1° Pour la colonie du Gabon, par un trésorier-payeur résidant à Libreville et justiciable de la cour des comptes ;

2° Pour la colonie du Moyen-Congo : 1° par un trésorier-payeur justiciable de la cour des comptes résidant à Brazzaville et chargé de la centralisation de toutes les opérations du budget et de sa section spéciale ; 2° par un préposé du Trésor résidant à Bangui et placé sous les ordres du trésorier-payeur de Brazzaville.

Art. 13. — Le lieutenant-gouverneur du Gabon remplace par intérim le commissaire général de la colonie.

Il est lui-même remplacé par intérim par le secrétaire général du Gabon.

Le commissaire spécial du Gouvernement près les sociétés concessionnaires, institué par décret du 5 juillet 1902, est maintenu. Les attributions, la solde et les accessoires de solde du fonctionnaire désigné pour ce poste sont fixés par arrêté du commissaire général approuvé par le ministre.

Art. 14. — Les budgets du Gabon et du Moyen-Congo et de sa section spéciale tels qu'ils sont constitués par le présent décret, seront mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1904. La caisse de réserve de l'ancien budget local du Congo sera, à la clôture de l'exercice 1903, répartie dans la proportion de un quart au budget du Gabon, un quart au budget du Moyen-Congo, un demi à la section spéciale du même budget.

Art. 15. — Les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 16. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 décembre 1903.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
ROUVIER.

Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant organisation du conseil de gouvernement et des conseils d'administration du Congo français et dépendances.

Paris, le 29 décembre 1903 (1)

Monsieur le Président,

Un décret en date de ce jour a prévu l'institution d'un conseil de gouvernement du Congo français et dépendances. La réorganisation de nos possessions a nécessité, d'autre part, la création de deux conseils d'administration distincts, l'un pour la colonie du Gabon, l'autre pour la colonie du Moyen-Congo.

Il y a lieu de fixer la composition de ces divers conseils et d'en déterminer le fonctionnement ; c'est dans ce but que j'ai préparé et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant organisation des possessions du Congo français et dépendances ;

(1) *Journ. Off.* 24 janvier 1904.

Vu les décrets des 11 octobre 1899 et 4 mars 1903, portant réorganisation du conseil d'administration du Congo français ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est institué pour l'ensemble des possessions du Congo français et dépendances, un conseil de gouvernement dont le siège est à Brazzaville et qui est ainsi composé :

- 1^o Le commissaire général, président ;
- 2^o Le lieutenant gouverneur du Gabon ou son représentant ;
- 3^o Le délégué du commissaire général à Bangui ou son représentant ;
- 4^o Le commandant du territoire du Tchad ou son représentant ;
- 5^o Les membres du conseil d'administration du Moyen-Congo ;
- 6^o Le secrétaire du conseil d'administration du Moyen-Congo, secrétaire.

Les chefs des services civils, militaires et maritimes peuvent être appelés au conseil de gouvernement, avec voix consultative, lorsqu'il s'y traite des affaires de leur compétence.

L'inspecteur des colonies, chef de mission, a le droit d'assister aux séances du conseil de gouvernement avec voix consultative, ou de s'y faire représenter par un des inspecteurs qui l'accompagne. Il siège en face du président.

Art. 2. — Le conseil du gouvernement du Congo français et dépendances tient au moins une session par an. Il se réunit sur la convocation du commissaire général.

Art. 3. — Le commissaire général arrête en conseil de gouvernement les budgets du Congo français et dépendances. Le conseil de gouvernement donne, en outre, son avis sur toutes les questions de colonisation, de finances, de douanes, de travaux publics, d'administration générale intéressant le Congo français et dépendances et qui sont soumises à son examen par le commissaire général.

Art. 4. — Le conseil d'administration du Gabon est ainsi composé :

Le lieutenant gouverneur, président ;

Le secrétaire général ;

Deux membres choisis parmi les fonctionnaires et les magistrats désignés par le lieutenant gouverneur ;

Trois membres choisis parmi les habitants notables désignés par le lieutenant gouverneur pour une période de deux années.

Trois habitants notables sont en outre désignés par le lieutenant gouverneur comme membres suppléants pour remplacer, en cas d'absence, les trois habitants notables membres titulaires.

Un secrétaire archiviste est attaché au conseil.

Le conseil d'administration du Moyen-Congo est ainsi composé :

Le commissaire général, président ;

Le secrétaire général ;

Le chef du service judiciaire ;

Le commandant des troupes ;

Un membre choisi parmi les fonctionnaires et magistrats et désigné par le commissaire général ;

Trois membres choisis parmi les habitants notables désignés par le commissaire général pour une période de deux années ;

Trois habitants notables sont en outre désignés par le commissaire général comme membres suppléants pour remplacer, en cas d'absence, les trois habitants notables, membres titulaires.

Un secrétaire-archiviste est attaché au conseil.

Art. 5. — Les conseils d'administration du Gabon et du Moyen-Congo se constituent en conseils du contentieux administratif par l'adjonction, à défaut de magistrats, de fonctionnaires en service dans la colonie et titulaires, autant que possible, du diplôme de licencié en droit. Dans ce cas, les conseils fonctionnent conformément aux dispositions des décrets des 5 août et 7 septembre 1881.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions des décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

Art. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 décembre 1903.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

GRANDE-BRETAGNE

Proclamation de la neutralité (guerre russo-japonaise). — Instructions concernant les obligations qui découlent de la neutralité.

(11 février 1904) (1)

TEXTE ANGLAIS (2)

By the KING.

A PROCLAMATION.

EDWARD, R. et I.

Whereas We are happily at Peace with all Sovereigns, Powers, and States :

And whereas a State of War unhappily exists between His Majesty The Emperor of All The Russias, and His Majesty Emperor of Japan, and between their respective Subjects, and others inhabiting within their Countries, Territories, or Dominions :

And whereas We are on Terms of Friendship and Amicable intercourse

(1) *London Gazette*, 12 février 1904 (n° 27645), p. 935.

(2) La traduction française paraîtra dans les *Archives Diplom.* incessamment.

with each of these Powers, and with their several Subjects, and others inhabiting within their Countries, Territories, or Dominions :

And whereas great Numbers of Our Loyal Subjects reside and carry on Commerce, and possess Property and Establishments, and enjoy various Rights and Privileges, within the Dominions of each of the aforesaid Powers, protected by the Faith of Treaties between Us and each of the aforesaid Powers :

And whereas We, being desirous of preserving to Our Subjects the Blessings of Peace, which they now happily enjoy, are firmly purposed and determined to maintain a strict and impartial Neutrality in the said State of War unhappily existing between the aforesaid Powers :

We, therefore, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council, to issue this Our Royal Proclamation :

And We do hereby strictly charge and command all Our loving Subjects to govern themselves accordingly, and to observe a strict Neutrality in and during the aforesaid War, and to abstain from violating or contravening either the Laws and Statutes of the Realm in this behalf, or the Law of Nations in relation thereto, as they will answer to the contrary at their Peril :

And whereas in and by a certain Statute made and passed in a Session of Parliament holden in the 33rd and 34th year of the reign of Her late Majesty Queen Victoria, intituled « An Act to Regulate the conduct of Her Majesty's Subjects during the existence of Hostilities between Foreign States with which Her Majesty is at Peace, » it is, among other things, declared and enacted as follows :

« This Act shall extend to all the Dominions of Her Majesty, including the adjacent territorial Waters : »

« Illegal Enlistment.

« If any person, without the Licence of Her Majesty, being a British Subject, within or without Her Majesty's Dominions, accepts or agrees to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any Foreign State at Peace with Her Majesty, and in this Act referred to as a friendly State, or whether a British Subject or not, within Her Majesty's dominions, induces any other person to accept or agree to accept any Commission or engagement in the Military or Naval Service of any such Foreign State as aforesaid,

« He shall be guilty of an Offense against this Act, and shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such punishments, at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without Hard Labour.

« If any person without the Licence of Her Majesty, being a British Subject, quits or goes on board any Ship with a view of quitting Her Majesty's Dominions, with intent to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with a friendly State, or, whether a British Subject or not, within Her Majesty's Dominions, induces any other person to quit or to go on board any Ship with a view of quitting Her Majesty's Dominions with the like intent,

« He shall be guilty of an Offence against this Act, and shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such punishments, at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without Hard Labour.

“ If any Person induces any other Person to quit Her Majesty’s Dominions or to embark on any Ship within Her Majesty’s Dominions under a Misrepresentation or false Representation of the Service in which such Person is to be engaged, with the intent or in order that such Person may accept or agree to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with a friendly State,

“ He shall be guilty of an Offence against this Act, and shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such Punishments, at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be with or without Hard Labour.

“ If the Master or Owner of any Ship, without the Licence of Her Majesty, knowingly either takes on board, or engages to take on board, or has on board such Ship within Her Majesty’s Dominions any of the following Persons, in this Act referred to as illegally enlisted Persons that is to say :

“ (1). Any Person who, being a British Subject within or without the Dominions of Her Majesty, has, without the Licence of Her Majesty, accepted or agreed to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State :

“ (2). Any Person, being a British Subject, who, without the Licence of Her Majesty, is about to quit Her Majesty’s Dominions with intent to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with a friendly State.

“ (3). Any person who has been induced to embark under a Misrepresentation or false Representation of the service in which such Person is to be engaged, with the intent or in order that such person may accept or agree to accept any Commission or Engagement in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with a friendly State :

“ Such Master or Owner shall be guilty of an Offence against this Act, and the following Consequences shall ensue ; that is to say,

“ (1). The Offender shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such punishments at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without Hard Labour : and

“ (2). Such Ship shall be detained until the Trial and Conviction or Acquittal of the Master or Owner, and until all Penalties inflicted on the Master or Owner have been paid, or the Master or Owner has given Security for the payment of such Penalties to the Satisfaction of Two Justices of the Peace, or other Magistrate or Magistrates having the Authority of Two Justices of the Peace : and

“ (3). All illegally enlisted Persons shall immediately on the Discovery of the Offence be taken on Shore, and shall not be allowed to return to the Ship.

“ *Illegal Shipbuilding and Illegal Expeditions.*

“ If any person within Her Majesty’s Dominions, without the Licence of Her Majesty, does any of the following Acts ; that is to say :

“ (1). Builds or agrees to build, or causes to be built any Ship with intent or knowledge, or having reasonable cause to believe that the same shall or will be employed in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State : or

“ (2). Issues or delivers any Commission for any Ship with intent or

knowledge, or having reasonable cause to believe that the same shall or will be employed in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State : or

“ (3). Equips any Ship with intent or knowledge or having reasonable cause to believe that the same shall or will be employed in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State : or

“ (4). Despatches, or causes or allows to be despatched, any Ship with intent or knowledge, or having reasonable cause to believe that the same shall or will be employed in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State :

“ Such Person shall be deemed to have committed an Offence against this Act, and the following Consequences shall ensue :

“ (1). The Offender shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such punishments, at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without Hard Labour.

“ (2). The Ship in respect of which any such Offence is committed, and her Equipment, shall be forfeited to Her Majesty :

“ Provided that a Person building, causing to be built, or equipping a Ship in any of the cases aforesaid, in pursuance of a contract made before the commencement of such War as aforesaid, shall not be liable to any of the Penalties imposed by this Section in respect of such building or equipping if he satisfies the conditions following (that is to say) :

“ (1). If forthwith upon a Proclamation of Neutrality being issued by Her Majesty he gives Notice to the Secretary of State that he is so building, causing to be built, or equipping such Ship, and furnishes such Particulars of the Contract and of any Matters relating to, or done, or to be done under the Contract as may be required by the Secretary of State :

“ (2). If he gives such Security, and takes and permits to be taken such other measures, if any, as the Secretary of State may prescribe for ensuring that such Ship shall not be despatched, delivered, or removed without the Licence of Her Majesty until the termination of such War as aforesaid.

“ Where any Ship is built by Order of or on behalf of any Foreign State when at War with a friendly State, or is delivered to or to the Order of such Foreign State, or any person who to the Knowledge of the Person building is an Agent of such Foreign State, or is paid for by such Foreign State or such Agent, and is employed in the Military or Naval Service of such Foreign State, such Ship shall, until the contrary is proved, be deemed to have been built with a view to being so employed, and the Burden shall lie on the Builder of such Ship of proving that he did not know that the Ship was intended to be so employed in the Military or Naval Service of such Foreign State.

“ If any Person within the Dominions of Her Majesty, and without the Licence of Her Majesty,

“ By adding to the number of the Guns, or by changing those on board for other Guns, or by the addition of any Equipment for War, increases or augments, or procures to be increased or augmented, or is knowingly concerned in increasing or augmenting the warlike Force of any Ship which at the time of her being within the Dominions of Her Majesty was a Ship in the Military or Naval Service of any Foreign State at War with any friendly State,

» Such Person shall be guilty of an Offence against this Act, and shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such Punishments, at the Discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without Hard Labour.

» If any person within the limits of Her Majesty's Dominions, and without the Licence of Her Majesty :

» Prepares or fits out any Naval or Military Expedition to proceed against the Dominions of any friendly State, the following Consequences shall ensue :

» (1). Every person engaged in such preparation or fitting out, or assisting therein, or, employed in any capacity in such Expedition shall be guilty of an Offence against this Act, and shall be punishable by Fine and Imprisonment, or either of such punishments, at the discretion of the Court before which the Offender is convicted ; and Imprisonment, if awarded, may be either with or without hard labour.

» (2). All Ships, and their Equipments, and all Arms and Munitions of War, used in or forming part of such Expedition, shall be forfeited to Her Majesty.

» Any Person who aids, abets, counsels, or procures the Commission of any Offence against this Act shall be liable to be tried and punished as a principal Offender. »

And whereas by the said Act it is further provided that Ships built, commissioned, equipped, or despatched in contravention of the said Act, may be condemned and forfeited by Judgment of the Court of Admiralty ; and that if the Secretary of State or Chief Executive Authority is satisfied that there is a reasonable and probable cause for believing that a Ship within Our Dominions has been or is being built, commissioned, or equipped, contrary to the said Act, and is about to be taken beyond the limits of such Dominions, or that a Ship is about to be despatched contrary to the Act, such Secretary of State or Chief Executive Authority shall have power to issue a warrant authorizing the seizure and search of such Ship and her detention until she has been either condemned or released by Process of Law. And whereas certain powers of seizure and detention are conferred by the said Act on certain Local Authorities ;

Now, in order that none of Our Subjects may unwarily render themselves liable to the Penalties imposed by the said Statute, We do hereby strictly command that no Person or Persons whatsoever do commit any Act, Matter, or Thing whatsoever contrary to the Provisions of the said Statute, upon pain of the several Penalties by the said Statute imposed and of Our high Displeasure.

And We do hereby further warn and admonish all Our loving Subjects, and all Persons whatsoever entitled to Our Protection, to observe towards each of the aforesaid Powers, their Subjects, and Territories, and towards all Belligerents whatsoever with whom We are at Peace, the Duties of Neutrality : and to respect, in all and each of them, the Exercise of Belligerent Rights.

And We hereby further warn all Our loving Subjects, and all Persons whatsoever entitled to Our Protection, that if any of them shall presume, in contempt of this Our Royal Proclamation, and of Our high Displeasure, to do any Acts in derogation of their Duty as Subjects of a Neutral Power in a War between other Powers, or in violation or contravention of the

Law of Nations in that Behalf, as more especially by breaking, or endeavouring to break, any Blockade lawfully and actually established by or on behalf of either of the said Powers, or by carrying Officers, Soldiers, Despatches, Arms, Ammunition, Military Stores or Materials, or any Article or Articles considered and deemed to be Contraband of War according to the Law or Modern Usages of Nations, for the Use or Service of either of the said Powers that all Persons so offending, together with their Ships and Goods, will rightfully incur and be justly liable to hostile Capture, and to the Penalties denounced by the Law of Nations in that behalf.

And We do hereby give Notice that all Our Subjects and Persons entitled to Our Protection who may misconduct themselves in the Premises will do so at their peril, and of their own wrong ; and that they will in no wise obtain any Protection from Us against such Capture or such Penalties as aforesaid, but will, on the contrary, incur Our high Displeasure by such Misconduct.

Given at Our Court at *Buckingham Palace*, this eleventh day of *February*, in the year of our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

GOD save the KING.

The Most Honourable the Marquess of Lansdowne to the Lords Commissioners of the Admiralty (1).

Foreign Office, February 10, 1904

My Lords,

His Majesty being fully determined to observe the duties of neutrality during the existing state of war between Russia and Japan ; being, moreover, resolved to prevent, as far as possible, the use of His Majesty's harbours, ports, and coasts, and the waters within His Majesty's territorial jurisdiction, in aid of the warlike purposes of either belligerent, has commanded me to communicate to your Lordships, for your guidance, the following Rules, which are to be treated and enforced as His Majesty's orders and directions :

Rule 1. During the continuance of the present state of war, all ships of war of either belligerent are prohibited from making use of any port or roadstead in the United Kingdom, the Isle of Man, or the Channel Islands, or in any of His Majesty's colonies or foreign possessions or dependencies, or of any waters subject to the territorial jurisdiction of the British Crown, as a station or place of resort for any warlike purpose, or for the purpose of obtaining any facilities for warlike equipment ; and no ship of war of either belligerent shall hereafter be permitted to leave any such port, roadstead, or waters from which any vessel of the other belligerent (whether the same shall be a ship of war or a merchant ship) shall have previously departed until after the expiration of at least twenty-four hours from the departure of such last-mentioned vessel beyond the territorial jurisdiction of His Majesty.

(1) Similar letters to the Treasury, Home Office, Colonial Office, War Office, India Office, Scottish Office, and Board of Trade.

Rule 2. If there is now in any such port, roadstead, or waters subject to the territorial jurisdiction of the British Crown any ship of war of either belligerent, such ship of war shall leave such port, roadstead, or waters within such time not less than twenty-four hours as shall be reasonable, having regard to all the circumstances and the condition of such ship as to repairs, provisions, or things necessary for the subsistence of her crew ; and if after the date hereof any ship of war of either belligerent shall enter any such port, roadstead, or waters, subject to the territorial jurisdiction of the British Crown, such ship shall depart and put to sea within twenty-four hours after her entrance into any such port, roadstead, or waters, except in case of stress of weather, or of her requiring provisions or things necessary for the subsistence of her crew, or repairs ; in either of which cases the authorities of the port, or of the nearest port (as the case may be), shall require her to put to sea as soon as possible after the expiration of such period of twenty-four hours, without permitting her to take in supplies beyond what may be necessary for her immediate use ; and no such vessel which may have been allowed to remain within British waters for the purpose of repair shall continue in any such, port, roadstead, or waters, for a longer period than twenty-four hours after her necessary repairs shall have been completed. Provided, nevertheless, that in all cases in which there shall be any vessels (whether ships of war or merchant ships) of both the said belligerent parties in the same port, roadstead, or waters within the territorial jurisdiction of His Majesty, there shall be an interval of not less than twenty-four hours between the departure therefrom of any such vessel (whether a ship of war or merchant ship) of the one belligerent and the subsequent departure therefrom of any ship of war of the other belligerent ; and the time hereby limited for the departure of such ships of war respectively shall always, in case of necessity, be extended so far as may be requisite for giving effect to this proviso, but no further or otherwise.

Rule 3. No ship of war of either belligerent shall hereafter be permitted, while in any such port, roadstead, or waters subject to the territorial jurisdiction of His Majesty, to take in any supplies, except provisions and such other things as may be requisite for the subsistence of her crew, and except so much coal only as may be sufficient to carry such vessel to the nearest port of her own country, or to some nearer named neutral destination, and no coal shall again be supplied to any such ship of war in the same or any other port, roadstead, or waters subject to the territorial jurisdiction of His Majesty, without special permission, until after the expiration of three months from the time when such coal may have been last supplied to her within British waters as aforesaid.

Rule 4. Armed ships of either belligerent are interdicted from carrying prizes made by them into the ports, harbours, roadsteads, or waters of the United Kingdom, the Isle of Man, the Channel Islands, or any of His Majesty's Colonies or possessions abroad.

The Governor or other chief authority of each of His Majesty's territories or possessions beyond the seas shall forthwith notify and publish the above Rules.

I have, etc.

LANSDOWNE.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Relations commerciales entre l'Allemagne et l'Empire britannique.

Une loi allemande du 23 décembre 1903, relative aux relations commerciales entre l'Allemagne et l'Empire britannique, et dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 1904, a autorisé le Conseil fédéral à accorder jusqu'au 31 décembre 1905, aux ressortissants et aux produits du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que des colonies et possessions étrangères britanniques, les mêmes avantages que ceux accordés aux ressortissants et aux produits de la nation la plus favorisée.

En vertu de cette loi, le Conseil fédéral a, par une note du 30 décembre 1903, décidé de prolonger, jusqu'à nouvel avis et à partir du 1^{er} janvier 1904, les dispositions d'une note du 11 juin 1901, d'après lesquelles est accordé aux sujets et aux produits du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi qu'à ceux des colonies et des possessions extérieures de la Grande-Bretagne, à l'exception du Canada, le bénéfice des avantages concédés par l'Empire d'Allemagne aux sujets et aux produits de la nation la plus favorisée (1).

Soulèvement des Herreros dans l'Afrique occidentale Allemande.

Janvier, 18. — Déclarations au Reichstag du comte de Bülow, chancelier de l'Empire, sur la révolte des Herreros.

Janvier, 20. — Le Reichstag adopte sans discussion les crédits supplémentaires pour l'Afrique occidentale allemande.

Janvier, 21. — Départ de Kiel du corps expéditionnaire destiné à l'Afrique occidentale.

Exposé des motifs accompagnant la demande de crédits supplémentaires pour l'Afrique occidentale.

« Afin d'assurer les communications entre Swakopmund et Windhœk,

(1) *Mon. off. du Com.*, 21 janvier 1904.

il était nécessaire de réprimer immédiatement la révolte des Herreros. Or, on ne disposait, dans les territoires du nord du Protectorat, que de 400 hommes. Il a fallu, pour obtenir un avantage durable sur les Herreros, porter le chiffre des troupes à 1.125 hommes.

» Entre autres dépenses, figure celle de l'achat de 750 chevaux ; on ne peut, en effet, employer avec succès dans ces régions, que des troupes montées. On a acheté, en outre, 6 mitrailleuses et 6 canons-revolver.

» Un projet de budget complémentaire au budget du Sud-Ouest africain pour l'année 1904, se montant à 1.334.200 marks, a été déposé au Reichstag en même temps que le budget complémentaire pour 1903. »

Débats parlementaires au Reichstag.

Janvier, 21. — Interpellation du député socialiste Haare. — Agissements d'agents de police russe en territoire allemand.

M. Haare a développé que les agents de la police russe exercent une surveillance rigoureuse, non seulement sur les sujets russes, mais aussi sur les sujets allemands. La police allemande adresse aux autorités russes des rapports sur les Russes habitant l'Allemagne. A Stettin, un agent de police russe a essayé, en contrefaisant une signature, d'obtenir connaissance de lettres arrivées à la poste, pour le député socialiste Herbert.

M. de Richthofen, secrétaire d'Etat à l'Office des affaires étrangères, a répondu à M. Haare :

« Il est de l'intérêt de l'empire allemand que les menées des anarchistes étrangers soient surveillées en Allemagne par des représentants des autorités de leurs pays.

» Il était conforme aux dispositions de la loi, d'informer par la voie diplomatique, le gouvernement russe qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre des sujets allemands, résidant à Koenigsberg, comme complices de menées constituant un crime de hautes trahison envers la Russie et une offense envers le tsar...

» A Paris, les anarchistes russes sont également surveillés par les agents russes et, à Londres, les anarchistes italiens sont surveillés par les agents italiens.

» La surveillance ainsi exercée répond aux intérêts communs de tous les gouvernements.

» Quant aux reproches adressés par M. Haare aux employés des postes, qu'il veuille bien les formuler quand viendra en discussion le budget des postes.

» Il n'y aura lieu de parler du procès de Koenigsberg que le jour où il sera terminé.

» Nous ne sommes nullement disposés à prendre fait et cause pour les révolutionnaires qui sont sujets d'un Etat voisin et ami. Les anarchistes ne peuvent pourtant pas demander qu'on mette des gants avec eux. »

M. de Richthofen ayant déclaré ensuite qu'il était de l'intérêt public de livrer les anarchistes, les socialistes se lèvent et font un bruit tel qu'il est impossible d'entendre une grande partie des paroles de l'orateur.

C'est au milieu d'un redoublement du vacarme que le ministre continue son discours.

La question des anarchistes, dit-il, est si importante, qu'aucune senti-

mentalité n'est de mise en ce qui les touche. Ceux-là seuls peuvent compter sur notre hospitalité qui sont les bienvenus parmi nous ; mais les anarchistes nous sont parfaitement importuns et c'est pourquoi nous les reconduisons à la frontière.

Dans la suite du débat, M. Bebel a exprimé son indignation à propos de la réponse du ministre. Il a été rappelé à l'ordre par le président, et la séance a été levée.

PRUSSE

Landtag prussien.

Janvier, 16. — Ouverture du Landtag. — Discours du trône.

Janvier, 19. — Présentation du projet de budget.

A la Chambre des députés de Prusse, le baron de Rheinbaben, ministre des finances, présente le projet de budget et expose que la fin de l'année 1902 et les années 1903 et 1904 ont été marquées par une amélioration de la situation économique.

Au lieu du déficit prévu de 25 millions de marks, dit le ministre, l'année 1902 a été close avec un excédent de 15 millions et demi de marks.

Pour l'année 1903, on s'attend à un excédent de 22 millions, et le gouvernement espère aussi pouvoir se passer d'un emprunt en 1904.

Le budget se balance par près de 3 milliards de marks aux recettes et aux dépenses. Les recettes ont augmenté de 191 millions de marks relativement à l'année 1903. Dans les trafics des chemins de fer, les recettes se sont accrues de 30 millions pour le transport des voyageurs et de 107 millions pour celui des marchandises. L'excédent net des recettes de l'administration des chemins de fer peut être évalué à 83 millions.

Janvier, 23. — Discussion du Budget. — Déclarations de M. de Bülow. — Voies navigables. — Traités de commerce. — Politique polonaise.

M. de Bülow a prononcé un très long discours pour justifier sa politique intérieure. Il a d'abord insisté sur la nécessité d'établir un réseau de *voies navigables* en Allemagne, afin de développer la richesse économique du pays. Abordant ensuite la question des *traités de commerce*, il a annoncé qu'il était entré dans la voie des négociations relatives aux traités de commerce, avec l'intention d'obtenir, en faveur de l'agriculture, autant d'avantages que le permettrait une juste considération des intérêts des autres forces productrices de la nation et du bien public.

M. de Bülow a combattu ensuite les attaques dirigées par M. Richter contre la *politique polonaise* du gouvernement. Les mesures prises dans ce domaine ne constituent point, dit-il, une panoplie inutile et démodée, et les Polonais ne les combattront pas avec tant d'acharnement si elles ne répondent pas au but poursuivi. Il y aurait plutôt lieu de les rendre plus rigoureuses encore. La campagne menée dans la Haute-Silésie par les partisans de la « Grande-Pologne », vise incontestablement à détacher la population de l'élément germanique pour la gagner à la cause de la « Grande Pologne. » Or, la Haute-Silésie, ce pays du fer et du charbon, est aussi nécessaire au développement économique allemand qu'il le serait

pour la défense de l'Allemagne en cas de complications extérieures. Il faudra donc user, à l'égard de la Haute-Silésie, de mesures aussi énergiques que celles employées en Posnanie et dans la Prusse occidentale, mais qui seront d'un ordre différent. Les classes allemandes dirigeantes en Haute-Silésie doivent plus que jamais faire preuve d'initiative personnelle, et ne pas se contenter d'adresser au gouvernement des appels platoniques.

Chambre des Seigneurs.

Janvier, 16. — La Chambre des seigneurs a tenu une première séance dans son nouvel édifice.

M. de Bülow, chancelier de l'Empire, a exprimé l'assurance que cette Chambre, qui représente une telle somme d'intelligence et d'expérience, continuerait à soutenir le gouvernement et les intérêts de la monarchie avec un patriotisme toujours égal et le même dévouement envers son roi.

Il a terminé en exprimant le vœu que la Chambre soit toujours un modèle de l'esprit prussien et des sentiments prussiens et affirme toujours des dispositions qu'on pourrait résumer ainsi : « Le roi à la tête de la Prusse, la Prusse à la tête de l'Allemagne, l'Allemagne à la tête des nations ».

ANGLETERRE

Le commerce de l'Angleterre en 1903.

Les importations, durant l'année qui vient de finir, se sont élevées à 542 millions 906.425 liv. st. contre 528.391.274 liv. st. en 1902, marquant ainsi une augmentation de 14.515.051 liv. st.

Les exportations de produits nationaux accusent également une plus-value de 7.466.315 liv. st., étant passées de 283 millions 423.966 liv. st. en 1902 à 290.890.281 liv. st. en 1903. De même, les réexportations de produits étrangers et coloniaux, sont en hausse de 3.742.222 livres sterling (1).

AFRIQUE DU SUD

Introduction de la main d'œuvre asiatique.

Résumé du projet de règlement de la main-d'œuvre importée :

La main-d'œuvre étrangère, c'est-à-dire originaire des régions situées au sud du 12^e degré de latitude au nord de l'Équateur, ne pourra être employée qu'au gros œuvre, c'est-à-dire au labeur manuel le plus grossier dans le sous-sol.

Il est interdit d'importer des manœuvres, à moins d'avoir une licence

(1) *Monit. off. du Comm.*, 28 janvier 1904.

pour l'exploitation des minéraux dans le Witwatersrand seulement. On ne peut employer de manœuvres qu'avec des contrats écrits, et les manœuvres ne peuvent servir que des patrons munis de licences. Les manœuvres importés devront être rapatriés aussitôt leur contrat de travail expiré. Les importés ne pourront faire du commerce, ni louer, ni acquérir des biens fonciers. Ils devront résider dans l'endroit où ils seront employés, sauf permission contraire.

Le projet réglemente le transfert des contrats, les inscriptions et la compilation des statistiques. Il prévoit des garanties pour l'exécution des contrats, le rapatriement forcé des indigènes qui tenteraient de rester en Afrique et les mesures pour la protection des importés contre les mauvais traitements, etc., etc.

Enfin, le projet déclare qu'on ne fera rien pour empêcher l'importation d'indigènes de l'Inde britannique destinés à l'exploitation des chemins de fer.

Janvier, 20. — PRÉTORIA. — Conseil législatif. — Discussion en 2^{me} lecture du projet portant réglementation de la main d'œuvre étrangère. L'attorney général insiste pour qu'il n'y soit pas fait de modification pouvant compromettre approbation du projet par le Gouvernement impérial.

Projet de règlement adopté à l'unanimité.

Janvier, 30. — Publication par le Foreign office d'un livre bleu contenant rapport de la commission du travail du Transvaal.

Ce rapport est signé du 20 novembre 1903.

CANADA — ALLEMAGNE

Janvier. — Le gouvernement canadien a promulgué une loi imposant les produits agricoles et industriels allemands, même s'ils ont été perfectionnés industriellement dans un autre pays, d'un supplément de droit d'entrée.

Ce droit supplémentaire se monte à un tiers du droit de douane établi par le tarif général de 1897.

Le siège des négociations pour le retrait des surtaxes dont le Canada frappe les marchandises allemandes est transféré à Londres. La question sera l'objet de négociations entre lord Lansdowne et l'ambassadeur d'Allemagne.

AUTRICHE-HONGRIE

Ordonnance royale autorisant le gouvernement à régler par voie de décrets, les relations commerciales avec l'Italie et le Mexique,

9 janvier 1904.

La présente ordonnance permet de régler provisoirement jusqu'au 30 septembre 1904, les relations commerciales avec l'Italie et le Mexique par voie de décrets ; elle a été publiée au *Reichsgesetzblatt*, le 13 janvier 1904 (n° 5, p. 7).

Prorogation temporaire du traité de commerce et de navigation conclu le 5 décembre 1891, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. — Régime douanier des vins en futs. (1)

On sait que, par suite de la dénonciation qui en a été faite par l'Autriche-Hongrie, le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, entre ce pays et l'Italie, devait venir à l'expiration le 31 décembre 1903.

Les négociations entamées entre les deux pays, pour un nouvel accord commercial n'ayant pas encore abouti, les hautes parties contractantes ont reconnu l'utilité de maintenir provisoirement au delà du 1^{er} janvier 1904, un traitement conventionnel et en même temps de poursuivre les négociations dans des conditions nouvelles.

Elles sont tombées d'accord sur des dispositions dont voici les principales :

« Pendant la durée du présent arrangement, le traité de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie du 6 décembre 1891, ainsi que le cartel de douane, les articles additionnels, le protocole final et autres annexes signés le même jour, resteront en vigueur, à l'exception de la disposition contenue au § 5, III du dit protocole final (2).

« A partir du 1^{er} janvier 1904, les vins de l'Italie, ainsi que ceux d'Autriche-Hongrie seront traités réciproquement selon le principe de la nation la plus favorisée.

« Le présent arrangement provisoire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1904 et restera exécutoire jusqu'à un nouvel accord, mais au plus tard jusqu'au 30 septembre 1904. »

Il résulte des dispositions qui précèdent, que les vins français, à leur entrée en Autriche-Hongrie, sont soumis désormais au même régime douanier que les vins italiens.

Budget des affaires étrangères.

La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie

Le comte Goluchowski à la Délégation autrichienne (1).

A Vienne, la commission budgétaire de la délégation autrichienne a discuté le 11 janvier, le budget des affaires étrangères. Tous les orateurs, y compris ceux de l'opposition, se sont déclarés satisfaits de la politique étrangère, notamment de l'entente austro-russe. Ils ont exprimé le

(1) *Monit. off. des Com.*, 28 janv. 1904.

(2) *Observation*. — La disposition dont il s'agit était ainsi conçue :

Dans le cas où, pendant la durée du traité, un droit de 5. fr. 77 ou moindre serait établi, à l'entrée des vins, en Italie, ce droit sera appliqué à tous les vins provenant de l'Autriche-Hongrie; et l'Autriche-Hongrie dans ce cas, s'engage à accorder, *ipso facto*, aux vins italiens, les faveurs spéciales mentionnées au n° 5, III, en ce qui concerne le tarif B (droits à l'entrée en Autriche-Hongrie) du protocole final du traité de commerce et de navigation du 27 décembre 1878. Le droit sera dans ce cas, de 3 fl. 20 kr. (8 fr.) les 100 kilogr., et devrait s'appliquer aux vins importés en Autriche-Hongrie, soit par voie de terre, soit par mer, en fûts et futailles.

(1) *Mémorial Diplomatique*, 1904, p. 37.

vœu que les efforts de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, pour rétablir l'ordre dans les Balkans, réussissent.

Plusieurs orateurs ont protesté contre l'exécution du veto lors de l'élection du pape. Le comte de Schoenborn a exprimé le désir de raffermir les relations avec la France.

Voici en quels termes il a fait cette déclaration :

« Récemment et surtout pendant les débats relatifs au budget, à la Chambre française, certaines voix ont exprimé les sympathies existant en France pour l'Autriche. Il est d'autant plus compréhensible que je renouvelle le vœu souvent exprimé par nous, que les bonnes relations entre la France et l'Autriche soient cultivées soigneusement et raffermies. Justement, dans le développement ultérieur de la question d'Orient, des circonstances peuvent survenir où, en maintenant les arrangements existants avec les autres pays, il nous serait très utile de marcher d'accord avec la France. »

Le comte Goluchowski prend ensuite la parole et fait remarquer qu'il lui sera possible d'être bref, attendu que dans son exposé, il a déjà amplement parlé des points touchés au cours de la discussion budgétaire. Il se propose toutefois de répondre à certaines observations et en premier lieu à celle faite par le rapporteur relativement à la création de la *Konsularakademie* (école consulaire). Comme il avait fait ressortir déjà l'année dernière, l'acquisition d'un bâtiment spécial pour cette école doit être attribuée au fait que Sa Majesté a accordé au ministère des affaires étrangères, une somme assez importante et que, par conséquent, on peut déclarer comme infondées les raisons alléguées à ce sujet d'après lesquelles l'école consulaire avait été mécontente de sa direction qui était entre les mains du *Teresianum*. Bien au contraire, on n'a qu'à se louer de l'activité du *Teresianum* et de son curateur, M. le baron Gauth, qui a contribué beaucoup à la prospérité de la *Konsularakademie*.

Passant aux questions d'ordre politique, le ministre répond tout d'abord aux objections du délégué le docteur Kramarz. L'éloge fait par le ministre de la *Triple alliance* est parfaitement justifié. Cette constellation a non seulement jusqu'ici été la base de la politique extérieure de la monarchie habsbourgeoise, mais elle le sera aussi dans l'avenir. On ne doit pas oublier combien de services importants la triple alliance a rendus à la paix européenne : on n'abandonne pas une combinaison qui s'est moutrée d'une telle autorité. M. le Docteur Kramarz s'est formalisé de ce que le ministère ait indiqué certaines tendances qui voudraient ébranler cette base dont la sûreté est incontestable, le ministre peut lui assurer qu'il n'a point voulu par là faire allusion à un membre quelconque de la haute assemblée, et cela d'autant plus que le délégué docteur Kramarz a lui-même déclaré, il y a deux ans, qu'il acceptait volontiers la triple alliance. Il a voulu au contraire attirer l'attention sur des éléments qui cherchent à engager la politique austro-hongroise dans d'autres voies. Le délégué Kramarz s'est emparé d'un article de la *Nouvelle Presse libre* dans lequel on reconnaissait l'opportunité que les officiers allemands viennent assister à l'avenir, en plus grand nombre, aux manœuvres de l'armée autrichienne en Galicie, pour en déduire que l'intention du gouvernement allemand était d'exercer une tutelle effective sur les affaires de la monarchie des Habsbourg. Le ministre déclare cette interprétation trop hardie et sans fondement.

Au sujet de la *politique orientale*, le délégué docteur Kramarz a exprimé des doutes que la Turquie puisse exécuter l'œuvre de réformes et amener

une amélioration sérieuse de la situation actuelle. Il a en outre combattu la thèse du ministre que la Turquie, pour pouvoir continuer à vivre, doit changer. Le délégué est d'avis qu'il n'est pas possible que la Turquie change. Le ministre ne partage point cette opinion pessimiste du délégué. Il sera certainement très difficile d'aboutir à ce résultat, mais il ne doute pas de la possibilité de la réussite et cela par ce que la façon de procéder actuelle de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, est toute différente de celle des temps précédents. Auparavant, on avait établi des programmes, on avait convoqué des conférences, exprimé des désirs, formulé des demandes. Mais la Turquie ne s'est pas souciée de tout cela. En effet, rien n'a été exécuté. Comme nous avons vu que même celles de nos demandes faites au mois de janvier dernier dans l'intérêt de la Turquie, sont restées inexécutées, sans qu'on puisse cependant en attribuer la faute à la Turquie toute seule et comme nous avons reconnu que le péril avait disparu, et que la Turquie s'est montrée incapable d'entreprendre quelque chose de sérieux, nous avons résolu de prendre des mesures plus efficaces et d'introduire un contrôle plus actif. Nous avons fixé à l'exécution de ces mesures de contrôle, un délai de deux ans, pour qu'on ne puisse pas dire que nous avons voulu confisquer la Macédoine. Ce délai suffira amplement pour permettre aux nouvelles institutions de prendre racine. Qu'il n'est pas tout à fait impossible d'amener des changements et des améliorations dans les conditions de la Turquie, cela résulte déjà du fait que pendant les dernières dizaines d'années, des changements se sont en effet produits. Qu'on se rappelle seulement du temps où la Turquie était encore organisée d'une façon tout à fait patriarchale, où le cadi rendait seul la justice et où les populations n'étaient pourtant pas mécontentes.

On avait laissé aussi au point de vue de l'exercice du culte religieux, une certaine liberté. A cette époque-là, il y avait aussi un assez grand nombre de bons fonctionnaires. Les abus n'ont fait leur apparition qu'en ces derniers temps, où ils sont devenus par trop choquants. Auparavant, il existait, en effet, un véritable gouvernement de la Porte où le Grand Vizir avait quelque importance et où il était indépendant du Palais. Le ministre rappelle les noms d'Ali pacha et de Fuad pacha. Tout cela a, depuis, radicalement changé. Le ministre voudrait attirer l'attention sur la situation, lors des derniers troubles arméniens. Le vilayet de Smyrne, à la tête duquel se trouvait un excellent gouverneur, Kiamil pacha, a pu demeurer complètement à l'abri des excès. Une impossibilité de changer n'existe donc en aucune façon en Turquie.

A part cela, on a décidé de prendre une série de mesures qui contribueront, à n'en pas douter, beaucoup à l'amélioration de l'état de choses actuel. Une de ces mesures les plus importantes, c'est la réorganisation de la gendarmerie. Elle a une portée beaucoup plus considérable qu'on ne le pense. Qu'on se souvienne seulement des succès remportés sous ce rapport, dans l'île de Crète. Cela a été surtout le mérite des Italiens et c'est pourquoi on a chargé un Italien de la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine.

Plusieurs délégués d'autres puissances seront adjoints à ce général, et lorsqu'on aura définitivement élaboré un statut organique, il se pourra que ces délégués fussent répartis par les différents *sangjak*. On confiera en outre à cette gendarmerie le soin de surveiller les autorités turques et à protéger la population chrétienne contre toutes sortes d'excès.

Quant à l'observation du délégué, M. Kramarz, relativement aux éloges

distribués par le ministre à la Grèce, ce dernier rappelle que dans les années précédentes, il a souvent eu occasion de critiquer très sévèrement la conduite de la Grèce. Mais cette fois-ci, possédant des preuves positives que le royaume hellénique s'est associé au programme de réformes, il est juste de faire ressortir ce changement.

Le délégué M. Kramarz a constaté que le ministre ne s'est pas exprimé au sujet de la Serbie, aussi amicalement que le gouvernement de ce pays le méritait. Le ministre renvoie aux points de son exposé où il a relevé l'antagonisme existant entre la Bulgarie et les autres Etats balkaniques. Il veut bien reconnaître que les Bulgares étaient ceux qui ont combattu avec le plus d'acharnement les réformes. Mais ici encore, il faut faire la distinction entre ce qui arrive actuellement et ce qui s'était passé auparavant. On doit, en effet, reconnaître que le gouvernement bulgare actuel fait de grands efforts pour observer une attitude correcte, tandis que les gouvernements précédents n'ont pas fait de même. Quant au crime, dont Belgrade a été au mois de juin dernier le théâtre, tous les orateurs en ont été également indignés. C'est notre principe de ne pas nous ingérer dans les affaires intérieures des Etats balkaniques et notre conduite pendant les derniers événements en a été la meilleure preuve.

Après l'accomplissement de l'horrible crime, on a pu craindre la naissance d'un état anarchique. C'est pourquoi, lorsque la Skouphina a, par son vote, appelé le chef de la deuxième dynastie serbe au trône, nous avions toute raison de nous déclarer satisfait de ce résultat. Toutefois, nous n'avons pas manqué de donner au nouveau roi un léger avertissement, afin qu'il veuille, dans un délai rapproché, rétablir l'ordre dans son royaume. Le ministre voudrait rappeler à ce sujet le télégramme adressé par Sa Majesté au roi Pierre et une déclaration semblable de l'empereur de Russie. Nous avons cependant constaté que le roi Pierre n'a pas assez pris à cœur cet avertissement et qu'il s'était entouré des personnages avec lesquels nos représentants ne pouvaient d'aucune façon entrer en rapports.

Nous n'avons d'ailleurs aucun motif de manifester de l'antipathie vis-à-vis de la Serbie et nous désirons entretenir avec ce pays, les meilleures relations.

Le ministre passe ensuite aux observations du délégué Dr Stransky et dit qu'il estime peu fondée la crainte de ce dernier que la délimitation de trois vilayets sur une base nationale n'amène l'oppression des nationalités. Cette mesure a pour but, au contraire, d'empêcher une oppression pareille. Lorsqu'on jette un coup d'œil sur la carte ethnographique de ce pays, on s'aperçoit que malgré l'enchevêtrement excessif des populations, il y néanmoins des régions où certaines nationalités se présentent en masse compacte. La délimitation de ces circonscriptions administratives doit s'opérer de la façon que dans chaque *sangiak* où une nationalité déterminée est représentée pour 80 o/o de la population totale, cette nationalité y doit jouer le rôle prépondérant.

En ce qui concerne les Albanais, il y a, en dehors de la Vieille Serbie où se trouvent des îlots isolés albanais, des districts entiers dans lesquels vit une population foncièrement albanaise. Ces districts ont été tout dernièrement et à dessein incorporés par la Turquie, aux vilayets macédoniens. Dans les « *sangiak* » d'Elbassan et de Berat, où les Albanais vivent en masses compactes, la population se serait déclarée contre les réformes. Dans tous les autres districts, on peut espérer qu'il sera créé un régime

sous lequel les différentes nationalités vivront en paix et en bonne harmonie entre elles.

Le contrôle collectif fonctionnera pendant deux ans, après quoi, les organes du contrôle se retireront, laissant toutefois dans le pays, un service de surveillance générale. Sur certains points, le contrôle sera exercé aussi à l'avenir par nos consuls, surtout en matière de finances et de rapatriement des réfugiés, dont le nombre a été souvent exagéré, mais qui, néanmoins, est évalué de 15 à 18.000 hommes. La Turquie aura le devoir d'accorder des subventions à ces gens.

Ensuite viennent les produits des œuvres charitables qui doivent être concentrés et remis à la commission de rapatriement.

A la question posée par le docteur Stransky et dans laquelle il demande pourquoi le vilayet d'Andrinople n'a pas été compris dans la sphère d'action des réformes, le ministre a répondu par le proverbe français : « Qui trop embrasse mal embrasse ». Du reste, au moment où l'action réformatrice a commencé, le vilayet en question n'avait pas encore été le théâtre des troubles.

Aux observations du délégué docteur Stransky, faites au sujet des rapports existant entre les ministres des affaires étrangères et la *Nouvelle Presse Libre*, le ministre répond qu'il ne peut que répéter encore une fois, que le ministère des affaires étrangères n'a aucun organe spécial, et qu'il se sert uniquement, de temps à autre, d'un journal pour certains communiqués. D'ailleurs, en matière d'informations, le ministère reste ouvert à tout journal et on ne peut parler d'une préférence pour la *Nouvelle Presse Libre*.

Pour ce qui touche l'*affaire de l'archevêque Kohn*, le ministre dit avoir connu seulement par les journaux, les combinaisons échafaudées à ce propos. En tout cas, ce ne sera pas l'affaire du ministre des affaires étrangères, mais du gouvernement autrichien, de négocier sur cette matière avec la Curie romaine ; le ministère ne fonctionne en cette occasion que comme organe intermédiaire.

De même, l'*expulsion du professeur italien, M. Gubernatis*, est une affaire qui regarde le gouvernement autrichien, mais le ministre doit reconnaître qu'il ne trouve pas la mesure prise à l'égard de M. Gubernatis, comme complètement injustifiée.

Plusieurs orateurs se sont occupés du *droit de veto* et ont fait remarquer que par l'exercice du veto, lors de la dernière élection pontificale, les sentiments de la population catholique ont été péniblement touchés. Cette affirmation a beaucoup surpris le ministre. Aux temps où l'on n'était pas au courant d'une façon nette de l'exercice du droit de veto, on pouvait encore avoir des opinions erronées à ce sujet, mais après les développements de son exposé, cela n'est plus concevable. Il s'est amplement prononcé sur cette question, afin de fournir une base à un débat à fond en cette matière, et en même temps à détruire les erreurs qui apparaissent à ce sujet dans les journaux et dans certaines réunions catholiques. Il a cru avoir traité cette question avec le plus grand tact, de sorte que cette excitation des catholiques lui paraît absolument incompréhensible, et il doit sérieusement douter que cela soit la véritable expression des sentiments de la population catholique. Lui-même croit pouvoir hautement affirmer qu'il est un catholique et aussi un bon catholique, et qu'il ne le cède sous ce rapport à n'importe quel autre catholique. Il ne veut pas par là faire allusion aux facteurs encore plus compétents. Il voudrait seule-

ment rappeler ce que le comte Schoenborn avait dit d'un haut dignitaire ecclésiastique, qu'il aurait connu et qui défendait avec la plus grande conviction le droit de l'exclusive. C'est aussi tout dernièrement qu'un éminent prince d'église avait dit que si le droit de veto n'existe pas, il faudrait l'inventer.

Il ne considère pas comme probante l'objection que les circonstances ont changé, parce qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun état ecclésiastique, et encore moins considère-t-il comme sérieuse, l'affirmation que par l'exercice du droit de veto, la liberté de l'Eglise se trouve de toute une autre façon restreinte. L'exclusive, sous sa forme actuelle, tire son origine de l'année 1712, où elle a été exercée pour la première fois par le cardinal Alshann au nom de l'empereur. Jadis a existé même l'inclusive, Philippe II, avait même désigné sept cardinaux parmi lesquels devait être élu le pape, et Philippe II était pourtant un excellent catholique.

Le conclave avait souvent duré des mois entiers, car on ignorait ce que l'empereur romain-germanique ou le roi de France pensait du pape à élire. Cela s'appelait une véritable limitation de la liberté d'élection. A l'heure actuelle, il ne peut plus être question de pareils procédés. Le collège peut prendre en considération un désir exprimé ou n'en tenir aucun compte. D'autre part, nous n'aurions pas eu à notre disposition les moyens nécessaires pour faire exécuter nos vœux. Mais si réellement l'exclusive n'existe pas, on ne pourrait néanmoins pas empêcher qu'un cardinal national — car, comme on sait, le collège ne se compose pas seulement de cardinaux de curie — déclare qu'une candidature donnée ne lui semblait répondre aux intérêts de l'Eglise et on pourrait prendre note d'une telle déclaration. Cela ne saurait cependant être pris pour une pression.

Plusieurs délégués ont invité le ministre à fournir des détails au sujet de l'exercice du droit de veto, et à faire connaître les motifs pour lesquels il a été exercé. Le ministre déclare qu'il n'est pas à même de donner suite à cette invitation, tout d'abord parce qu'il n'est pas autorisé de faire des communications au sujet de ce qui s'est passé au conclave — même le cardinal est obligé de garder le silence le plus absolu au sujet de la mission dont il a été chargé et qui est désignée sous le nom de « *secretum* » — ensuite parce qu'il s'agit d'un droit réservé qui appartient non pas à l'Autriche ou à la Hongrie, mais à tout porteur de la couronne des Habsbourg. Il ne veut cependant pas décliner la responsabilité pour ce qui touche, d'une façon directe ou indirecte, le ministre des affaires étrangères. Enfin, il doit s'associer à l'opinion exprimée par le délégué, M. Sylvester, qu'il serait dans l'intérêt de toutes les parties de ne plus discuter cette affaire délicate.

Le délégué, comte Zedturitz, s'est étonné que le ministre n'ait pas parlé dans son exposé de la conclusion des *traités de commerce* et il a demandé la lumière sur l'état actuel de la *politique commerciale*. A cela il doit répondre que l'ouverture des négociations en vue de la conclusion elle-même, dépend d'une condition préalable, c'est-à-dire du vote du compromis et du tarif douanier, qui n'ont pas encore obtenu la sanction parlementaire. En conséquence, rien ne peut être fait pour le moment en cette matière. La signature du traité de commerce provisoire avec l'Italie a eu lieu après la rédaction de l'exposé.

Relativement au renvoi du délégué comte Zedturitz à une déclaration faite par le ministre dans une session précédente, au sujet d'une union

plus étroite des puissances européennes pour faire face à la concurrence extra-européenne, le ministre estime pouvoir affirmer que les conditions de la politique intérieure, envisagées au point de vue économique, permettent difficilement une reprise de cette question.

Quant à la forme dans laquelle a été effectuée la *signature de la convention sucrière de Bruxelles*, le ministre fait ressortir que la forme observée a été souvent employée dans les conventions précédentes.

Le ministre exprime ses remerciements au délégué docteur Tollinger, pour ses paroles élogieuses à l'endroit de l'activité et des rapports de nos consulats. En ce qui concerne la publicité la plus grande à donner à ces rapports consulaires, c'est l'affaire des deux gouvernements auxquels ces rapports sont très rapidement communiqués, d'ailleurs ils sont connus par des extraits insérés dans le *Musée du commerce* et dans la *Correspondance consulaire*. »

Relativement aux choses qui se sont passées dans l'école austro-hongroise à Constantinople et dont a parlé le docteur Tollinger, le ministre promet de se renseigner ; il ne peut cependant croire que l'état de choses dépeint y règne en réalité, car cette école est placée sous la protection directe de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Constantinople.

Janvier, 16. — La commission budgétaire de la délégation autrichienne a adopté le rapport sur le budget des affaires étrangères. Ce rapport conclut en accordant à M. Goluchowski une pleine confiance et en lui exprimant de profonds remerciements pour la direction qu'il a imprimée aux affaires étrangères, ainsi que pour ses efforts actifs dans le but de développer les intérêts économiques de l'Autriche.

Janvier, 21. — La commission budgétaire de la Délégation autrichienne adopte le budget de la Bosnie-Herzégovine.

Le nouveau ministre des finances et administrateur des provinces occupées, M. Burian, déclare qu'il continuera en Bosnie-Herzégovine la politique éprouvée de son prédécesseur, M. de Kallay.

Le ministre expose la situation satisfaisante des provinces. Il annonce, en outre, qu'il négociera au nom du gouvernement, avec le patriarche œcuménique, un arrangement destiné à donner satisfaction aux besoins religieux des Bosniaques de religion grecque orthodoxe.

Janvier, 23. — La délégation autrichienne a adopté le budget des affaires étrangères.

ARGENTINE

Suppression des droits additionnels d'importation,

On lit dans le *Bulletin mensuel de la Chambre de commerce de Buenos-Ayres*, que le congrès argentin a voté la suppression des deux droits additionnels de 5 p. 100 qui grevaient l'importation dans la République Argentine.

Reprise du mouvement d'immigration (1).

Buenos-Aires, le 8 décembre 1903... Les chiffres que vient de publier la Direction de l'Immigration indiquent une reprise du mouvement d'immigration, qui, ainsi qu'on le sait, s'était ralenti au point d'accuser un total de sorties supérieur à celui des entrées.

L'annonce d'une récolte exceptionnelle cette année semble avoir suffi pour produire ce résultat.

Ainsi, nous voyons que pendant le mois de novembre dernier, il est venu d'outre-mer 16.892 individus, presque tous ayant quelque lien avec des habitants du pays, et connaissant d'avance le lieu où ils s'établiront ; d'anciens résidents partis au commencement de l'année, retournent mariés ou avec le reste de leur famille, et il se passe ce fait assez curieux, que, sachant où se diriger, aucun d'eux n'accepte l'emploi que leur offre l'Office du Travail.

Parmi ces individus se trouvent 2.212 familles comptant 7.098 membres.

D'autre part, on annonce pour ce mois-ci, la venue de plus de 16.000 personnes.

Le mouvement général des entrées et sorties pour le mois de novembre est le suivant :

	Entrées	Sorties
Passagers d'outre-mer.....	1.155	344
— de Montevideo.....	2.434	2.726
Immigrants d'outre-mer,.....	16.892	1.538
— de Montevideo.....	3.308	2.728

Les nationalités se décomposent comme suit :

Italiens, 10.584 ; Espagnols, 4.857 ; Français, 475 ; Allemands, 105 ; Autrichiens, 110 ; Russes, 154.

L'immigration espagnole croît d'une façon notable, et se compose d'agriculteurs qui s'établissent dans les colonies proches des ports ; dans les onze derniers mois, il en est arrivé 18.517, contre 13.911 pendant toute l'année précédente.

Les familles russo-allemandes, originaires du Volga, continuent à immigrer et se fixent dans des terres qui leur sont réservées dans la province de Buenos-Aires ; c'est un mouvement fort intéressant et qui se poursuit sans discontinuer depuis quelques années.

Les déclarations de professions des immigrants adultes donnent : 6.900 agriculteurs, 3.951 journaliers, 483 commerçants, 130 domestiques, 292 cuisiniers, 135 tisseurs.

Pour les femmes : 716 couturières, 117 modistes, 256 blanchisseuses, 122 sans profession.

Les 2.212 familles ont amené 2.461 enfants âgés de moins de 12 ans. Ce chiffre donne une idée des écoles qu'il serait nécessaire d'agrandir ou de fonder pour assurer leur éducation.

Les femmes de 13 à 60 ans, venues en novembre, sont au nombre de 1.230.

(1) *Monit. off. des Comm.*, 11 février 1904.

Voici les âges des 16.892 immigrants :

De moins d'un an	174
De 1 à 7 ans	1.493
De 8 à 12 ans	794
De 13 à 20 ans	2.829
De 21 à 30 ans	6.111
De 31 à 40 ans	2.958
De 41 à 59 ans	2.353
De plus de 60 ans	180
	16.892

Ces derniers 180 individus ont répondu, presque tous, à l'appel de leurs fils résidant dans le pays, et ont dû en fournir la preuve afin que l'entrée ne leur en fût pas interdite.

VIEUGUÉ,
Chargé d'affaires de France.

BRÉSIL

Droits de douane sur les céréales.

D'après un télégramme du Ministre d'Angleterre à Rio-de-Janeiro, le Congrès du Brésil a décidé, le 31 décembre 1903, le prélèvement, à partir du 1^{er} janvier 1904, d'un droit de 2 o/o (or) sur toutes les céréales, à l'exception du froment, importées dans tous les ports du Brésil.

(*Board of Trade Journal.*)

Modus vivendi avec la France.

Janvier, 6. — Le *Journal officiel* brésilien publie la correspondance échangée entre le ministre des relations extérieures et M. Julien Decrais, ministre de France au Brésil.

Cette publication va jusqu'au 5 janvier, date à laquelle le baron de Rio-Branco accusait réception à notre ministre de la lettre qu'il lui avait écrite pour notifier que la France, au cours des négociations entamées, n'acceptait pas la rédaction proposée par le Brésil.

D'après la publication brésilienne, la France et le Brésil recouvrent leur liberté d'action et le baron de Rio-Branco exprime l'espérance que les relations entre les deux pays ne souffriront pas du malentendu actuel.

Janvier, 11. — Rétablissement du *modus vivendi* entre le Brésil et la France, à la suite d'un nouvel échange de notes entre M. Decrais, ministre de France, et M. de Rio-Branco, ministre des Affaires étrangères. Délai de dénonciation : 1 année.

Territoire d'Acre. Traité avec la Bolivie.

Le traité par lequel la République de Bolivie cède au Brésil toute la région amazonienne de l'Acre contre cinquante millions et quelques légères

rectifications de frontière, a fait l'objet d'un rapport de la commission compétente de la Chambre des députés de Rio-Janeiro, qui conclut à son adoption.

Le Congrès de Bolivie a déjà ratifié ce traité, le 24 décembre, par 41 voix contre 11.

Janvier, 26. — La Chambre des députés a approuvé le 26 janvier, par 118 voix contre 13, le traité conclu entre le Brésil et la Bolivie au sujet du territoire d'Acre. Le traité a été renvoyé au Sénat.

CHINE

Janvier, 10. — L'Empereur de Chine a ratifié les traités commerciaux avec les Etats-Unis et le Japon.

COLOMBIE

Loi de régularisation monétaire et d'amortissement du papier-monnaie (loi 33 de 1903, 26 octobre).

Le *Moniteur officiel du Commerce* des 23 janvier et 27 mars 1902 a publié des décrets du gouvernement colombien relatifs à l'interdiction de stipuler dans les contrats d'autre monnaie que la monnaie nationale.

Une loi du 26 octobre 1903, dont les principaux articles sont reproduits ci-après, établit de nouvelles règles sur la matière.

Art. 1^{er}. — L'unité monétaire de la nation sera le « peso » d'or du poids de un gramme six cent soixante-douze milligrammes (1 gr. 672) et neuf cents millièmes de fin (0 gr. 900).

Les obligations contractées par le gouvernement avant la mise en vigueur de cette loi, en monnaie d'or distincte de celle qu'établit le présent article, seront payées dans la monnaie dans laquelle elles ont été contractées.

Art. 2. — Les monnaies d'or nationales frappées selon les dispositions du titre IX du livre 1^{er} du code fiscal, et les monnaies légales d'or étrangères de titre non inférieur à 0.900 pourront circuler au prix commercial dans toutes les transactions publiques et privées ; comme aussi et dans les mêmes conditions, les monnaies d'argent nationales au titre de 0.835 et de 0.900 et les monnaies étrangères au titre de 0.900.

Art. 3. — Dès la sanction de cette loi, l'augmentation de l'émission du papier-monnaie tant par le gouvernement national que par les gouvernements départementaux sera absolument prohibée.

Art. 4. — Le papier-monnaie émis légalement par le gouvernement national et les gouvernements départementaux conserve son caractère de cours forcé et son pouvoir libératoire dans les lieux où il circule actuellement, selon les règles suivantes :

1^o Il est facultatif de stipuler, dans les transactions publiques ou privées, l'unité monétaire d'or ou le papier-monnaie ;

2^o Quand, en vertu du dispositif antérieur, une obligation aura été stipulée en or, il sera satisfait à cette obligation par la remise de l'équivalent en papier-monnaie au change du jour du paiement ;

3° Dans le département de Panama et dans les provinces de Cucuta, Pasto, Tuquerres, Obando, Barbacoas, Nunez, Caqueta, San-Juan et Atrato, la monnaie d'argent conservera son caractère de moyen circulaire avec relation au patron d'or, au prix qu'aura l'argent sur le marché et on pourra stipuler dans ladite monnaie ;

4° Les obligations contractées ou qui se contracteront dans les affaires avec l'extérieur s'accompliront d'accord avec les dispositions de l'art. 203 du Code de commerce ;

5° Toute obligation qui se contractera en monnaie courante et dans laquelle il ne sera pas exprimé de monnaie déterminée, s'entendra contractée et sera payée en billets de cours forcé.

.....
Art. 10. — Les budgets de recettes et dépenses s'établiront dans l'unité monétaire d'or établie dans l'article 1^{er} de cette loi.

§ 1. — Les revenus des douanes se percevront en or ou en billets aux taux du change le jour du paiement.

Nouveau tarif des douanes (1)

Une loi 63 du 31 octobre 1903 établit un nouveau tarif des douanes colombiennes. Ce tarif remplace celui qu'avait édicté, en dernier lieu, le décret législatif n° 200 du 13 février 1903.

La réforme la plus saillante de la loi nouvelle a consisté à remplacer le papier-monnaie par l'or dans la fixation du tarif. La monnaie d'or dont il s'agit est la piastre or colombienne, monnaie de compte établie par la loi n° 33 de 1903 ; cette monnaie n'a pas été frappée, mais est considérée par son titre et son poids comme équivalente au dollar américain. Les nouveaux droits de douane étant payables en or ou en papier-monnaie au cours du jour, c'est le change du dollar qui, pratiquement, servira de règle pour la liquidation des droits.

Si l'on compare le nouveau tarif avec le précédent, en tenant compte du change du 10.000 o/o qu'on peut considérer comme le change moyen depuis la fin de la guerre civile, on constate une augmentation sur toutes les classes, qui varie de 10 à 80 o/o environ.

Pour la première fois on a introduit dans la loi le principe du paiement des droits *ad valorem* pour les pierres précieuses, les bijoux d'or ou d'argent doré et les objets d'or qui paieront 5 o/o de leur valeur sur facture. La loi permet au gouvernement (art. 23) de frapper de droits d'exportation l'ivoire végétal et la soie végétale (*paja toquilla*).

CUBA

Relèvement des droits de douane.

Les deux Chambres cubaines ont adopté le 19 janvier 1904 une loi autorisant le président de la République à relever de trois décimes additionnels tous les droits de douane frappant les marchandises étrangères à leur entrée dans l'île.

(1) Ce tarif sera publié ultérieurement aux *Annales du commerce extérieur*.

Cette mesure a pour but de permettre aux douanes cubaines de combler le déficit causé dans leurs recettes par les réductions de droits accordées aux marchandises en provenance des Etats-Unis, en vertu du récent traité de réciprocité conclu entre la république de Cuba et les Etats-Unis d'Amérique (1).

SOUDAN ÉGYPTIEN

Janvier, 19. — La *Soudan Gazette*, journal officiel du Soudan, publie la note suivante :

A partir de la publication de cet avis, la province de Fachoda sera désignée sous le nom de province du Haut Nil, la ville de Fachoda sous le nom de Kodok et le village de Fachoda sous le nom de Dabwar. Ces changements de noms devront être introduits dans toutes les cartes et rapports du gouvernement et dans toute autre publication.

ESPAGNE

Dispositions concernant l'importation et la vente de la saccharine. (Loi du 24 décembre 1903).

Art 1^{er}. — A partir de la promulgation de la présente loi, seront absolument interdites, l'importation, la fabrication, l'existence, la vente et la circulation de la saccharine et produits similaires, à l'exception de ceux destinés à des usages médicaux.

Art. 2. — L'importation de ce produits pour usages médicaux ne pourra avoir lieu que par les douanes expressément désignées ; la fabrication, l'existence, la vente et la circulation desdits produits seront soumises aux formalités déterminées par le gouvernement pour en assurer la destination légale.

Art. 3. — Seront également interdites l'importation, la fabrication, la circulation, l'existence et la vente de substances alimentaires, boissons rafraîchissantes et autres articles contenant de la saccharine et des produits similaires ou des mélanges de glucose et de sucre.

ÉTATS-UNIS

Traité de réciprocité commerciale entre les États-Unis et Cuba.

Un traité de réciprocité commerciale avait été conclu entre les Etats-Unis et Cuba, le 11 décembre 1902.

Cet acte diplomatique vient, après ratification, d'être mis en vigueur dans les deux pays, le 26 décembre 1903.

Il résulte de ses principales dispositions que les marchandises des deux pays, admises jusqu'ici en exemption de droits, continueront respectivement à bénéficier de la franchise.

(1) Communication du Consulat,

D'autre part, toutes les autres marchandises provenant de la République de Cuba et importées aux Etats-Unis seront admises avec une réduction de 20 o/o sur le taux des droits du tarif américain du 24 juillet 1897 ou de tout autre des Etats-Unis ultérieurement mis en vigueur ; de même, les marchandises ne bénéficiant pas de la franchise précitée et importées à Cuba seront également admises à l'entrée dans cette République avec une réduction de 20 o/o sur le taux des droits prévus actuellement ou ultérieurement.

En outre, pendant la durée de la présente convention, les marchandises suivantes provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis et importées à Cuba seront admises avec les réductions particulières ci-après :

Seront admis avec une réduction de 25 0/0 :

Les machines et appareils en cuivre ou en alliages de cuivre et les machines ou appareils dans lesquels le cuivre ou ses alliages entrent comme éléments de principale valeur ;

La fonte de fer, le fer forgé et l'acier et les ouvrages en ces matières ;

Les articles en cristal et en verre, sauf le verre à vitres ; les navires et embarcations de toute sorte en fer ou en acier ;

Les eaux-de-vie (whiskies and brandies) ;

Le poisson salé, assaisonné, fumé ou mariné ;

Les poissons et animaux à coquilles, conservés dans l'huile ou autrement, en boîtes de fer-blanc ;

Les poteries et articles en argile, rentrant actuellement dans les paragraphes 21 et 22 du tarif des douanes de la République de Cuba.

Seront admis, avec une réduction de 30 0/0, les produits suivants :

Beurre ;

Fleur de farine de froment, blé, fleur de farine de blé ou farine de blé (flour of corn or corn-meal) ;

Produits chimiques et pharmaceutiques et drogues simples ;

Boissons au malt, en bouteilles ;

Boissons non alcooliques ;

Cidre ;

Eaux minérales ;

Couleurs et teintures ;

Verre à vitres ;

Articles faits en totalité ou en partie de chanvre, de lin, de pite, de jute, de hennequin, de ramie, ou d'autres fibres végétales comprises actuellement sous les paragraphes du groupe 2 de la classe V du tarif des douanes de la République de Cuba ;

Instruments de musique ;

Papier à écrire et à imprimer, sauf le papier pour journaux ;

Coton et articles en coton, sauf les articles tricotés ;

Tous les objets de coutellerie ;

Bottines, souliers et pantoufles, rentrant actuellement dans les paragraphes 197 et 198 du tarif des douanes de la République de Cuba ;

Articles en or et en argent plaqués ;

Dessins, photographies, gravures, lithographies, chromolithographies, oléographies, etc., imprimés sur pierre, sur zinc, sur alimunium ou sur

d'autres matières, et employés comme étiquettes, flaps, bandes et enveloppes de tabac, ou à d'autres usages ;

Tous les autres papiers (sauf le papier à cigarettes, les mappemondes et cartes), cartons et articles en ces matières, rentrant actuellement dans les paragraphes 157-164 du tarif des douanes de la République de Cuba ;

Savons communs ou ordinaires, rentrant actuellement dans le paragraphe 105, lettres A et B, du tarif des douanes de la République de Cuba ;

Légumes assaisonnés ou préparés d'une façon quelconque ;

Tous les vins, sauf ceux qui sont rangés actuellement dans le paragraphe 279 (a) du tarif des douanes de la République de Cuba.

Seront admis avec une réduction de 40 0/0 :

Les articles tricotés en coton et tous les articles en coton non compris dans les catégories précédentes ;

Le fromage ;

Les fruits conservés ;

La pâte de papier ;

La parfumerie et les essences ;

Les poteries et articles en argile rentrant actuellement dans le paragraphe 20 du tarif des douanes de la République de Cuba ;

La porcelaine ;

Les savons autres que communs, rangés actuellement dans le paragraphe 105 du tarif des douanes de la République de Cuba ;

Les ombrelles et parasols ;

La dextrine et le glucose ;

Les montres ;

La laine et les articles en laine ;

La soie et les articles en soie ;

Le riz ;

Le bétail (1).

Question du Panama

Janvier, 4. — Etats-Unis. — Lecture est faite au Congrès du message spécial du président Roosevelt renfermant la correspondance officielle de l'exposé de la conduite du gouvernement américain dans les affaires de Panama.

Il montre que les Etats-Unis n'ont eu aucune part dans la révolution, qu'ils ne l'ont ni préparée, ni provoquée, ni encouragée. Le Président déclare que les insinuations tendant à attribuer aux Etats-Unis une complicité quelconque dans la révolte sont malveillantes, déplacées et dénuées de tout fondement.

Le Président veut bien admettre qu'en général l'indépendance d'un nouvel Etat ne devrait pas être reconnue tant que cet Etat n'aurait pas fourni la preuve qu'il est en mesure de maintenir son indépendance.

(1) Communication du Consulat.

Toutefois, cette règle peut souffrir des exceptions et, dans le cas de Panama, l'infraction à la règle était non seulement justifiée, mais de rigueur. Trois raisons impérieuses l'imposaient :

1^o Les obligations découlant du traité ; 2^o les intérêts de la nation américaine ; 3^o les intérêts collectifs de la civilisation.

Le Président insiste pour la prompte ratification du traité de Panama. La seule chose à envisager, à l'heure actuelle, est la construction du canal.

On relève dans les annexes du Message, une correspondance de M. Reyes, demandant quelle serait l'attitude des Etats-Unis au cas où la Colombie enverrait des troupes à Panama.

M. Hay répond, le 11 décembre, que les Etats-Unis et beaucoup d'autres puissances ont déjà reconnu l'indépendance de Panama ; que les Etats-Unis ont signé un traité qui les engage à maintenir cette indépendance ; enfin, que les Etats-Unis envisageraient avec les plus vifs regrets une invasion, parce qu'elle en traînerait des désordres avec effusion de sang.

Une raison d'une portée plus grande encore, c'est que, dans la pensée du Président, le moment est venu où, dans l'intérêt du commerce universel et de la civilisation, il importe de clore l'ère des guerres civiles qui font couler tant de sang à Panama et y causent tant de ruines.

Janvier, 9. — Dans sa réponse à la dernière note au général Réyès, envoyé colombien, le département d'Etat, en déclarant que la question de Panama ne serait pas rouverte, refuse de transmettre au Sénat américain les propositions de la Colombie et de le faire juge des protestations de celle-ci. Le département d'Etat s'en tient au message spécial du président Roosevelt au Congrès.

Janvier, 11. — Départ du général Réyès qui n'a pu amener solution pacifique entre les Etats-Unis et la Colombie au sujet de Panama.

Janvier, 15. — *Comité des Affaires étrangères. — Traité avec Panama.* — Discussion d'un amendement au traité concernant la juridiction sur les ports aux deux extrémités du canal.

Janvier, 18. — La commission des relations étrangères du Sénat propose trois amendements au traité de Panama.

Elle veut d'abord que le gouvernement des Etats-Unis soit nanti de pouvoirs plus directs en ce qui concerne les règlements sanitaires, ensuite qu'il ait la haute main sur les ports afin de pouvoir les améliorer.

Le troisième amendement définit d'une façon plus précise les limites des cités de Panama et de Colon par rapport à la zone du canal.

FRANCE

Lois, décrets etc.

Janvier, 1^{er}. — Loi approuvant la convention téléphonique françoi-anglaise du 29 juillet 1902 (*Journal officiel*, p. 2).

Janvier, 24. — Rapport et décret réorganisant le Congo français (*Journal officiel*, p. 604).

Documents parlementaires. — Débats parlementaires.

Sénat.

Janvier, 14. — Rapport sur le projet du budget spécial de l'Algérie, pour 1904 (*Milliès-Lacroix*, n° 360).

Janvier, 19. — Dépôt, par M. Léopold-Thézard, d'un rapport sur trois projets de loi portant approbation :

Le 1^{er}, de la convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Norvège, pour régler les conflits de lois et de juridictions relatifs à la tutelle des mineurs ;

Le 2^e, de la convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage conclue, le 12 juin 1902, à La Haye, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse ;

Le 3^e, de la convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.

Chambre des Députés.

Janvier, 18. — Procès-verbaux de la Commission des douanes (Tarifs douaniers étrangers (Noël), 1^{er} vol., n° 1035).

Projet de loi ouvrant un crédit de 3.937.500 francs pour l'établissement du câble de Brest à Dakar (n° 1.398).

Janvier, 21. — Avis sur le projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1900 sur le budget spécial de l'Algérie (n° 1.409).

Rapport de la Commission du budget sur le budget 1904 adopté par la Chambre et modifié par le Sénat (n° 1401).

Janvier, 22. — La Chambre discute les interpellations relatives à l'expulsion du territoire français de l'abbé Delsor, député au Reichstag. Après un débat très mouvementé, elle vote, par 295 voix contre 243, sur 538 votants, l'ordre du jour pur et simple réclamé par le gouvernement.

Question de la nomination des évêques.

Communication de l'agence Havas.

Janvier, 19. — *L'Avvenire d'Italia* déclare que la question du *nobis nominavit* n'a pas été réglée par la simple suppression du mot *nobis* comme on l'affirme couramment.

L'Avvenire dit que les bulles pontificales pour la création des évêques, faisant allusion au président de la République française, porteront en effet le seul mot *nominavit* sans le *nobis*, pourvu que dans les lettres patentes par lesquelles le gouvernement français adresse au Saint-Siège la demande

de concéder l'investiture canonique au candidat, autrement dit la demande des dites bulles, on use de la formule qui indique la simple présentation.

Si dans quelque lettre patente, cette formule n'était pas employée, la bulle pontificale relative à un évêque déterminé, remettrait, pour ce cas, en vigueur les deux mots : *nobis nominavit*.

Janvier, 20. — En annonçant la suppression du mot *nobis* dans les deux institutions canoniques, l'*Avvenire d'Italia* se livre, au sujet des lettres patentes, à des commentaires qui appellent une explication.

Les lettres patentes par lesquelles, depuis le Concordat, le chef de l'Etat français demande l'investiture canonique, sont la reproduction exacte des dispositions du Concordat, qui donnent à l'Etat le droit de nomination laissant naturellement au pape le droit d'investiture canonique.

C'est en vertu de ces dispositions que le chef de l'Etat français, dans ses lettres patentes, notifie la nomination de l'évêque, puis le présente au pape pour être canoniquement investi.

ITALIE

Nouveau régime douanier des vins à l'importation (Décret royal du 31 décembre 1903).

Art. 1^{er}. — Est rapporté, à partir du 1^{er} janvier 1904, le décret royal du 4 août 1892, qui a réduit à 5 lires 77 l'hectolitre le droit d'importation des vins en fûts ou barils provenant de pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée en vertu des traités de commerce en vigueur ;

Les vins en fûts ou barils importés de pays ayant joui jusqu'ici du droit de 5 lires 77 l'hectolitre acquitteront, à partir du 1^{er} janvier 1904, le droit de 12 lires l'hectolitre établi par l'article 2 du protocole en date du 30 décembre 1899, qui régit les rapports commerciaux entre l'Italie et la Grèce.

Art. 2. — (Dispositions transitoires.)

Art. 3.— Des décrets du ministre des finances, d'accord avec le ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, fixeront successivement les modalités et les garanties destinées à comparer les qualités particulières des vins provenant de l'étranger avec celles propres aux vins naturels de l'origine déclarée : de même pour les modes servant à déterminer la richesse alcoolique maxima établie par la note du n° 3 a du texte unique du tarif général des douanes du 24 novembre 1895.

Le commerce italien en 1903

La Chambre de commerce italienne de Paris fait connaître que le commerce de l'Italie avec l'étranger pendant l'année 1903, s'est élevé à lires 3.500 millions, dont 1.838 à l'importation, et 1.462 à l'exportation.

Comparaison faite avec l'année 1902, il résulte une augmentation de 63 millions, à l'importation et une diminution de 11 millions à l'exportation.

D'autre part, la Chambre de commerce italienne de Paris signale que, pendant l'année 1903, le commerce franco-italien s'est élevé à 313.639.000 fr., dont 155.995.000 fr. de marchandises françaises exportées en Italie et 147.644.000 fr. de marchandises italiennes entrées en France.

JAPON

Commerce général du Japon en 1902

(Suite) (1)

Etalon d'or. — L'étalon d'or, qui a été établi au Japon en octobre 1897, continue à donner des résultats appréciables, lentement sans doute, mais d'une façon continue, au grand avantage des commerçants, tant pour les transactions intérieures que pour celles faites à l'étranger.

C'est ainsi que s'exprime le Secrétaire de la Chambre européenne de Commerce de Yokohama dans son rapport annuel. Cependant, et nous l'avons déjà dit, la récente baisse de l'argent n'était pas sans mettre le Japon dans un état d'infériorité inquiétant à l'égard de la Chine et, bien que ce fait ne se soit produit qu'à la fin de l'année, il n'est pas sans avoir influé sur le commerce spécial des deux nations pendant les deux ou trois derniers mois.

Aussi est-ce avec une réelle satisfaction que la nouvelle de l'établissement éventuel de l'étalon d'or dans deux autres contrées d'Extrême-Orient a été accueilli par les financiers de ce pays et célébré comme un succès de leur politique.

Un résultat semble devoir être attribué presque certainement à cette politique financière, c'est le fait que, depuis 1896, les entrées de l'or au Japon ont largement dépassé les sorties, comme le montre le tableau suivant :

Entrée et sortie de l'or depuis 1896

Années	Exportation	Importation
1896.....	1.996.575 yens.	10.217.458 yens.
1897.....	8.863.797 —	64.313.492 —
1898.....	46.281.343 —	37.027.752 —
1899.....	8.768.365 —	20.080.695 —
1900.....	51.761.619 —	8.967.198 —
1901.....	11.477.852 —	10.651.209 —
1902.....	453.313 —	30.183.670 —
	129.602.864 yens.	181.441.474 yens.

Balance : 51.838,610 yens sont entrés depuis 1896.

(1) Cf. *Arch. dipl.* 1904, N° 1, p. 126-182.

Change. — Au commencement de l'année, le change sur Londres était de 2 5/16 par yen ; il monte, de février en avril, jusqu'à 2 9/16 ; au commencement de juin, il n'est plus qu'à 2 7/16, 2 5/8 en juillet, 2 11/16 en août, 2 3/4 en septembre ; en octobre, il atteint 2 13/16 et reste à ce taux jusqu'à la fin de l'année.

Sur Paris, le change a varié entre 2.57 et 3.62.

Emprunts. — En plus des 50 millions de yens en bons du Trésor qui ont été pris par un syndicat anglais, au taux de 98 livres les 1,000 yens, d'autres bons du Trésor ont été écoulés au Japon même pour une valeur de 24.338.450 yens. Des emprunts à court terme ont été également émis pour une valeur de 8 millions. Un grand nombre de ces titres ont sans doute été pris par la Banque du Japon et la Caisse des Dépôts. La « Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation » aurait également souscrit pour 1.444.000 yens à l'emprunt de la ville de Nagasaki pour l'adduction de l'eau ; cet emprunt porte intérêt à 6 o/o et un change fixe a été admis à 2 sch. 1/2 d. En décembre, le Gouvernement impérial a émis un emprunt pour les travaux de Formose, pour une valeur de 1.284.150 yens. La Banque du Japon a souscrit la totalité de cet emprunt à 85 yens 66 par bon de 100 yens.

Introduction des capitaux étrangers. — Le bon marché relatif des capitaux étrangers, dont les détenteurs se contenteraient d'un intérêt de 6 o/o, les fait naturellement rechercher au Japon, où les capitalistes qui peuvent encore trouver dans les banques des placements à 6 et 7 o/o ne les risquent dans l'industrie que pour un rapport de 8 à 12 o/o. Mais un grave obstacle s'oppose à la venue des capitaux du dehors dans ce fait qu'un étranger ne peut pas être propriétaire au Japon. Tout au plus peut-il constituer une société avec des associés japonais et dans des conditions vraiment difficiles et aléatoires. Ce manque de garantie arrête et arrêtera l'introduction des capitaux étrangers. D'autre part, l'opinion publique est assez hostile à la participation des étrangers à des bénéfices qui, suivant elle, devraient être réservés aux Japonais seuls. On a pu s'en rendre compte dernièrement au sujet d'une tentative de la Compagnie du Gaz de Tokio, qui était entrée en négociations avec des banques étrangères : les actionnaires japonais ne peuvent admettre que des étrangers participassent aux mêmes bénéfices qu'eux et les pourparlers furent rompus. Une tentative plus récente et qui semble avoir mieux réussi, a été faite pour l'établissement de la traction électrique dans Tokio. Une partie de la presse de Tokio s'est pourtant élevée avec passion contre cette entrée d'étrangers dans une entreprise japonaise. Au printemps également, des négociations avaient été commencées entre certaines compagnies de chemins de fer japonaises et des capitalistes de Londres ; un expert était venu spécialement étudier la question sur place ; le manque de garantie arrêta la meilleure volonté. Il fut même alors question de soumettre un bill au Parlement autorisant les étrangers de pouvoir posséder un droit d'hypothèque sur les chemins de fer, mais ce projet ne fut jamais présenté à la Chambre.

Aussi est-ce avec raison qu'un rapport commercial, préparé cette année par la Légation d'Angleterre et publié par les journaux de Tokio, dit que les Japonais recherchent et désirent les capitaux étrangers, mais, en même temps, ils ne veulent pas que les étrangers participent à leurs bénéfices et ils ne leur donnent même pas la satisfaction de garanties sérieuses.

II. — EXPORTATION

(Classification des douanes japonaises).

Yens.

Boissons et comestibles :

Thé	10.484.017	060
Graines	6.822.574	610
Produits de la mer	6.200.083	770
Divers	5.222.161	150
Vêtements et accessoires	28.728.836	590
Drogues, médecines, produits chimiques	2.860.393	640
Métaux et ouvrages en métaux	6.150.748	920
Huiles et cires	12.796.450	650
Papiers et ouvrages en papier	2.486.913	710
Peaux, cuirs, cornes	1.785.588	030
Tissus, filés, fils, matières brutes :	1.105.701	480

Soie

Soie	113.954.108	220
Coton	27.110.732	590
Autres	1.335.975	250
Tabac	142.398.816	070
Divers	2.365.792	830
	54.994.774	570
Total	255.675.016	690
Réexportation	2.628.048	380
Total général	258.303.064	870

Les exportations en 1902. — Le détail des exportations pendant l'année 1902, est sensiblement le même que celui de l'année précédente. La légère augmentation qui s'est produite porte principalement sur quelques articles : soie brute, en particulier, et les cotonnades. Le commerce de la soie, malgré les plaintes de certains commerçants étrangers, a été d'une manière générale assez prospère. Parmi les articles dont la valeur a diminué à l'exportation, le cuivre est un des plus notables, ainsi que les filés de coton.

Les ETATS-UNIS ont passé au premier rang des acheteurs au Japon, depuis de longues années déjà ; la valeur de ce commerce est de 83 millions de yens. La soie seule entre pour 60 millions de yens dans cette somme ; les 20 autres millions sont représentés par le thé (9 millions de yens) et les nattes pour plancher (6 millions de yens).

La CHINE vient au second rang des pays acheteurs, avec une somme de 46.830.000 yens. La plus value de cette année est représentée par la vente des filés de coton japonais sur le continent chinois, vente sans cesse en progrès malgré la condition en ce moment défavorable du marché monétaire. Les exportations de coton en Chine représentent à elles seules 20 millions, celle du charbon 7 millions, et celle des montres 2 millions 1/2.

La FRANCE, qui ne venait jusqu'à présent que la quatrième dans le commerce d'exportation du Japon, se place cette année avant Hong-Kong : ses achats ont atteint 27 millions de yens, dont 25 millions pour les soies seulement.

De près de 42 millions en 1901, les exportations japonaises à HONG-KONG

sont tombées cette année à 25.876.000 yens. Le cuivre figure dans cette diminution pour plus de 6 millions, les filés de coton pour 1 million, les habutai pour plus de 7 millions.

L'ANGLETERRE ne vient qu'au sixième rang parmi les pays acheteurs du Japon. Elle a reçu, en 1902, pour 17.346.000 yens de marchandises (au lieu de 11.432.000 en 1901), dont près de 8 millions de soieries, 1 million 1/2 de cuivre, 1 million de camphre.

L'ITALIE tient une place importante dans les exportations du Japon chez elle qui s'élèvent à 13.287.000 yens, dont près de 13 millions seulement pour les soies. Ce commerce a augmenté depuis quatre ans dans des proportions exceptionnelles : 2 millions 1/2 en 1898, 3 1/2 en 1899, 7 en 1900, 12 1/2 en 1901 et 13 en 1902.

Les ventes du Japon à l'ALLEMAGNE ont diminué, cette année, de près de 1 million ; elles s'élèvent en tout à 4.737.029, dont plus de 1 million pour les soies, 700.000 pour le camphre, 600.000 pour le riz.

Parmi les contrées chez lesquelles l'exportation japonaise est en progrès, se trouvent le Canada (3.485.000 yens), l'Australie 3.172.000 yens, l'Inde anglaise 13.336.800 yens (soies 2 millions, camphre (etc.).

III. — IMPORTATION

(Classification des douanes japonaises)

	Yens.
Armes, pendules, montres, machines.....	12.114.322 790
Boissons et comestibles.....	8.713.970 920
Vêtements et accessoires.....	1.327.499 860
Drogues, médecines et produits chimiques.....	7.183.082 870
Teintures et couleurs.....	6.682.354 930
Verre et ouvrages en verre.....	1.836.906 610
Graines et semences (riz).....	26.223.165 350
Cornes, ivoires, peaux, écailles.....	3.076.050 940
Métaux et ouvrages en métaux :	
1° Fer et acier.....	18.768.763 120
2° Autres.....	5.067.933 760
Huiles et cires (pétrole).....	16.699.976 120
Papiers et papeterie.....	4.947.869 610
Sucre.....	14.486.234 750
Tissus, filés, fils et matières brutes :	
1° Coton.....	96.949.588 480
2° Laine.....	14.304.534 090
3° Soie.....	2.456.977 790
4° Chanvre.....	2.102.936 890
5° Autres.....	1.055.722 610
Tabacs.....	116.869.759 860
Vins et liqueurs.....	995.976 250
Divers.....	695.790 140
	25.629.785 280
Total.....	271.319.442 960
Réimportation.....	411.815 590
Total général.....	271.731.258 551

Les importations en 1902. — D'une manière générale, on peut dire que

les étrangers ont été moins favorisés qu'ils ne l'espéraient. A la fin de l'année 1900, désastreuse pour le commerce d'exportation, un stock considérable de marchandises restait dans les magasins et, pendant 1901, la moins-value des importations avait permis de liquider ces stocks ; aussi, les magasins étant vides, pouvait-on prévoir pour 1902 et une plus-value à l'importation et un écoulement facile des marchandises. Il n'en a rien été, la demande a été faible et le chiffre des importations, bien que supérieur à celui de 1901, est encore inférieur de 16 millions à celui de 1900.

Une des causes principales de ce ralentissement est certainement un fait dont les commerçants étrangers se refusent souvent à tort de reconnaître l'importance : c'est le développement de l'industrie japonaise dans certaines branches et, par suite, de la diminution dans la demande d'objets manufacturés à l'étranger.

Le commerce du coton fournit un exemple probant de ce que nous venons d'avancer : les achats de plus en plus considérables de coton brut par le Japon montrent les progrès de ce pays dans cette industrie.

	1892	1893	1901	1902
	(En yens)			
Importations de coton				
brut.....	12.324.644	16.151.570	61.222.080	80.572.437
Importations de filés				
de coton.....	7.131.980	7.284.283	4.873.737	1.747.875
	18.456.634	23.435.813	66.095.817	82.320.312
Retranchons les ex- portations de filés du Japon en Chine	7.720	59.176	21.465.512	19.901.522
On trouve que la con- sommation japo-				
naise est de.....	19.448.914	23.376.637	44.630.245	62.418.790

Par le tableau qui précède, on peut se rendre compte que l'industrie du coton a presque décuplé en dix ans.

Sans doute la qualité ne vaut pas toujours celle des marchandises importées, mais elle suffit aux exigences des consommateurs. Nous pourrions montrer les mêmes progrès dans l'industrie des flanelles et dans beaucoup d'autres branches secondaires du tissage.

Comme cause plus générale de la stagnation des importations, il ne faut pas perdre de vue qu'une dépression générale règne depuis quatre ans sur le commerce et a succédé à l'activité énorme qui caractérisait la période précédente, où, de 1894 à 1898, les importations avaient passé de 117.481.955 yens à 277.270.728 yens.

Il n'y a pas eu, parmi les commerçants japonais, de ces faillites désastreuses comme celles qui ont marqué les deux années précédentes ; le régime de la prudence prévalait partout, tant de la part des capitalistes qui avaient retiré leur argent du commerce pour le mettre dans les banques, que des banquiers qui ne faisaient d'avances que rarement et à bon escient. Aussi les transactions, générées par ce manque de capitaux, se sont-elles faites au jour le jour, et les achats faits à l'étranger ont dû être réalisés avec de légers bénéfices et parfois avec perte. Cet état de choses a rendu le marché difficile et lourd et empêché toute spéculation sur les importations.

Les stocks se sont écoulés cependant, et à la fin de l'année, il ne restait pas dans les magasins une quantité de marchandises suffisante pour peser sur les transactions de 1903.

Pays importateurs. — Dans les pays importateurs, l'ANGLETERRE tient le premier rang avec ses 50.364.029 yens ; ce chiffre est légèrement inférieur à celui de l'année dernière, et de 20 millions de yens moins élevé que celui de 1900. Malgré tout, la Grande-Bretagne détient à elle seule le cinquième du commerce des importations au Japon, et si on ajoute à son commerce celle de ses colonies, on arrive à la proportion de 40 %, Sur les 50 millions de la Métropole, 13 millions représentent les cotonnades, filés, etc. ; 4 millions 1/2 celui de la laine, 6 millions celui du fer (lingots, plaques, rails, tôles, etc.) ; 3 millions celui des produits chimiques.

L'INDE ANGLAISE vient immédiatement après sa métropole comme pays importateur au Japon, auquel elle a vendu cette année pour 49.302.846 yens de marchandises, dont principalement du coton brut (40 millions environ), du riz (7.225.483 yens) et de l'indigo (1.184.000 yens). La plus-value de 6 millions de ses importations de 1902 sur celles de 1901 est représentée par le riz qu'elle a envoyé au Japon.

LES ETATS-UNIS (48.652.824 yens) sont encore loin du chiffre de 1900 (63 millions), mais ils ont une avance de 6 millions sur l'an passé représentant entièrement une augmentation des importations de coton brut. Ils ont envoyé cette année au Japon pour 19 millions 1/2 de coton brut, pour 12 millions de pétrole, pour 3 millions de farine.

LA CHINE a vu ses importations passer de 27 millions (1901) à 40.590.858 yens (1902). Sans être la seule cause de cette augmentation, la baisse de l'argent a certainement encouragé, dans une large mesure, les importateurs chinois. Cependant le commerce du coton figure seul dans les statistiques pour 16.388.000 yens, soit 10 millions de plus que l'an passé. Les engrais (oil cake beares) ont été également importés pour une valeur de 2 millions supérieure à celle de 1901, soit 8.000.000. Les haricots, pois, soya et graines diverses représentent 6 millions 1/2, les soies 1 million 1/2, etc., le jute 1 million, les œufs 1 million 1/2, etc.

L'ALLEMAGNE se maintient au quatrième rang parmi les importateurs avec la somme de 25.812.921 yens, soit près de 3 millions de moins que l'an passé. L'importation des sucres raffinés allemands a, à elle seule, diminué de 5 millions (2.955.000 yens au lieu de 8.148.646). Les tissus de laine (4 millions 1/2), les fers (3 1/2), les couleurs artificielles (2 1/2), les produits chimiques (2 1/4) sont ses principaux articles d'importation.

LA CORÉE (7.957.946 yens contre 10.052.438 en 1901) a perdu 2 millions de yens pour les importations de riz. Elle a renvoyé au Japon pour 2 millions de yens de haricots, pois, etc.

LA RUSSIE D'ASIE (5.963.000 yens contre 4.515.000 en 1901) fournit principalement au Japon des salaisons (1 million 1/2), du pétrole (2 1/4) et des engrais (oil cake, 1 1/2).

L'INDO-CHINE FRANÇAISE (5.649.945 yens). Voir plus loin.

LA BELGIQUE (6.977.653 yens contre 5.810.000) envoie des fers (2 millions 1/2), des vitres (1 1/3), de la laine (1/2 million) et du papier à cigarettes (1/2 million).

La FRANCE (4.745.775 yens). Voir plus loin.

Les INDÉS NÉERLANDAISES (3.568.719 yens) envoient principalement du sucre raffiné (2 millions 1/2).

HONG-KONG. — Les importations de Hong-Kong sont passées de 11.141.788 yens en 1901 à 2.454.881 en 1900. Cette diminution provient principalement de la diminution dans les importations de sucre (1.461.000 au lieu de 8.847.000).

L'EGYPTE a envoyé pour 2.414.000 yens de coton sur une exportation de 2.417.000. Les ventes de coton par l'Egypte au Japon ne valaient que 355.000 yens en 1898.

L'AUSTRALIE, qui est pourtant reliée au Japon par une ligne directe, lui envoie moins de produits qu'elle n'en reçoit de lui et les chiffres de cette année sont inférieurs à ceux de 1901 (1.672.000 yens contre 1.777.598). La laine est le principal article importé (866.000 yens).

IV. — COMMERCE DU JAPON AVEC LA FRANCE

Pendant ces six dernières années, ce commerce a été de :

Années.	Exportations.	Importations.
—		
		(En yens.)
1897.....	26.313.654	5.147.591
1898.....	20.496.406	6.979.982
1899.....	29.247.837	5.768.180
1900.....	19.150.422	8.095.819
1901.....	27.275.671	3.752.828
1902.....	27.283.457	4.741.482

Détail des exportations. — 27.283.457 yens.

Nous n'entrerons pas dans tout le détail de ce commerce presque semblable à celui de 1901. Voici seulement quelques chiffres :

Soies : 25,467,680 yens contre 25,830,033 yens ;

Riz : 421,260 yens ;

Nattes : 324,588 yens ;

Huile de poisson : 105,196 yens ;

Eventails : 46,962 yens ;

Plumages d'oiseaux : 47,215 yens, etc., etc.

Détail des importations. — 4,741,482 yens. Principaux articles :

Laine et tissus de laine. — 2,161,373 yens contre 1,707,516 en 1901.

La mousseline de laine compte à elle seule dans ce chiffre pour 1 million 908,907 yens.

Vins. — 324,632 yens contre 331,537 en 1901, dont :

Champagne : 107,711 yens ; vins en bouteille : 88,590 yens ; vins en fûts : 85,604 yens contre 119,819 en 1901 ; eaux-de-vie : 25,803 yens.

Parfumerie : 221,242 yens contre 153,897 en 1901 ;

Papier à cigarettes : 299,311 yens contre 107,368 en 1901 ;

Objets de précision : 49,884 yens ;

Montres et accessoires : 77,236 yens ;

Alimentation (beurre, confiserie) : 79,419 yens ;

Produits chimiques : 402,928 yens, dont 222,549 pour le chlorate de potasse contre 141,444 en 1901 ;

Couleurs ; 345,110 yens dont 286,000 pour le bois de campêche contre 286,973 en 1901.

On constate donc une augmentation de près de 1 million de yens sur le commerce d'importation de l'année dernière ; cela n'est pas un résultat très satisfaisant si l'on songe que l'année 1901 avait été la plus mauvaise des dix dernières années, et qu'il y a encore un écart de près de la moitié entre 1900 et 1902. L'augmentation se répartit à peu près également sur les principaux articles d'importation. En ce qui concerne spécialement les *mousselines de laine*, nous semblons reprendre de l'avance sur l'Allemagne, les chiffres suivants tendent à le prouver :

Importation.	1898.	1899.	1900.	1901.	1903.
(En yens.)					
France...	3.763.330	2.832.664	4.746.741	1.235.684	2.161.373
Allemagne	278.783	402.201	1.020.065	1.108.087	934.892
Suisse...	"	"	1.547.532	957.931	907.255

L'ensemble du *commerce des vins* est resté stationnaire et présente même une légère diminution. Les importations de vins fins sont en progrès : elles ont dépassé 200,000 yens.

La moins-value porte donc sur les vins ordinaires, comme le montre le tableau ci-dessous :

	1902.		1901.		1901.	
	Litres.	Yens.	Litres.	Yens.	Litres.	Yens.
France....	497.963	85.604	706.937	119.819	455.120	886.569
Espagne....	668.936	65.964	591.747	66.587	35.533	5.000
Italie.....	6.152	2.226	38.092	5.473	541.725	64.856

Pendant ces trois dernières années, l'Italie, puis l'Espagne ont donc fourni au Japon le complément de vins ordinaires nécessaire à sa consommation. Une meilleure représentation de nos commerçants en vin, au Japon même, serait certainement profitable à nos intérêts. Quant à voir les débouchés s'élargir et la consommation du vin augmenter dans ce pays, c'est peu probable et ce ne serait rien moins que de demander aux Japonais que de changer leur manière de se nourrir. On sait comment ils apprécient le vin et comment ils le transforment en l'aromatisant. A ce point de vue, ils ont une préférence marquée pour les vins d'Australie dont l'importation a été cette année de 222,436 litres valant 38,972 yens.

COMMERCE DU JAPON AVEC L'INDO-CHINE

Tonnes. Yens.

Exportation : Charbon.....	17 306	103.666 yens
— Cuivre.....		7.926 —
— Tissus de soie.		7.106 —
— Porcelaine....		9.591 —
158.410 yens (148.000 en 1901.)		

Importation ; Riz	4.651.394 yens	3.199.420 en 1901.
— Coton brut	725.278	—
— Cornes, peaux	95.860	—
— Ecailles, défenses	28.357	—
— Huile de coco	25.293	—
	<u>5.649.945 yens.</u>	

Les *importations* de l'Indo-Chine au Japon dépassent donc, comme l'an passé, les importations de la France dans ce même pays. Un seul article existe à vrai dire dans ce commerce d'importation, c'est le riz, et par suite l'importance annuelle des transactions dépend souvent de la récolte au Japon. L'Indo-Chine, a dans ce commerce du riz, des concurrents redoutables : d'abord la Corée qui a l'avantage de la proximité, mais encore le Siam et les Indes anglaises. Des relations commerciales tendant à se resserrer entre le Japon et le Siam, une ligne de navigation devant même être établie, il est à craindre que les exportations annuelles de notre colonie se ressentent de cet état de choses.

Les importations de coton brut sont marquées par une progression lente et constante qui est de bon augure.

Les briquettes fabriquées à Honghaï continuent à jouir d'une faveur marquée à Nagasaki où leur qualité les places immédiatement après les meilleurs charbons anglais : les statistiques douanières ne donnent malheureusement aucune donnée à ce sujet attendu que ces briquettes au lieu de venir directement de l'Indo-Chine, vont d'abord à Hong-Kong et de là sont transportées par jonque à Nagasaki.

Les mines de fer de notre colonie pourraient également trouver d'excellents débouchés au Japon qui est, pour ce produit, tributaire de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Belgique et qui pourrait acheter le fer en Indo-Chine à des prix beaucoup moins élevés. Il serait à désirer qu'une ligue de navigation de cargos relie directement ce pays à notre colonie d'Extrême-Orient.

Le Japon a envoyé en 1902, un nombre considérable de produits à l'Exposition de Hanoï : il y a lieu d'espérer que de nouvelles relations commerciales résulteront de cette première tentative de rapprochement entre les deux pays.

V. — MOYENS DE TRANSPORT

A. — *Chemins de fer*

Statistique des chemins de fer du Japon pendant la période comprise entre le 1^{er} avril 1901 et le 31 mars 1902
(Formose excepté).

Etat. Compagnies privées. Total.

Parcours exploités (du point de dé- part au point d'arrivée)	1.148 milles 46	2.966 milles 48	4.115 milles 14 (1)
---	-----------------	-----------------	---------------------

(1) Le total des parcours exploités au 1^{er} mai 1903 serait de 4.254 milles.

		(En yens.)	
Coût total de ces lignes	122.924.591	207.402.792	330.327.383
Prix moyen par mille	98.362	66.913	76.497
Recettes :			
Voyageurs	11.331.431	17.644.324	28.975.755
Marchandises	5.115.948	12.652.216	17.768.164
Divers	316.840	3.182.013	3.498.353
Total	16.764.219	33.478.553	50.242.772
Dépenses :			
Entretien du réseau	2.271.534	2.795.140	5.066.674
Trains	3.717.211	6.151.457	9.868.668
Transports	2.150.005	3.726.115	5.876.120
Divers	207.341	4.532.389	4.739.730
Total	8.346.091	17.205.101	25.551.192
Bénéfices nets (2)	8.418.128	16.273.452	24.691.580
Nombre de voyageurs	32.527.339	79.136.954	111.664.293
Marchandises (tonnes an-			
glaises	2.787.113	11.773.719	14.560.832
Locomotives	347	943	1.290
Wagons voyageurs	1.048	3.407	4.455
Wagons marchandises	3.304	14.708	18.012

Les Compagnies privées sont au nombre de 40, mais 4 seulement sont importantes : la Nippon (857 milles), la Samyo (334 milles), Kovansai (194 milles), Kiushiu (407 milles), chemin de fer du Hokkaido (206 milles). Après vient la Hokuetsu qui n'exploite que 84 milles ; parmi les autres quelques-unes exploitent 30 milles au plus, la plupart 20 et 10 milles. L'absorption de ces Compagnies par les grandes se fera certainement dans un délai assez rapproché. Cette année, la question de la fusion des deux grandes Compagnies, celle de Samyo et celle du Kiushiu, a été agitée et près d'être résolue.

Après une véritable fièvre de construction qui a donné au Japon cet énorme réseau, un temps d'arrêt se produit, comme le montre le tableau suivant :

Milles construits : de 1897-1898, 513 ; de 1898-1899, 527 ; de 1899-1900, 224 ; de 1900-1901, 220 ; de 1901-1902, 200 ; de 1902-1903, 139 (chiffre non officiel).

Pour les chemins de fer de l'Etat, un programme avait été voté en 1896 par le Parlement, désigné sous le nom de programme *post bellum* : 130 millions de yens répartis sur une dizaine d'années devaient être consacrés à la construction de chemins de fer. Les 130 millions seraient actuellement dépensés et le programme non encore achevé. Aussi dans le projet de budget de 1903 un nouveau crédit de 100 millions à répartir sur plusieurs années dont 40 millions pour l'expansion navale était présenté par le gouvernement et destiné à l'achèvement du programme *post bellum* et la création de nouvelles lignes ; la Chambre a voté un crédit dont la répartition est reportée sur la période 1904-1913 et 55 millions de yens seraient

(2) C'est un revenu de 8.4 0/0 des capitaux engagés pour les chemins de l'Etat et environ 8.1 0/0 pour les Compagnies particulières.

dépensés dès les premières années de cette période pour la construction de nouvelles lignes.

Quant aux compagnies particulières, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, elles ont cherché en vain à attirer les capitaux étrangers : le manque de garanties qu'elles peuvent offrir les a principalement empêché de réussir. Aussi au commencement de 1903 ont-elle émis presque toutes de nouvelles actions : les grandes compagnies offraient 6 et 7 % d'intérêt, les petites 10 et 12 %. Aucune donnée précise n'a encore été publiée sur la réussite de ces emprunts.

B. — *Marine marchande.*

Tonnage de la marine marchande, d'après la statistique publiée par le « Mercantile Marine Bureau » (1903).

Tonnage.	Va-peurs	Voi-liers.	Total.	Tonnes..
100 à 500	303	1.241	1.544 navires d'une jauge brute	238.326
500 à 1.000	66	2	68	44.466
1.000 à 2.000	81	»	81	118.880
2.000 à 3.000	60	»	60	150.813
3.000 à 4.000	17	»	17	59.493
4.000 à 5.000	4	»	4	17.961
5.000 à 6.000	2	»	2	10.899
Au-dessus de 6.000.....	18	»	18	111.817
Totaux.....	551	1.243	1.794 navires d'une jauge brute	752.655
				dont 581.934 pour des vapeurs seuls (1).

La marine marchande japonaise comprend donc (pour le trafic international et le grand cabotage) une flotte de 550 navires jaugeant environ 580.000 tonnes et 1.200 voiliers et 170.000 tonnes, soit en tout 750.000 tonnes environ.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit dans le rapport commercial de l'an passé sur le système des primes et des subventions grâce auquel, en partie, la marine marchande peut être rangée, au bout de vingt ans d'existence, parmi celles des plus grands pays. Dans le tableau des entrées de navires au Japon de 1898 à 1902 on peut voir qu'au point de vue du tonnage, le nombre des navires entrant dans les ports japonais a doublé et que, pour la première fois en 1902, le tonnage des navires japonais entrés dépasse celui des navires battant pavillon anglais.

Les grandes Compagnies de navigation japonaises sont au nombre de quatre :

1° La « Nippon Yusen Kaisha », au capital de 22 millions de yens et recevant de l'Etat une subvention de 5 millions de yens, possède 72 navires dont 15 de plus de 6.000 tonnes, 13 de plus de 3.000, 17 de plus de

(1) Il y aurait lieu d'ajouter à ce tableau, où ils ne figurent pas, les bateaux au-dessous de 100 tonneaux qui comprennent 427 vapeurs et 2.362 voiliers, jaugeant ensemble 159.440 tonnes, ainsi que les navires non encore enregistrés représentant 15.000 tonnes : ce qui ferait pour la marine marchande japonaise un total de 927.095 tonnes.

2.000 ; 33 de ses bateaux font un service international. Cette année la flotte de cette Compagnie doit s'augmenter de six nouvelles unités dont l'une de 6.000 tonnes, une autre de 5.000 et trois autres de 2.000.

Les lignes de navigation de services par cette Compagnie sont les suivantes : lignes d'Europe (Yokohama, Marseille, Londres, Anvers) ; ligne d'Amérique (Yokohama, Seattle) ; ligne d'Australie (Yokohama, Hong-Kong, Manille, Melbourne) ; ligne de Bombay (Yokohama, Hong-Kong, Singapore et Colombo) ; ligne de Vladivostock, de Tien-Tsin, etc. :

2° L'« *Osaka Shosen Kaisha* » reçoit du gouvernement une subvention de 1 million de yens. Flotte nombreuse de près de 75 navires, mais dont 2 seulement dépassent 3.000 tonnes et dont 17 seulement jaugent plus de 1.000 tonnes. Elle dessert une grande partie des côtes du Japon, la mer Intérieure ; elle relie le Japon à la Corée et à la Chine. Elle possède une ligne de navigation sur le Yang-Tse (Shanghai, Hankeou) ;

3° La « *Toyo Kisen Kaisha* ». Elle ne possède que trois grands steamers de plus de 6.000 tonnes qui font le service de Yokohama à San-Francisco par Honolulu. Cette Compagnie est financièrement entre des mains américaines. Une entente s'est faite entre cette Compagnie et les deux autres Compagnies américaines desservant les mêmes ports : la « *Pacific Mail* » et « *Occidental and Oriental S. O.* ». Par une sorte de trust, elles ont amalgamé leurs services, unifié leurs tarifs et assurent à elles seules le service de Hon-Kong à San-Francisco, par Shanghai, Nagasaki, Kobe, Yokohama et Honolulu ;

4° La « *Mitsui Bussan Kaisha* » ne possède guère que de gros cargos destinés à transporter à Hon-Kong le charbon des mines de Chiiké appartenant à la famille Mitsui.

Le système des subventions que pratique le gouvernement japonais surtout à l'égard de la « *Nippon Yusen Kaisha* » et de l'« *Osaka Shosen Kaiska* » a été violemment critiqué ces temps-ci par la presse japonaise. On trouve que c'est payer bien cher le luxe qui consiste à avoir des paquebots battant pavillon national sur tous les océans. Il paraît cependant bien difficile que l'Etat ne continue pas tout au moins à venir en aide aux grandes Compagnies qu'il a soutenues jusqu'à présent. La « *Nippon Yusen Kaisha* » devrait dans ce cas renoncer à ses lignes d'Australie et d'Amérique.

La concurrence devient de plus en plus active dans le Pacifique et on annonce tous les jours ou que les Compagnies renforcent leur flottes de nouvelles unités ou que d'autres Compagnies se forment. C'est ainsi que la « *Pacific Mail* » (Yokohama-San-Francisco) a mis cette année en service deux splendides paquebots de 12,000 tonnes chacun : la *Siberia* et la *Korea* ; ce dernier détient le record de la vitesse entre Yokohama et San-Francisco : 10 jours et 15 heures. La grande Compagnie de chemin de fer, « *Great Northern Railway C°* », vient de fonder une compagnie de navigation (*Great Northern Steamship C°*) dont les services commenceront en 1904 ; elle construit deux grands steamers, dont l'un, le *Minnesota*, aurait, dit la presse américaine, 30.000 tonnes de déplacement. Une nouvelle compagnie américaine, dont les paquebots viendraient également au Japon, se fonderait à New-York sous le nom de « *American-Asiatic Steamship C°* » ; elle affrèterait d'abord des bateaux et en construirait ensuite. Enfin, d'après un arrangement conclu avec la « *Boston Steamship C°* », la « *North-Pacific Railway* » organiserait une ligne de cargos entre Tacoma et les principaux ports d'Extrême-Orient.

En plus de cette concurrence active faite à ses compagnies de navigation par l'Amérique, le Japon aurait encore à souffrir dans ses intérêts commerciaux d'une récente mesure de protection prise par le gouvernement des Etats-Unis, en vertu de laquelle le trafic entre les colonies et la métropole serait réservé au seul pavillon national. C'est ainsi que la « Toyo Kisen Kaisha » ne pourrait plus faire d'opérations commerciales à Honolulu. Cette loi serait applicable aux Philippines à partir de 1904. La presse japonaise, en signalant ce fait et le tort qu'il ne manquera pas de causer à la « Nippon Yusen Kaisha », menace de représailles le gouvernement des Etats-Unis.

Mais si le champ d'activité se restreint pour le Japon vers l'Est, il reste toujours ouvert du côté de la Chine, et les efforts des particuliers, encouragés par la politique du gouvernement, qui leur prête son appui, s'y exercent avec succès. L'« Osaka Shosen Kaisha » a, ainsi que nous l'avons vu, un service déjà organisé sur le Yang-Tse. La « Nippon Yusen Kaisha » a elle-même acheté cette année les paquebots de la « Mac-Bain C° » et deux steamers feront désormais, deux fois par mois, le service de Shanghai à Hankeou. Dans cette dernière ville, la « Hunan Steamship C° », fondée en 1902 par des capitalistes japonais (1.500.000 yens), a des bateaux qui remontent le fleuve jusqu'à Totchou, de là passent dans la rivière Siang, jusqu'à Sian-Tung. Cette compagnie reçoit une subvention de 27.000 yens du gouvernement. Elle aurait dernièrement conclu un contrat fort avantageux avec une compagnie chinoise pour le transport à Shanghai du charbon exploité dans les mines de Piu-Hiang.

Le rapport commercial annuel de l'administration des douanes chinoises a publié le tableau ci-dessous qui montre l'avance rapide et continue prise par le Japon dans le trafic des ports de la Chine :

Navires	1896	1901	1902
Anglais.....	65 0/0	54 0/0	50 0/0
Chinois.....	22	13	17
Allemands.....	6	16	13
Suédois	3	»	»
Japonais.....	2	11	14
Français.....	1	2	1
Américains	»	2	2
Russes	»	1	1
Autres	1	1	1
	100	100	100

D'après ce pourcentage, on voit que les Japonais seuls ont pris une avance pendant ces dernières années.

Depuis l'ouverture du chemin de fer Transsibérien, de nouvelles lignes de navigation ont été établies qui relient le Japon à Dalny et à Vladivostock.

1° Pour Dalny. — Deux vapeurs appartenant à la Compagnie des chemins de fer de l'Est chinois, la *Mandchuria* et la *Mongolia* (1,600 tonnes), partant tous les deux le dimanche, l'un de Nagasaki, l'autre de Shanghai arrivent le lundi soir à Dalny pour correspondre avec le train de luxe qui part le mardi. Bateaux très confortables. Ils repartent de Dalny à l'arrivée du train de luxe.

2° Pour Vladivostock.

- a) Les chemins de fer de l'Est chinois ont un bateau faisant le parcours Vladivostock-Shanghai-Nagasaki ;
- b) La « Nippon Yusen Kaisha » a deux bateaux, le *Kokura Maru* et *l'Ose Maru*, qui vont à Vladivostock par Moji et Fusani ;
- c) Deux paquebots d'une petite Compagnie privée, le *Gaisen Maru* et le *Katsu Maru*, vont de Kobe, en Corée et à Vladivostock.

Ports. — Yokohama a vu ses importations et ses exportations augmenter pendant la dernière année. A Kobe, les importations seules ont augmenté ; à Nagasaki, il y a eu diminution à la fois sur les importations et sur les exportations.

Arsenaux. — Il y en a un grand nombre au Japon, mais un d'entre eux mérite une mention spéciale, celui de Mitsu Bishi, à Nagasaki. Ces chantiers de construction prennent tous les jours une plus grande importance : de 1898 à 1903, ils ont livré 19 navires dont 3 seulement au-dessous de 1.000 tonnes, cinq dépassaient 6.000 les autres variant de 2.000 à 4.000 tonnes en moyenne. Des travaux d'agrandissement ont été entrepris dans les docks qui, une fois terminés permettraient de construire des bâtiments de 20.000 tonnes. Cette Compagnie emploie de 4.500 à 5.000 ouvriers par jour.

A Kobe se trouvent les chantiers de Kawasaki également fort bien outillés, mais dont les bassins ne permettent la construction que de navires de 3.000 tonnes au plus.

Yokohama possède des ateliers fort importants et des bassins de radoub où peuvent entrer des navires de 6.000 tonnes.

A Uraga enfin, se trouve encore un arsenal particulier assez important : l'année dernière, le gouvernement américain lui avait fait la commande de cinq canonnières destinées aux Philippines. Cet essai a été assez malheureux et les deux premières canonnières livrées auraient été refusées pour défaut de construction.

DEJEAN.
Secrétaire de la Légation de France.

Population.

Dernier recensement officiel publié : année 1900 : 44.805.937 habitants.

Budget 1903/1904.

Recettes.....	251.681.961	yens.
Dépenses.....	244.752.346	yens.

RÉPARTITION DES RECETTES ET DÉPENSES*Recettes ordinaires*

	Yens
Impôt foncier.....	46.996.212
Impôt sur le revenu.....	7.412.801
Patentes	6.792.818
Impôt sur le Saké.....	66.535.404
Impôt sur le Chôyu.....	3.444.034
Droits de douane.....	16.570.655

Accise sur le sucre.....	7.184.637
Autres impôts intérieurs.....	3.552.083
Timbre.....	13.532.121
Postes et télégraphes.....	25.915.940
Forêts.....	2.955.361
Monopole du tabac en feuilles.....	12.606.012
Chemins de fer.....	8.785.089
Autres recettes des exploitations et biens de l'Etat.....	2.477.120
Virement des intérêts des dépôts.....	3.309.805
Virement du fonds d'amortissement de l'emprunt des travaux publics de Formose.....	1.350.000
Virement du fonds de dotation de l'instruction publique.....	500.000
Divers.....	1.882.407
Total	231.802.499

Recettes extraordinaires

	Yens
Produits de la vente des biens de l'Etat.....	894.375
Sommes versées par les administrations locales pour leurs travaux publics.....	1.076.800
Souscription des emprunts publics.....	7.427.683
Virement de l'indemnité chinoise.....	3.574.717
— du fonds d'entretien des forêts.....	2.145.904
Divers.....	4.759.983
Total	19.879.462
Total général.....	251.681.961

Dépenses ordinaires

	Yens
Liste civile.....	3.000.000
Ministère des Affaires étrangères.....	2.284.160
— de l'Intérieur.....	10.627.469
— des Finances : 1 ^o Dette publique.....	42.402.101
2 ^o Divers.....	19.468.526
Ministère de la Guerre.....	38.495.727
— de la Marine.....	22.077.695
— de la Justice.....	10.563.532
— de l'Instruction publique.....	4.994.286
— de l'Agriculture et du Commerce...	2.943.949
— des Communications.....	21.606.676
Total	178.464.121

Dépenses extraordinaires

	Yens
Ministère des Affaires étrangères.....	108.765
— de l'Intérieur.....	16.708.430
— des Finances.....	5.123.951
— de la Guerre.....	3.676.241
— de la Marine.....	7.118.575
— de la Justice.....	543.907
— de l'Instruction publique.....	1.665.080
— de l'Agriculture et du Commerce.....	7.469.752
— des Communications.....	23.873.524
 Total	 66.288.225
 Total général.....	 244.752.346
 Total des recettes.....	 251.681.961
Total des dépenses.....	244.752.346
 Excédent de recettes.....	 6.929.615

PORTUGAL**Ouverture du Parlement. — Message du roi**
(2 janvier)

Dans son message d'ouverture du Parlement, le roi s'est exprimé ainsi que suit :

« Les relations avec les nations étrangères sont cordiales.

« Au cours de la dernière session, le souverain de la Grande-Bretagne et de l'Inde nous a fait l'honneur de nous rendre sa première visite après son accession au trône. Le roi et empereur, à qui je suis lié personnellement par l'affection, est le chef suprême de la nation dont l'alliance avec le Portugal, fondée sur d'anciens traités, a été récemment confirmée par des faits ou proclamée par des paroles démontrant la meilleure entente et qui ne seront jamais oubliées.

« Récemment, le roi d'Espagne nous a honorés de sa première visite. Il a montré, en quittant notre pays, la grande estime et le bon vouloir qu'il ressentait et que nous lui rendons sincèrement. Il est très agréable, pour le Portugal, de voir unies dans une intime amitié les deux nations qui sont sœurs et voisines dans cette péninsule, et qui peuvent se prêter mutuellement un si puissant appui pour marcher dans la voie du progrès.

« Par une intention de déférence, une flotte des Etats-Unis est venue dans notre port. J'adresse au président de cette République fédérale, l'expression de notre gratitude.

« Par un accord amical intervenu entre mon gouvernement et celui de la Grande-Bretagne, il a été décidé que la délimitation de l'Angola et du territoire britannique de la région de Barotsé serait soumise à l'arbitrage du roi d'Italie, que je remercie d'avoir accepté cette tâche. La délimitation de Manica, dans l'Afrique orientale portugaise, a été conclue. Mon gou-

vernement espère présenter les bases de délimitation des territoires appartenant au Portugal et à la Hollande dans l'île de Timor. »

Le message constate l'accroissement progressif du domaine colonial portugais, et l'augmentation des revenus. Il recommande de s'occuper spécialement de la situation financière. Il annonce que des mesures seront proposées pour renouveler les contrats de la banque de Portugal, de façon à diminuer la circulation du papier-monnaie, et pour que les droits de douane soient payés partiellement en or.

D'autres dispositions sont encore annoncées en ce qui concerne la télégraphie sans fil avec les Açores, la réfection des règlements sur la propriété individuelle et l'administration intérieure. Plusieurs autres mesures sont encore indiquées dans le message.

RUSSIE

Décisions douanières, lettres contenant des objets en or, en argent des pierres précieuses, des articles de joaillerie et autres objets de valeur,

Le département des douanes informe que l'administration centrale des postes et des télégraphes de l'empire a décidé que les lettres arrivant en Russie qui contiendraient des objets en or et en argent, des pierres précieuses, des articles de joaillerie et autres choses de valeur, ne seront pas remises à destination, mais renvoyées à l'étranger, à leur lieu d'expédition conformément à l'article 16 de la convention de Washington relative à l'union postale universelle (article interdisant l'envoi dans des lettres d'objets soumis au paiement d'impôts douaniers). — (*Circulaire du département des douanes, en date du 18/31 octobre 1903, sub. n° 19.724.*)

Droits de tonnage et de quai à Port-Arthur (1)

L'amiral Alexeiff a décidé qu'à partir du 1^{er} novembre 1903 des droits de tonnage et de quai seraient perçus à Port-Arthur, où les navires n'avaient eu jusqu'à cette date aucune taxe à acquitter.

Aux termes des nouveaux règlements qui ont été publiés en russe et en anglais, tout navire entrant dans le port précité est soumis à un droit de 10 kopeks par tonneau de jauge. S'il s'agit de bâtiments étrangers, les droits peuvent être acquittés une fois tous les quatre mois, à raison de 40 kopeks par tonne. Pour les navires russes, la taxe de 10 kopeks n'est perçue qu'une fois l'an.

Les droits de quai sont applicables à presque toutes les marchandises. Pour les articles importés par mer de l'étranger ou exportés à l'étranger, la taxe est par poud ou poids de 16 kilogr., suivant les cas, de 1/4 de kopek, de 1/2 kopek ou de 1 kopek 1/4 de kopek pour le blé, le foin, la paille, la chaux, le gypse, le ciment, l'albâtre, le charbon, le coke, les pierres non précieuses, le naphte, les minerais, les briques, le sel, etc. ; 1/2 kopek pour la farine, le grueau l'étoupe, le lin le chanvre, le goudron,

(1) Avis commercial des Ministère du commerce-etc. N° 1012 (15 janvier 1904)

le bois de charpente, les céréales autres que le blé etc.; 1 kopek pour toutes les marchandises ne rentrant pas dans les deux précédentes catégories). Quand aux articles qui sont transportés par steamer d'un port russe à un autre, ils jouissent d'un traitement privilégié: ils ne sont soumis qu'au tiers du tarif.

Le soin de percevoir les taxes en question est confié à la commission municipale.

Il est dit, dans le treizième paragraphe des règlements, que ceux-ci ont été institués à Port-Arthur en vue de créer une source de revenus qui seront affectués à l'installation, l'aménagement et l'outillage du port (entretien des jetées, construction des routes d'accès aux quais, entretien des docks, des abris et des mâts de signaux, éclairage et balisage du port, etc., etc.).

On croit devoir ajouter aux renseignements précédents que le port de Dalny reste port franc.

Budget.

Le budget de l'Empire pour 1904 prévoit un chiffre de recettes ordinaires de 1.980.094.493 roubles, et, pour les dépenses ordinaires un chiffre de 1.966.458.251 roubles.

Les recettes ordinaires surpassent donc les dépenses ordinaires de 13.636.242 roubles.

Les recettes extraordinaires sont évaluées à 198.542.562 roubles et les dépenses extraordinaires à 212.178.804 roubles.

Les recettes extraordinaires proviennent des dépôts perpétuels à la banque de l'Etat (2.750.000 roubles) et de l'encaisse métallique des rentes de l'empire (295.792.562 roubles). Les dépenses extraordinaires proviennent: des frais de construction du chemin de fer de Tirbisch (17.150.965 roubles); des frais de construction du chemin de fer de Sibérie, pour la partie incombant à l'empire (4.412.114 roubles; des frais d'établissement d'autres voies ferrées (125.635.725 roubles); de l'emprunt des sociétés privées pour la construction des routes (62.980.000 roubles); de l'indemnité à accorder aux particuliers et aux institutions comme compensation à l'abolition de leurs droits exclusifs de distillation et de brassage (2.000.000 de roubles).

Le total des recettes et le total des dépenses se balancent donc avec un chiffre de 2.178.637.355 roubles.

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Typ. et Lith. P. LANGLOIS ET C^{ie}